

130 F

Algeria, 1 00 Maroc, 150 m.c.; Tunisie, 100 m.
Algeria, 1 00; Tunisie, 100 m.c. Algérie
11 m. Canada, 10 m.c.; Venezuela, 1 m.
Espagne, 20 m.c.; Grande-Bretagne, 10 m.; Grèce,
10 m.; Iran, 10 m.; Italie, 10 m.; 125 m.c.
1 m.; Portugal, 120 m.c.; Suisse, 220 m.c.
Suisse, 1 m. O.A.S. ex tunc Venezuela, 10 m. d'ici.

Surf des abonnements page 15.

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 1200-23 Paris
Téléc Paris m 630772
Tél. : 246-72-23

VERS UNE DÉTENTE AU LIBAN ?

Le président Frangji accuse l'ouverture de sa succession

A quelques heures du scrutin, les autorités ont pris des mesures d'urgence : les commandants Mario Torres et Campos de Andrade ont été envoyés à la capitale, où ils ont rejoint la police militaire lors de la tentative de coup d'Etat du 23 novembre dernier, ont été libérés le 23 avril. Trois personnes (deux paraguayennes et un vénéto) ont également été remis en liberté. Le dernier militaire détenu, le commandant Cucco Rosa, ancien responsable des opérations de la police militaire, devait être libéré à son tour ce samedi 24 avril.

Ainsi que réclame le Congrès Secrétaire pour les Libertés législatives, l'attention se porte sur l'élection présidentielle prévue en juin et sur le rôle des militaires dans la régime qui, peut-être, se met en place.

La radio a précisé que le président Franglé avait signé, peu avant midi, le document amendant l'article 73 de la Constitution, et qu'une copie de ce document, signée, avait été aussitôt envoyée au Parlement. Elle n'a rien dit sur la date à laquelle M. Franglé se rendra effectivement et sur le moment où le Parlement va se réunir pour désigner un nouveau chef d'Etat.

voyé spécial

En passant par les deux capitales, le général Banerjee s'est rendu à la messe à 10 heures. Il se sentait très fatigué par la chaleur et la vacance d'un voyage. Il a dit qu'il n'aurait pas pu aller plus loin parce que c'était la tête de la route. Il n'aurait pas pu aller plus loin.

Le 16 avril, les chefs d'état-major des trois armées se sont rendus à Porto à bord d'un avion militaire pour discuter de la question d'amitié avec le général Banerjee. Le même jour, la presse annonçait qu'il ferait un voyage aux Etats-Unis aussitôt après les législatives. On en a conclu dans les milieux politiques que le commandant de la région du Nord avait des raisons d'importance pour l'essentiel des forces armées.

Rompant pour la première fois depuis le début de la guerre avec leurs alliés, charbonniers notamment le parti national libéral, et le chef de l'Etat lui-même, les phalangistes, nous indiquent notre correspondant à Beyrouth, avaient délégué, vendredi 23 avril, auprès de ce dernier, un membre du bureau politique, M. Edmond Razi, député du Sud-Liban, pour lui faire part d'une décision du parti d'obéir « par n'importe quels moyens l'amendement constitutionnel voté par la chambre, et qui doit être suivi par des mesures concrètes ». Ils ont motivé leur position en faisant valoir que, en dehors des Syriens, qui réclamaient le départ immédiat de M. Frangiaï, « il serait absurde d'attendre quoi que ce soit des Américains au cours d'une année d'élection présidentielle, et que, en tout état de cause, l'Occident aurait eu tout le temps de se manifester s'il était dans ses intentions de le faire ».

**Soixante tués
et soixante-quinze blessés**

JEAN-PIERRE CLERC.
(Lire la suite page 4.)

La lutte du prolétariat en même du P.C.F.

L'abandon de la dictée est critiqué au sein

naissance de la naissance de L'Étoile.
bien-fondé de l'initiative qu'il avait
et profité pour répondre à M. Gléaud
union de presse, avait mis en cause

THIERRY FFIESTER

AU JOUR LE JOUR

**Logique
et réforme**

I. — À la recherche d'une stratégie socialiste

Capitalisme et internationalisme

À la recherche d'une stratégie

par PHILIPPE MACHEFÉ (*)

analyse de la le, la notion est certes pas lisme des dévelop- sisme des dévâ- e, puis préclaire Luxembourg ne, qui, dans de suprême du érise l'importa- la concentration d'investissement dans le capital pital industriel capital finan- a fonction- risation des et d'un taux de le partage du

monde entre grandes puissances et entre grands groupements capitalistes.

En de fait, aujourd'hui, dans les cent plus grandes entités économiques mondiales, sont cinquante-quatre entreprises et quarante-six pays. Indifférentes aux politiques nationales et même aux frontières idéologiques, les sociétés multinationales dominent les secteurs de pointe de l'économie. Leur production croissant deux fois plus vite que l'ensemble de l'économie mondiale, on estime que vers 1985 trois cents à quatre cents sociétés auront fusionné.

ationalisme

gie socialiste

pourrait croître des impérialismes autonomes de type japonais, ou brésilien, ou iranien ? Les multinationales perdent - elles toute nationalité ou ont-elles une nationalité dominante ? S'affaiblissent-elles du pouvoir politique ou le restaurent-elles ? Si elles répondent à ces questions en faveur du socialisme, nous aurons tout ou presque tout expliqué. Le reste qu'on nous peut ni contester l'importance décisive du capital américain dans les multinationales contemporaines ni refuser d'admettre qu'elles s'appuient extrêmement sur la puissance matérielle des Etats-Unis, car elles n'ont ni bataillons, ni armes nucléaires, alors que le gouvernement de Washington, lui, en a beaucoup.

(Lire la suite page 2.)

Il était une fois un professeur de mathématiques à l'université d'Istanbul, un grand spécialiste de théorie des ensembles, nommé A. Fraenkel. Ce professeur, originaire d'Allemagne, tenait beaucoup à ce que l'on s'il prouvât, dans la vie courante, de la même logique que dans le raisonnement mathématique. Un jour, dans l'autobus entre Tel-Aviv et Jérusalem, une dame, assise derrière lui, lui demanda : « Si tu veux plaire, monseigneur, prouve-moi la femme, car il fait froid dehors. »

« Madame, lui répondit le professeur, croyez-vous que si je ferme la fenêtre, il fera chaud dehors ? »

La réforme dont il est actuellement question à l'université me fait penser à cette anecdote. Je défends le second cycle, dit le gouvernement aux universités, car il y a du chômage... »

D. STERNHEIMER


25 novembre 1910, et la réaction fut d'autant plus vive que le candidat nommé assistant après-général et chef d'état-major de l'armée de terre, il pouvait compter sur le soutien de toutes les forces politiques, même qu'on applaudissait à la défaite des socialistes : « du groupe des nœuds » ou plus conservateurs des officiers des socialistes, au Centre démocratique, à la droite, à la gauche, par Hilferding, et, surtout, L'Impérialisme, le capitalisme, car le monopoles, la centralisation, l'interprétation, le basculement du fusil dans la main, et, au niveau, par conséquent, par le profit, plus des richesses.

Une nouvelle génération de Vietnamiens vit, dans les années cinquante, accéder au pouvoir. Le prochain congrès du parti des travailleurs pourrait provoquer l'apparition de quelques-uns de ces responsables de demain. Ne serait-ce que parce que les travaux de reconstruction demeurent immenses. Ils ont dû, pendant la période de la guerre, fuir, placés à la tête d'une nation de cinquante millions d'âmes qui sont appelées à jouer un rôle considérable dans l'Asie du Sud-Est du futur. Ils devront poursuivre un incessant combat pour l'indépendance, la prospérité et la paix. Ils ont des ennemis antagonistes de l'U.R.S.S. et de la Chine. Bien que plus proche de la première, ils tentent d'échapper à cette rivalité et semblent se rapprocher du camp des non-alignés. Maintenant qu'il a perdu tout espoir de reconnaissance, l'Occident assure-t-il l'intelligence d'adopter sans arrière-pensée le Viet Nam réuni à l'indépendance.

éditions sociales


(Use nos informations page 2)

éditions sociales

 **louis
althusser**

positions

1 vol. 25.-frs



par PHILIPPE MACHEFÉRE (*)

monde entre grandes puissances et entre grands groupements capitalistes.

Et de plus, aujourd'hui, dans les cent plus grandes entités économiques mondiales, il y a cinquante-quatre entreprises et quarante-six pays. Indifférentes aux politiques nationales et même aux frontières idéologiques, les sociétés multinationales dominent les secteurs de pointe de l'économie. Leur production dépasse deux fois plus vite que celle de l'économie mondiale. En 1985, on estime que vers 1995 ils auront mis à disposition des multinationales contrôleront 80 % de toute l'industrie du monde capitaliste.

Soudaine d'échapper aux effets de la lutte ouvrière, les multinationales, après avoir décliné l'appel à la main-d'œuvre immigrée, résistent à l'idée même de contrôler les salaires dans les pays riches. Dans les pays d'œuvre, où elles profitent des salaires et d'une fiscalité dégressive — c'est ainsi que le capitalisme américain produit à l'étranger six fois plus qu'il n'y importe — et, disposant d'une main-d'œuvre financière, elles peuvent faire passer des sommes énormes de place en place, évitant les sauts d'intérêt et les risques de change sur les marchés. Elles peuvent également tenter de peser sur la politique d'une nation en dirigeant la spécialisation internationale contre la concurrence nationale.

La réalité fondamentale de ces choses ! Le réalisme fondamental de cette époque, c'est bien l'impérialisme.

Celui-ci s'est-il polarisé, comme l'imaginait déjà Kautsky, autour d'une puissance, ou plutôt d'une superpuissance, les Etats-Unis ?

Il répond-il à un schéma polaire tel qu'éventuellement et

(*) Professeur agrégé d'économie.

ARCHITECTURE SCOLAIRE

*Un nouveau style
hexagonal*

Quel hasard fait-il coïncider les protestations des étudiants contre la réforme de l'enseignement avec une exposition qui veut montrer la meilleure des réalisations de l'architecture contemporaine ces dernières années au grand Palais ?

Atmosphère euphorique à l'intérieur : ambiance vert tendre, printemps, os maquette de projets et photographies de réalisations illustrent l'ouverture nouvelle d'une architecture de l'enseignement qui ne régresse que suivre les changements intervenus dans la pédagogie. Dehors, l'entrée, les parvis des entrées, l'incendie du C.E.S. Pavillon distribuent des tracts avec des messages moins rassurants sur les vertus de l'architecture industrielle actuelle.

Sûrs ou pas, celle-ci avait, ces dernières années, fini par passer pour ce qu'on se faisait de pire dans le domaine des constructions dites « modernes ». Des conceptions pédagogiques immobilières, une population scolaire qui bougeait et une réglementation draconienne lâchement prise au pied de la lettre par beaucoup d'architectes, avaient engendré, finalement, une série de « monstres », presque tous les mêmes, dans leur ralcoeur, parallélipédiques : un ralcoeur contraire à l'esprit de l'architecture, et en accord parfait avec le règlement.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 19.)

JACQUES MICHEL
(Lire la suite page 194)

PROCHE-ORIENT

Israël

DE JÉRUSALEM A BETHLÉEM

La « route miraculeuse »

De notre correspondant

JÉRUSALEM. — Un étrange phénomène s'est produit à Jérusalem qui a déjà attiré des milliers de personnes de toutes religions et de toutes nationalités. Sur un tronçon d'une centaine de mètres de la route montagneuse qui relie Jérusalem à Bethléem, la loi de la pesanteur est... inversée. Ce phénomène extraordinaire a été découvert par un automobiliste qui s'arrêta pour mettre son moteur en marche après s'être arrêté pour contempler le paysage des collines de Juda. La pente offrait la solution idéale bien connue des automobilistes en panne. Mais une fois les freins lâchés, la voiture a commencé à rouler en marche arrière et sur la pente ascendante. Le conducteur et ses compagnons se sont crus victimes d'une hallucination collective, et ils ont alerté parents et amis qui se sont précipités à leur tour vers la « route miraculeuse ».

La télévision a filmé le phénomène, et le lendemain, c'est par milliers que, en voiture, en car, en charrette, à bicyclette et même à patins à roulettes, les gens sont venus constater que sur cette pente de la route Jérusalem-Bethléem, l'attraction s'exerce vers le haut. Des cars bourrés de touristes s'immobilisent, puis, dans un silence religieux, le chauffeur annonce qu'il lâche les freins, et c'est dans une élévation qui s'accompagne avec l'accélération du véhicule roulant vers le haut que les touristes observent ce nouveau miracle de Jérusalem. Nous avons vu de dignes ecclésiastiques poser une orange sur le sol et s'éclaircir en la voyant gravir allègrement la pente escarpée.

L'affaire a fait grand bruit, mais personne n'a tenté jusqu'à présent de lui attribuer une signification religieuse. Les scientifiques interrogés ne parviennent pas à briser l'engouement joyeux des foules en affirmant qu'il ne s'agit que d'une illusion d'optique. Quelques dizaines de scripteurs viennent chaque jour avec des niveaux d'eau et ne cachent pas la consternation que leur inspire la foule exaltée.

Les villageois des environs, qui se sont aussitôt improvisés marchands de limonade, jus, pour leur part, ce miracle fort lucratif.

ANDRÉ SCAMAMA.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE travailliste, M. Harold Wilson, va être fait chevalier de l'ordre de la Jarretière, la plus haute distinction britannique, le 23 avril, le palais de Buckingham. La cérémonie aura lieu le 14 juin au château de Windsor. L'ordre, créé il y a six siècles, ne comprend que vingt-quatre membres. Cette distinction ne fera pas un pair de M. Wilson, qui avait exprimé le vœu, en démissionnant le mois dernier, de conserver son siège de député aux Communes. — (A.F.P.)

Namibie

● QUATRE SUD-AFRICAINS BLANCS ont été tués dans une embuscade à la frontière entre la Namibie et l'Angola, a annoncé vendredi 23 avril un porte-parole sud-africain du ministère de la Défense. Les circonstances exactes de l'embuscade n'ont pas été révélées. Depuis le 11 novembre 1975, vingt-neuf soldats sud-africains ont été tués en opérations à la frontière. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

● M. JIRÍ PELIKAN, l'un des personnalités marxistes de « printemps de Prague », tiendra lundi 26 avril, à 11 heures, à la salle Minerva (11, rue du 4-Septembre), la conférence de presse sur les prisonniers politiques en Tchécoslovaquie et sur la situation générale du pays après le XIV^e congrès du P.C. tchécoslovaque. Cette réunion, organisée par le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, se tiendra sous la présidence de M. Pierre Dalz.

Timor

● M. MALIK, ministre indonésien des affaires étrangères, a déclaré, vendredi 23 avril, que l'Indonésie appuierait en août l'indépendance coloniale portugaise de Timor. M. Malik n'a fait aucun commentaire à propos de la résolution du Conseil de sécurité demandant à Djakarta de retirer ses troupes de Timor oriental (le Monde du 24 avril). En revanche, les autorités militaires indonésiennes ont fait savoir qu'elles couleraient tout navire qui tenterait de s'approcher des régions de Timor contestées par le mouvement nationaliste FRÉTEILAN. — (A.F.P., Reuters.)

Turquie

● QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES AU COURS D'ATTENTATS à la bombe commis vendredi 23 avril à Istanbul, en plein centre de la ville, à quelques minutes d'intervalle. L'un des engins a explosé devant l'agence de la compagnie « Transair » à Taksim, brisant les vitres de l'établissement. Quatre personnes ont été atteintes par des éclats de verre. La seconde explosion s'est produite aux abords d'un immeuble américain situé à Çiğirli, où sont réunis des cours de langue anglaise. — (A.F.P.)

Zaire

● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL d'un « Mouvement d'action pour la résurrection du Congo », qui se manifeste pour la première fois, a annoncé vendredi 23 avril au cours d'une conférence de presse tenue à Bruxelles que le MARC, « en il y a un an et demi, dans la clandestinité », entend « renverser le régime dictatorial du président Mobutu et rendre au pays son nom de Congo ». — (A.F.P.)

Impérialisme et internationalisme

(Suite de la première page.)

Existe-t-il un lien entre bourgeoisies nationales et système impérialiste ou peuvent-elles être intégrées dans la lutte anti-capitaliste ? Nous posons là le problème des nations « prolétaires » subissant l'exploitation collective des sociétés dominantes. Devons-nous les considérer comme un bloc ou tenir compte de l'existence de classes qui l'importeraient dans la conscience des peuples ? Le tiers-mondisme privilège cette opposition pays riches/pays pauvres, et tend à considérer ces derniers comme un verrou appliqué au développement des pays capitalistes, par rapport à l'opposition où s'affrontent bourgeoisie mondiale et prolétariat mondial.

La réalité présente nous montre que, sur le plan politique, l'impérialisme agit en s'appuyant soit sur une alliance des capitalistes internationaux et des grands propriétaires terriens (cas de l'Uruguay), soit sur une alliance des bourgeoisies nationales et des bourgeoisies nationales, consolidée par l'adjonction d'une partie importante des classes moyennes, voire d'une frange de la classe ouvrière (cas brésilien). Sur les ensembles continentaux, il crée des relais impérialistes, des sous-impérialismes de type brésilien. Dans de tels pays, la bourgeoisie nationale est trop dépendante de l'impérialisme pour instaurer sur des bases nationales un mode de production capitaliste. A plus forte raison est-il difficile pour ces pays d'assurer une transformation socialiste de leur société dans le seul cadre de leurs frontières nationales. Dans ces conditions, il apparaît clair que les perspectives socialistes sont déterminées avant tout par le caractère international de l'économie, par le développement mondial des forces productives, par l'état des luttes de classes dans certaines zones géographiques (Europe du Sud) et à certains moments historiques (maintenant) et par la modification du rapport des forces à l'échelle planétaire.

C'est donc en fin de compte à cette modification que doit s'attacher une stratégie socialiste internationale. Sa première tâche doit être de démontrer les mécanismes de l'exploitation impérialiste et d'assurer une immense et difficile besogne d'explication. Cet aspect est

essentiel dans la mesure où ceux-ci sont encore mal connus des masses, tout ou moins dans la forme qu'ils prennent à l'époque moderne. Les problèmes du taux de profit, des termes d'échange, du transfert des technologies, de l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée ou locale, en constituent d'importants éléments qui ne doivent pas cesser d'être relevés et illustrés. Et surtout, les divers procédés et les effets multiples de l'action des multinationales dans les domaines de l'emploi, de l'indépendance nationale ou de la propagande idéologique, doivent être particulièrement étudiés et largement vulgarisés pour qu'une prise de conscience s'opère, qui permette une lutte efficace contre cette forme nouvelle de la concentration capitaliste à l'échelle mondiale.

Une seconde ligne directrice doit être pour le P.S. d'analyser, avec soin les diverses formes qu'ont revêtues les luttes anti-capitalistes dans les pays du tiers-monde, et conformément à la stratégie adoptée en 1975 au congrès de Pau, de leur apporter un soutien critique en tenant compte des particularités propres à chaque pays et en se gardant d'ériger en doctrine, à modèle exportable, ces particularités.

Certes, le parti socialiste a la ferme conviction que la force politique à privilégier est la classe ouvrière, au sens large du mot, directement liée à l'exploitation capitaliste. Cela est si vrai que même les régimes nationalistes qui ont prétendu ou prétendent trouver une solution nationale sans s'appuyer aux bases du capitalisme ont néanmoins perçu la nécessité de s'appuyer sur elle là où elle représentait déjà une force. Peron, en Argentine, fit fondre la classe ouvrière en la contrôlant. Il pensait que, pour faire de l'Argentine un pays indépendant, tout en conservant sa structure capitaliste, il lui fallait combattre l'impérialisme avec l'aide du prolétariat au sein d'une alliance de la bourgeoisie et du prolétariat dans laquelle, par une meilleure redistribution des richesses, la puissance ouvrière serait mise au service d'une idéologie bourgeoise. Bourgeois

et populiste, le péronisme, comme tant d'autres mouvements latino-américains, portait en lui les capacités d'un dépassement idéologique que la jeunesse, pour sa part, cherchait à promouvoir. Mais c'est dans le mouvement ouvrier lui-même que s'opéra la prise de conscience décisive, lorsque le C.G.T. de l'Argentine se donna, le 1^{er} mai 1969, comme but la libération nationale et sociale, comprise comme l'expulsion des monopoles, la destruction de l'oligarchie et l'implantation du socialisme.

La classe ouvrière est-elle cependant suffisamment importante pour servir de base unique à un mouvement social de grande ampleur ? L'exemple des luttes rurales des canaviers de l'Uruguay, rassemblés au sein de l'Union des travailleurs du sucre par Raoul Sendin, a aussi montré la nécessité d'un lien entre paysans et ouvriers. La dynamique des luttes en pays du tiers-monde repose sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. La libération nationale et la construction de la démocratie économique et sociale sont à ce prix.

Dans le même contexte se pose le problème des classes moyennes, dont une partie est liée à l'impérialisme, tandis qu'une autre partie, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, a pu se laisser parfois séduire par des régimes de type fascisant. Des évolutions positives se sont produites : ainsi celle du M.N.R. bolivien, associant une classe moyenne dynamique à un mouvement ouvrier trotskyste. En Occident, la théorie du front de classe ajoutée à la classe ouvrière la très grande majorité des catégories nouvelles engendrées par le développement de la société industrielle et victimes, elles aussi, de cette exploitation. Ce nouveau front de classe regroupe la classe ouvrière et les autres couches salariées exploitées en un bloc de salariés auquel petits commerçants, artisans et petits paysans sont susceptibles d'apporter leur appui.

Enfin l'exemple cubain a conduit certains éléments révolutionnaires à souligner l'importance de la stratégie politico-militaire des mouvements de libération. Ils estiment que le pouvoir populaire devrait s'accompagner d'une stratégie révolution-

naire sur le plan militaire. Dans le même ordre d'idée, l'armée, longtemps instrument des militaires conservateurs ou mise au service de la bourgeoisie capitaliste, qui récupère habilement ses valeurs pour les tourner contre l'ennemi de l'intérieur, s'oriente parfois vers un populisme militaire dont les effets peuvent être positifs et les aspects négatifs non négligeables. Fournant-il arrive fréquemment que ces forces armées elles-mêmes, parce qu'il s'agit de forces classiques et non d'armées de guérilleros forgées dans les luttes de libération, optent finalement, dans le sens d'un retour à des formes traditionnelles de dictature, sous le couvert d'une phraseologie progressiste. Le sacrifice d'Allende, préservant les chances mondiales d'un processus politique reposant sur le suffrage universel et le respect des libertés, aura eu, de ce point de vue, une bien plus grande portée historique pour l'avenir du socialisme démocratique.

Quelle que soit, au demeurant, l'importance de ces facteurs internes, le processus de développement économique et le processus de la transformation sociale et politique ne peuvent être enfermés dans un cadre purement national. Une politique socialiste doit s'insérer dans un monde où la liaison, l'interdépendance, sont toujours plus marquées mais aussi les inégalités de développement de plus en plus grandes entre les différents pays. Ces rapports d'inégalité sont les effets de l'impérialisme qui les défend et qui cherche à sauvegarder ses positions par tous les moyens. L'impérialisme s'appuie sur le complexe militaire-industriel, qui modifie les données profondes de la vie économique, au niveau des infrastructures, et sur les sociétés multinationales maîtresses d'énormes moyens économiques et financiers. Seule la solidarité entre les États, entre les forces de progrès et de révolution, peut opposer une barrière efficace au pouvoir d'un impérialisme qui, par définition, transcende les frontières des nations. L'idée et la pratique de l'internationalisme retrouvent ainsi, sous des formes nouvelles, leur justification profonde.

PHILIPPE MACHEFER.
(A suivre.)

ASIE

Les Vietnamiens élisent une Assemblée unique pour la première fois depuis trente ans

De vingt à vingt-cinq millions d'électeurs — les chiffres ne sont pas officiels — élisent, dimanche 25 avril, au Nord et au Sud du pays, les quatre cent quatre-vingt-douze députés de la première Assemblée du Vietnam réunifiée. Selon l'agence nord-vietnamienne de presse, cette élection est une première étape vers la « réunification du pays » et « l'instauration de la dictature du prolétariat ». Au cours d'un meeting, jeudi, à Hanoi, M. Thung Chinh, président de l'Assemblée nationale de 1954, a souligné que les députés devaient être en « étroite liaison avec le peuple » et qu'ils devaient « se mêler à la vie et au travail de la population ».

De son côté, au cours d'une interview accordée à l'Antenne 2, diffusée vendredi 23 avril, Mme Bui Thuy, ministre des affaires étrangères du G.V.P., a déclaré que les candidats aux élections appartenaient à « tous les milieux » et avaient été choisis « dans toutes les organisations de masse ».

De notre envoyé spécial
Saigon. — Derrière une jeep-cadeau de draps et d'affiches, et dont les haut-parleurs hurlent slogans et chants révolutionnaires, des centaines de jeunes filles des écoles en « ao-dai » (le costume traditionnel) blanc défilent à bicyclette. Un petit drapeau de papier flotte sur le guidon et elles chantent « Saigon-Hô Chi Minh ». Partout des affiches appellent les électeurs aux urnes : « Voter, c'est le droit et le devoir de tout citoyen aiment la patrie et le socialisme ». Sur les murs, d'autres affiches montrent des jeunes filles déposant leur bulletin dans des urnes d'où sortent des fleurs et des cartes du Vietnam réunifié. On organise même des répétitions pour apprendre aux gens comment voter. Chaque bureau de vote dispose de deux urnes. L'une d'elles est apportée au domicile de ceux qui ne peuvent pas se déplacer. Il en est de même dans tout le reste du pays, bien qu'au Nord la population soit plus habituée aux élections de ce genre : des élections législatives y ont eu lieu l'an dernier.

Hanoi et Saigon accordent une importance considérable à ce scrutin, dont l'issue ne fait évidemment aucun doute. Il s'agit en effet des premières élections dans l'ensemble du pays depuis trente ans, et elles officialisent une réunification effective depuis la victoire des révolutionnaires, le 30 avril 1975.

M. Hoang Tung, rédacteur en chef du Nhan Dan, quotidien hanoïen du Parti des travailleurs, nous l'a confirmé, parlant avec humour et en manifestant une confiance absolue dans le succès de la révolution. Par exemple, dans la province de Da-Nang, dix-huit de vingt candidats (pour quinze sièges) sont communistes, les deux autres ayant participé à la résistance depuis vingt-cinq ans ou moins. Les électeurs devront, en tout cas, disposer de six sièges de moins.

La place du Parti des travailleurs

Le Parti des travailleurs, qui domine le Nord, devrait se tailler un franc succès au Sud. Le pourcentage de ses candidats est variable selon les provinces, et aucun chiffre global n'a été fourni pour le Sud. On peut cependant noter que sa présence est plus apparente au Centre qu'au Nord, l'ancienne Cochinchine. Par exemple, dans la province de Da-Nang, dix-huit de vingt candidats (pour quinze sièges) sont communistes, les deux autres ayant participé à la résistance depuis vingt-cinq ans ou moins. Les électeurs devront, en tout cas, disposer de six sièges de moins.

Environ vingt millions d'électeurs apporteront leur vote à une réunification déjà entrée en partie dans les faits. Les hauts fonctionnaires et officiers de l'ancien régime, en « rééducation » ou déjà libérés, ainsi que quelques dizaines de milliers d'anciens soldats, ne participeront pas au scrutin. Les électeurs, selon M. Hoang Tung, « ne sont pas à 100 % pour nous, mais ils ne sont pas à 100 % contre nous ».

Ainsi que les campagnes au sud du dix-septième parallèle sont en pleine transformation, Saigon continue, autant que faire se peut, de vivre comme avant. Les autorités font preuve d'une grande mansuétude à l'égard des prostituées, des mendicants et des petits marchands des rues, qui ont retrouvé leur périmètre de prédilection autour de la rue de l'Insurrection-Générale, l'ancienne rue Tu-Do, la rue Catinau du temps des Français. Le spectacle de cadavres et de bovidés (cochons) se frayant un chemin entre ces dames et leurs admirateurs sur les trottoirs ne laisse pas de surprendre. La capacité de survie de cette capitale en survis, qui s'aspicque lentement, étouffe les visiteurs et, sans doute, aussi, les Hanoïens qui y séjournent.

PATRICE DE BEER.

DIPLOMATIE

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS EN FRANCE ÉVOQUE LES EFFETS D'UNE PARTICIPATION COMMUNISTE AU POUVOIR.

M. Kenneth B. Smith, ambassadeur des États-Unis en France, qui s'adressait, vendredi 23 avril, aux journalistes du club de presse de Rennes, a déclaré : « C'est le droit fondamental des pays avec lesquels nous avons des relations de faire leur propre choix politique. Mais les États-Unis doivent attirer l'attention sur les conséquences qu'aurait l'entrée des communistes dans des gouvernements appartenant à l'O.T.A.N. Nous devons obligés reconnaître notre position. Nous portons, en effet, des secrets militaires, et si nous devions reconnaître notre attitude, cela aurait des effets économiques, monétaires, culturels et militaires. Il ne faut pas oublier l'impact sur notre pays. Peut-être devrions-nous reconsidérer le fait d'avoir des troupes à l'étranger. »

Les parlementaires francophones à New-York. — L'association internationale des parlementaires de langue française, réunie en assemblée générale, tiendra une session spéciale dans le palais de l'ONU, à New-York, du 28 avril au 1^{er} mai. Quarante pays francophones seront représentés aux côtés d'observateurs désignés par les États du Cap-Vert, la Dominique et Sainte-Lucie, l'Égypte, la Grèce, le Liban, le Sao-Tomé, et la Syrie. Le discours inaugural sera prononcé par le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim. Parmi les thèmes à l'ordre du jour de la réunion figure l'emploi et l'usage du français à l'ONU. L'A.I.P.L.F. est actuellement présidée par M. Charles Hérou, ancien président du Liban. (A.F.P.)

● M. Pierre Mendès France est arrivé vendredi 23 avril en Israël pour une visite d'une semaine de Jotat. Il a été accueilli à l'aéroport de Lod par l'ambassadeur de France, M. Jean Herly, et un représentant du ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, dont il est l'ami. — (A.F.P.)

سكنا في الامم

AMÉRIQUES

Brésil

LE VOYAGE EN FRANCE DU PRÉSIDENT ERNESTO GEISEL

Portrait

Un P.-D.G. austère

Le général Ernesto Geisel est le quatrième militaire à présider le régime instauré par le coup d'État du 31 mars 1964. Il a été choisi et s'est fait légitimer par un scénario bien au point à Brasília. Candidat à la succession du général Médici (1969-1974), il lui a été interdit de se manifester publiquement jusqu'au jour où, après deux ans de sondages au sein de l'armée, son nom a été officiellement lancé pour la présidence en exercice. Il a été ensuite élu — contre le candidat de l'opposition — par un Congrès où le gouvernement s'était assuré la majorité, qui se prononçait à voix haute, était tenu de voter pour lui sous peine de perdre son siège.

Sans toutes ces garanties, le général Geisel n'aurait sans doute jamais accédé à la présidence. On voit mal, en tout cas, comment il aurait pu triompher d'une consultation au suffrage universel. Froid, fermé, solitaire, il est, par formation comme par tempérament, plus habitué à commander qu'à se faire l'interprète du sentiment populaire ; plus apte à administrer qu'à servir et à accompagner les grandes pulsions du pays.

Ses apparitions à la télévision, depuis deux ans, ont accentué, au lieu de l'atténuer, sa difficulté à communiquer avec le plus grand nombre. Usant d'une voix monocorde, un texte bourré de statistiques incompréhensibles pour le grand public, il a moins l'air d'un chef d'État que d'un P.-D.G. présentant le rapport annuel de son entreprise. Celui qui préside aux destinées de cent millions de Brésiliens reste, en fait, le technicien d'État-major, l'homme de cabinet qu'il a été toute sa vie.

Petit-fils d'un pasteur luthérien de Stuttgart, fils d'un professeur allemand qui a émigré à la fin du dix-neuvième siècle, il est né en 1909 dans le Rio-Grande-do-Sul, le plus européen des États du Brésil, tant par son climat que par son peuplement, essentiellement italien et germanique. Il est devenu général à cinquante-trois ans, après avoir suivi la filière classique : collège et école militaire, école d'état-major, école supérieure de guerre, que les Brésiliens appellent la « Sorbonne » bien qu'elle ait été créée suivant des modèles américains.

Une filière classique

Sa carrière est très représentative du rôle et des préoccupations de l'armée brésilienne au cours de ces dernières décennies : il a complété sa formation aux États-Unis, a été des services de renseignements en dirigeant pendant un an la deuxième section de l'état-major de l'armée, et il a exercé des activités civiles parallèlement à ses occupations militaires : secrétaire dans deux gouvernements, du Nord-Est sous Getúlio Vargas, dirigeant d'une raffinerie de pétrole, puis, une fois passé dans la réserve, président de la Petrópolis de 1969 à 1973.

Succèsivement membre du conseil de sécurité nationale, commandant la garnison de Brasília, chef de la maison militaire du premier président de la « révolution », le maréchal Castello Branco, il a toujours été au cœur de l'institution qui a pris le pouvoir voici douze ans : il en connaît donc les arcanes et sait parfaitement ce qu'elle attend de lui. Son grand souci, depuis deux ans, a été d'en garder le contrôle et, pour y parvenir, il a souvent dû céder aux pressions de ses chefs de file les plus intransigeants. Il a annoncé le 1^{er} août 1975 la fin de sa politique de libéralisation, après une vague de pamphlets anonymes circulant dans les casernes et une longue tournée des popotes « cotées » à son ministère de l'Armée, laquelle a débouché sur un manifeste de généraux exigeant le maintien du régime et de la répression.

Certains de ses partisans disent qu'en fait il n'obéit à personne. Tout ce qui s'est fait en matière de censure, d'arrestations, de représailles contre la parti d'opposition, l'a été à son initiative, affirmant-ils. Quand il sent que ses « durs » vont franchir des limites, il préfère les devancer. Ainsi limitait-il les dégâts. Beaucoup apprécient peu ces nuances : à leurs yeux, le général Geisel n'est que le détenteur d'un système anonyme, qui recourt à l'arbitraire chaque fois qu'il se sent contesté.

C. V.

Les dominicains de l'Arbresle adressent une lettre ouverte à M. Giscard d'Estaing

Éprouvés par le suicide survenu en France en 1974 d'un jeune dominicain, battailleur, victime d'apparitions de tortures dans son pays d'origine, les dominicains de la communauté de l'Arbresle (Rhône), qui avaient accueilli le jeune homme pendant qu'il était dans leur couvent d'Evreux, ont protesté contre la venue en France du général Geisel. Dans une lettre ouverte au président de la République française, ils expliquent (1) les raisons qui les poussent à adopter cette position. Ils écrivent :

« Le 26 avril prochain, vous recevrez le général Geisel, chef de l'État brésilien. Vous serez pratiquement le premier entre tous les chefs d'État étrangers — cru devoir l'avoir à visiter officiellement notre pays.

« Nous vous en exprimons fermement notre réprobation.

« Pourquoi ?

« Le 10 août 1974, Frère Tito de Alencar Lima, de nationalité brésilienne, membre de notre communauté à l'Arbresle, se demandait sur les bords de la Saône, c'était la conclusion d'un combat évangélique et d'une mission politique, commencés au Brésil dans les rangs révolutionnaires. Il y avait été arrêté pour ses activités par les agents de l'Escadron de la mort et du DOPB (Département d'ordre politique et social), chef d'ordonne commandant Sergio P. Fleury, et fut détenu dans leurs locaux. Nous tenons à votre disposition les pièces qui font état des différents services policiers et militaires où fut incarcéré Frère Tito.

(1) La communauté dominicaine de l'Arbresle organise le 28 avril à Lyon, salle La Chapelle, 60, avenue de Saxe, une soirée de protestation avec le soutien de nombreuses organisations. A cette occasion sera projeté un film relatant la mort du jeune dominicain.

des tortures qu'il y a subies ; à nous a laissé lui-même le récit des traitements sans nom qui lui furent administrés. On peut y lire comment il tenta de se donner la mort dans la prison pour échapper à l'opinion publique et l'égale de ce qui se passait, et comment cette mort fut refusée : « Celui-ci ne doit pas mourir, dit en effet l'un des tortionnaires au médecin. Le capitaine Albornoz précisait : « Il » sera brisé de l'intérieur. » Il survit, il n'oubliera jamais. »

« Aujourd'hui des témoignages nombreux et irréfutables attestent que le gouvernement de M. Geisel continue de se rendre responsable des crimes atroces aux droits les plus élémentaires de la personne humaine. Tout récemment encore (voir le Monde du 12 mars 1976), le gouvernement brésilien a condamné à mort un prisonnier de Sao-Paulo ont publié une condamnation très vive de ceux qu'ils nomment « les oppresseurs » de leur pays dont votre inévitabilité est la cause.

« Certes, le souci qui est le vôtre de favoriser par ce geste d'élargissement des relations d'affaires nouées entre l'industrie française et le Brésil ne nous échappe pas. Notre propos n'est pas de le mettre en cause. Nous estimons, toutefois, sur ce point, que le principe de non-ingérence ne saurait justifier pour un pays de fonder une part de sa prospérité sur l'oppression entretenue chez son partenaire.

« Que, pour couvrir ces pratiques, le gouvernement brésilien expose, en outre, des principes chrétiens, ne fait qu'ajouter aux raisons de notre réprobation.

Pour nous l'espéral évangélique, nous tenons à dire : « Si les disciples se taisent, alors même les pierres crieront ! »

Communauté dominicaine de l'Arbresle.

LES RÉACTIONS

« Mgr Riobé, évêque d'Orléans, nous a fait parvenir une déclaration dans laquelle il affirme notamment : « La conscience chrétienne s'élève à la pensée que le gouvernement du Brésil accepte que soient utilisées de manière courante des violences de toutes sortes pour maintenir l'ordre politique qu'il a établi. Cela est d'autant plus grave que les autorités brésiliennes prétendent se baser sur des principes chrétiens pour défendre et maintenir la paix et la tranquillité publique. Ainsi le christianisme est une fois de plus perverti en soutien idéologique d'un système totalitaire. »

« La commission française Justice et paix qui préside l'archevêque de Reims, Mgr Jacques Mézanger, lance un appel à l'opinion publique et en particulier aux chrétiens à l'occasion de la prochaine visite en France du général Geisel. La commission veut ainsi attirer l'attention « sur la portée idéologique de cette visite », et « marquer sa solidarité avec l'Eglise du Brésil dans sa résistance à une politique qui étouffe la voix des peuples pour mieux enrichir les riches ».

« Le Comité de solidarité France-Brésil organise, à l'occasion de l'invitation du président Geisel, pour faire mieux connaître les problèmes de ce pays, une exposition d'objets artistiques disparus le samedi 34 avril, de 15 heures à 22 heures, 72, avenue Félix-Faure, Paris-15^e. Le film Terre en trépas, de G. Riobé, sera projeté à 20 heures. Entrée libre.

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a affirmé, dans un communiqué, que la visite en France du général Ernesto Geisel, président de la République du Brésil, n'est « ni conforme à la dignité d'une France démocratique ni à son intérêt national ».

« Le Comité national du Mouvement de la paix pour l'indépendance et le développement (émancipation du conseil national du Mouvement de la paix) publie un communiqué protestant contre la prochaine visite en France du président du Brésil. Le C.N.I.D. estime que le président brésilien « vient chercher la caution de la France pour couvrir le rôle du Brésil comme penderme de l'Amérique latine, rôle aggravé par les accords nucléaires passés avec la République fédérale d'Allemagne ».

« Un meeting de protestation contre la venue du général Geisel à Paris, et de dénonciation de l'impérialisme français au Brésil, aura lieu le mercredi 26 avril à 20 h 30 la Mutualité, à l'appel des organisations suivantes : Collectif de soutien à la lutte du peuple brésilien, Comité Amnesty Brésil, le P.S.U., Organisation

communiste gauche ouvrière et paysanne, Organisation communiste révolutionnaire, Ligue communiste révolutionnaire, parti communiste révolutionnaire (M.L.).

Argentine

CORRESPONDANCE

ABSENTÉISME ET CORRUPTION

M. Henri Grouaud, de Buenos Aires, nous écrit sur l'Argentine une longue lettre dont nous publions ci-dessous la plus grande partie :

Il est difficile de se rendre compte depuis la France de l'absurdité atteinte par un gouvernement démocratiquement élu dans un pays où l'absentéisme est inférieur à 10 % et où existe une classe moyenne importante et d'un bon niveau de culture. Je ne vous donnerai comme exemple que celui que je connais le mieux : une entreprise de huit cents personnes dont je suis directeur général. Entre 1973 et 1975, l'absentéisme est passé de 7-8 % à 15-20 %. L'indiscipline avait atteint des sommets que l'on n'imagine pas à Paris : délégués ouvriers insultant les contremaîtres à longueur des journées, par exemple ; chez Chrysler, on jouait au football pendant les heures de travail !

Entre mai 1973 et novembre 1974, mon entreprise a vu ses prix « gelés », alors que les coûts augmentaient de 20 à 60 %. Dans de telles conditions, même l'entretien des machines n'est plus possible. Nous avions des produits finis dont le coût direct de production (main-d'œuvre directe plus matières premières) était supérieur au prix de vente autorisé. Cette politique économique (M. Gelbart, appuyé par M. Peron) a conduit les industriels au bord du gouffre, et les ministères successifs de l'économie n'ont pu que regarder s'effondrer les exportations (taux de change irrésistible), augmenter les importations (même raison), accélérer l'inflation (35 % en mars 1976). L'idéologie péroniste postulant que la C.E.T. et les délégués syndicaux ont raison, on voit mal un ministre péroniste prêchant l'austérité. Le déficit du budget est de l'ordre de 15 % du P.N.B. Les recettes n'atteignent que 25 % des dépenses !

A la fin de 1974, le blocage des prix avait fait apparaître une foule d'intermédiaires qui, comme ils échappaient aux contrôles du gouvernement, revendaient à n'importe quel prix les marchandises qu'ils achetaient à un prix bloqué. Ce marché noir a dû représenter 20 % du P.N.B. Dans le cas des produits agricoles, on a assisté à la situation suivante : le prix officiel payé par l'administration à l'agriculteur repré-

sentait 20 à 30 % du prix que celui-ci pouvait obtenir en exportant en fraude et en changeant les devises étrangères au marché noir. Comme tous les pays voisins ont des prix intérieurs supérieurs aux prix argentins... On pourrait donner des centaines d'exemples. Je ne parlerai pas de la malhonnêteté des gouvernants, des syndicalistes, des fonctionnaires : leur réputation a franchi les frontières depuis longtemps.

Le général Videla a demandé aux militaires de l'intendance de vérifier les comptabilités et, dans le doute, a fait mettre en résidence surveillée de nombreux gouverneurs, députés, etc. Il faut vivre en Argentine pour le croire. Il est vrai que le général Peron avait donné l'exemple. Malgré tout je pense que le peuple reste péroniste et que le mythe ne mourra pas. Je n'ai pas parlé des menaces reçues en tant que directeur général des entreprises par les parents contre la maison, la voiture du chef du personnel. En effet, je me suis rendu compte que M. Sarthe ou M. Adierand, qui ne s'étaient pas émus lors de l'enlèvement d'un cadre supérieur de Peugeot, avaient fait part de leur inquiétude quand le chef des entreprises (M. Queloz) avait été arrêté et y a quelques mois. J'ajoute que mon entreprise a plutôt été moins menacée que d'autres usines voisines qui ont eu des morts. On se console en pensant que de nombreux professeurs qui ont formé la jeunesse révoltée argentine actuelle sont maintenant à Mexico ou à Tucumán, en fuite, en prison ou morts.

Je voudrais ajouter un mot au sujet du Bulletin de l'étranger « Un pays pantelant » (le Monde du 25 mars). L'auteur parle de « lock-out ». La production argentine était paralysée par les grèves, l'indiscipline, l'absentéisme, mais non par les « lock-out », pour la bonne raison que le gouvernement avait menacé de sanctions très graves les entreprises qui choisiraient une telle solution. Il n'y eut que quelques cas qui parurent se terminer mal pour l'entreprise (Gustavo Olima confisqué par le gouvernement). En outre, les menaces physiques encourues par les dirigeants d'entreprises avaient en raison des dernières velléités... Nous faisons abstraction d'une grève (16 février 1976) organisée par les exploitants agricoles et les commerçants.

Équateur

Absence française et coopération chilienne...

Correspondance

apporté beaucoup de capitaux, mais un esprit d'entreprise et du « savoir-faire » dans un pays qui en manque beaucoup.

Dans un premier temps, Quito a profité de cet apport plus que Guayaquil, grand port et premier centre industriel du pays. D'autres pôles portuaires sont en train de naître : Esmeraldas, au nord, mais aussi Manta, au centre, spécialisée dans l'accueil des porte-conteneurs, et qui devient un grand port de pêche.

Enfin, la partie amazonienne du pays, l'« Oriente », est un foyer de colonisation agricole grâce aux routes et aux sentiers ouverts dans la forêt par les pétroliers. Chose extraordinaire, la zone des champs de pétrole coïncide avec le secteur des meilleurs sols de cendres volcaniques, ce qui permet d'envisager de grands projets agricoles et agro-industriels tels que la culture du palmier à huile.

Dans ce pays en pleine transformation, où en est la présence française ? Nous retrouvons ici nos spécialités habituelles : la culture les armes, la « bonne bouffe », et c'est à peu près tout.

« La culture, ce sont des Alliées françaises prospères, un certain intérêt pour notre langue, pour tant largement distancée par l'anglais depuis la dernière guerre. C'est aussi un lycée franco-équatorien pour lequel on construit de nouveaux bâtiments, l'A.F.P. et quelques rares manifestations culturelles. Comme partout en Amérique du Sud, la radio de Paris est presque inaudible, alors que l'on capte parfaitement Radio-Nederland, la Vok de l'Amérique, la Russie et la Chine.

En ce qui concerne la coopération technique, la mission saupoudrée quelques experts et quelques enseignants et distribue une quarantaine de bourses par an. Comme ailleurs, la politique d'assistance technique est décidée par les bureaux parisiens sans que les efforts de coordination des services lo-

caux puissent être réellement pris en compte. La seule opération cohérente, qui a déjà donné des résultats positifs pour la mise en valeur de l'Orient, est celle menée par l'ORSTOM dans le cadre d'un programme intégré d'assistance technique au ministère de l'Agriculture. La SCET internationale et le C.T.F.T. ont décroché un important contrat d'inventaire forestier, l'I.G.N. et la Compagnie générale de géophysique ont également obtenu quelques contrats.

« Les armes, ce sont les chars A.M.X., que nous plaçons avec succès, les hélicoptères et les chasseurs franco-britanniques Jaguar, vendus ici par nos voisins.

« La « bonne bouffe », c'est la domination incontestable des restaurants, des chefs et des pâtisseries français à Quito, et des marchands d'alcool et de vins.

On ne peut donc que constater l'absence presque totale des industries françaises. Cela se traduit par des échanges commerciaux quatre fois moindres que ceux de l'Allemagne par exemple. Il faut dire que l'administration française ne fait rien pour qu'il en soit autrement, contrairement aux Anglais (qui consentent ici des prêts liés à très bas taux d'intérêt) aux Allemands ou aux Belges (qui envoient des hommes d'affaires en missions « reconnues »).

L'Équateur, l'un des moins connus des pays d'Amérique du Sud, est en train d'accomplir des progrès économiques considérables. Son potentiel agricole est énorme, son potentiel énergétique (pétrole, hydro-électricité) ne l'est pas moins, une immense zone forestière à exploiter existe près de la mer (Esmeraldas). Si l'on trouve un fort chômage et un grave problème d'intégration des Indiens de la Sierra (30 % de la population) au reste de la nation, les diplômés de l'Université n'ont aucun mal à trouver du travail. Une mentalité nouvelle est en train de naître, favorable au développement économique. La présence de la présence française est donc d'autant plus regrettable.

FRANÇOIS LOUIS.

SUPER NOIRE

AVRIL 1976

KENNETH ROYCE

Aenez les civières!

DICK FRANCIS

Gare aux tocards!

STEVE SHAGAN

La cité des dangers

GALLIMARD

EUROPE

Suède

M. Palme espère qu'Ingmar Bergman reviendra sur sa décision

De notre correspondant

Stockholm. — L'exil volontaire d'Ingmar Bergman n'a encore eu que très peu de résonance politique en Suède, mais l'écho de cette affaire à l'étranger semble plonger le gouvernement et l'opposition dans l'embarras. Cependant, on se contente de regretter « un geste trop hâtif », puisque l'enquête n'est pas complètement terminée et que le réalisateur peut fort bien, en fin de compte, obtenir gain de cause et être lavé de tout soupçon. Le premier ministre, M. Olof Palme, a déclaré le vendredi 23 avril au journal *Expressen* : « Je déplore profondément la décision de Bergman de quitter la Suède, d'une part pour son œuvre artistique, d'autre part parce qu'il est un ami personnel. J'espère qu'il reviendra. »

Le chef du gouvernement affirme que les critiques formulées par le clergé ne visent pas la politique en soi, mais le comportement de certains fonctionnaires. « Si ceux-ci ont commis une erreur, ils devront en répondre devant les instances compétentes comme dans toute société démocratique fondée sur le droit. Ce n'est pas au gouvernement qu'il appartient de trancher », a-t-il ajouté.

À ce sujet, l'ombudsman de la justice a décidé de sa propre initiative d'entendre les deux agents du fisc qui auraient proposé à Ingmar Bergman une transaction pour régler l'affaire. Pour sa part, l'*Aftonbladet*, organe de la confédération syndicale L.O., violemment pris à partie dans la lettre du ministre en acte, a répondu vendredi sous la plume de son rédacteur en chef, sur toute la première page du journal, en ces termes : « Sa décision est politique, car elle sera exploitée par les courants réactionnaires et conservateurs du monde entier, à priori hostiles au modèle suédois d'éga-

lisation sociale. Ils propageront la thèse selon laquelle la politique fiscale social-démocrate ne permet pas aux talents de s'épanouir et de travailler en Suède. Mais qui a empêché Bergman de travailler ? Il nous accuse de l'avoir persécuté dans nos colonies, mais selon nous cette affaire dépasse le cas de la personne d'Ingmar Bergman, probablement innocent ; elle soulève la question générale de l'évasion fiscale que nous combattons et souhaitons enrayer. »

Dans les milieux artistiques, c'est la consternation et la tristesse. Le grand comédien Edvin Adolphson, exilé au scandale : « Comment les bureaucrates, en Suède, peuvent-ils se conduire de cette façon ? Nous sommes, dit-on, dans un pays libre mais libre pour qui ? Quelle curieuse société où celui qui essaie de se distinguer des autres est immédiatement traité comme un étranger et un ennemi sur terre. Quelle pourriture ! » M. Bertil Bohstedt, directeur de l'Opéra de Stockholm, avoue qu'il a été suffoqué par la nouvelle : « Toute notre vie culturelle est menacée, c'est une perte irréparable. Bergman abandonne tous ses projets en Suède. » Enfin, l'actrice Bibi Andersson, soupçonnée aussi de fraude fiscale, a expliqué vendredi soir à la télévision comment elle avait été interpellée par la police au mois de mars : « Je suis restée deux jours et une nuit au commissariat, ma fille était seule à la maison. On m'a interdit de sortir de chez moi pour le présent et de prendre contact avec un avocat. Un agent m'a dit : « Plus vite vous passerez à des accords, plus vite nous résolvons votre affaire. » Là aussi, l'ombudsman de la justice a décidé d'ouvrir une enquête.

ALAIN DEBOVE.

Algérie

La visite de M. François-Poncet pourrait favoriser une amélioration des relations entre Paris et Alger

De notre correspondant

Alger. — La visite de vingt-quatre heures de M. Jean François-Poncet en Algérie, du dimanche 25 avril au lundi 26, représente une leur d'espoir pour l'amélioration des relations franco-algériennes. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est certes accompagné des représentants des huit autres pays membres de la C.E.S., qui doivent signer à Alger, à Tunis et à Rabat, les accords communautaires conclus avec les trois États du Maghreb, mais son séjour en Algérie donnera lieu à des contacts bilatéraux.

M. François-Poncet s'entretiendra avec des personnalités des ministères des affaires étrangères, du commerce, de l'industrie et de l'énergie. Rencontrera-t-il le président Boumedienne ? Nous n'avons pas pu obtenir confirmation officielle à ce sujet, mais le long message adressé par le chef de l'Etat algérien à M. Giscard d'Estaing (le *Monde* du 23 avril) pourrait justifier un tel entretien.

Lors de son entrée en fonctions, il y a quelques mois, M. François-Poncet, après avoir pris connaissance des dossiers, avait fait savoir qu'il était prêt à se rendre à Alger pour tenter de régler les contentieux accumulés depuis un an. Cette manifestation de bonne volonté, s'ajoutant à une série de gestes, dont l'ajournement de la visite de Hassan II en France et une attitude plus réservée de Paris dans la crise du Sahara (le *Monde* du 23-24 mars), avait été appréciée ici.

Une question se pose cependant : un tel déplacement ne devrait-il pas en préparer un autre à un niveau plus élevé ? Dans le même temps, plusieurs démarches ont été effectuées auprès de M. Jacques Chirac par M. Georges Gonne, président de l'association France-Algérie, par M. Louis Terrenoire, président de l'Association de solidarité franco-arabe, ainsi que par d'autres organisations et des personnalités gaullistes. De leur côté, les dirigeants libyens ont insisté auprès du premier ministre lors de son récent voyage à Tripoli pour que la France « aille » sa politique arabe, ce qui suppose, entre autres, qu'elle revienne aux analyses du général de Gaulle et prenne des initiatives sérieuses pour améliorer le climat avec Alger.

Du côté français, on aurait alors discrètement laissé entendre que s'il y avait une chance sérieuse d'aboutir à un résultat positif, une visite de M. Chirac pourrait être envisagée. L'idée n'aurait pas déplu à Alger. En tout cas, on déclarait ces dernières semaines dans les milieux politiques algériens que le premier ministre « paraissait être dans les circonstances actuelles la personne la plus qualifiée pour débiter la situation ».

Il devient en tout cas urgent de sortir de l'impasse, car les retombées de la détérioration des relations entre Paris et Alger commencent à se faire sentir. Sans doute l'Algérie s'est-elle réduite depuis le début de l'année ses commandes de biens d'équipement à l'étranger. Mais on constate que, parmi les contrats signés, aucun ne l'a été avec la France. Il est même arrivé que des offres allemandes ou italiennes aient été préférées à des propositions d'industriels français pourtant plus intéressantes. Récif de cette évolution, deux avions militaires bi-hélicoptères viennent d'être inaugurés entre Francofort et Alger d'une part, Genève et Oran, d'autre part.

PAUL BALTA.

Maroc

● Vingt-deux détenus appartenant à l'Union socialiste des forces populaires ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire par décision, le 23 avril, de la chambre criminelle de la cour d'appel de Fes. Le journal de ce parti, *Al Mouharrij*, a annoncé cette décision, et fait observer qu'elle porte à cinquante-quatre, au moins d'une semaine, le nombre des détenus qui, arrêtés en 1973, ont bénéficié d'une mesure analogue. — (Corresp.)

● Les cours ont repris vendredi 23 avril dans les facultés de médecine et de droit de Casablanca, dont les étudiants étaient en grève depuis le 19 avril (le *Monde* du 23 avril). Les étudiants qui avaient été interpellés ont été relâchés. — (A.F.P.)

Tunisie

Le chef du commando libyen a été condamné à mort

De notre correspondante

Tunis. — Mohammed Ali Naei, chef du commando libyen, a été condamné à mort et les deux autres accusés à deux ans de prison : tel est le verdict rendu dans la soirée du vendredi 23 avril par la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis, après quatre jours de procès et six heures de délibération (le *Monde* du 24 avril).

En ce qui concerne Naei, la cour a estimé que toutes les preuves d'une tentative d'assassinat du premier ministre tunisien, et d'une action ayant pour but de changer la forme du gouvernement, étaient réunies. En revanche, Bechir Hamed et Mohammed Abdelkader Naceur ont bénéficié d'un non-lieu en ce qui concerne les inculpations d'atteinte à la sûreté de l'Etat et ont été condamnés pour « non-démonstration d'une tentative criminelle ». Ils avaient, selon leurs dépositions concordantes, découvert après leur arrivée en Tunisie la nature de l'opération préparée par Naei et décidé de ne pas y apporter leur concours.

L'arrêt prononcé est sans appel mais peut être cassé dans les sept jours qui suivent sa communication.

Ce procès a été, indirectement, celui du régime libyen, dans une période où les relations entre les deux pays sont très tendues. Après l'expulsion de plus de douze mille travailleurs tunisiens, les autorités libyennes semblent avoir procédé à de nombreuses arrestations d'autres ressortissants tunisiens, certains cadres de la coopération se voyant, en revanche, confisquer leur passeport.

La crise tuniso-libyenne a été soulevée le 22 avril par le maréchal Idriss Dada, président de la République de l'Ouganda et président en exercice de l'O.U.A., qui a fait une brève escale à Tunis, venant de Bulgarie, pour rencontrer le président Bourguiba. A l'issue de cet entretien avec « un grand leader du monde arabe, africain et du tiers-monde », le maréchal Idriss Dada a déclaré avoir envisagé avec son hôte les moyens de mettre un terme

au différend qui oppose la Tunisie et la Libye : « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir, a-t-il dit, pour que l'entente règne entre Arabes, entre Africains, et entre Arabes et Africains. »

M. Ould Daddah, président de la République mauritanienne, est arrivé à son tour vendredi à Tunis, venant de Nouakchott. Il a été aussitôt reçu par le président Bourguiba. Le président mauritanien était accompagné de ses ministres des affaires étrangères et de l'éducation.

MANUELE PETROL.

République Sud-Africaine

LA CONSTITUTION DU « TRANSKEI INDEPENDANT » VA ÊTRE SOUMISE AU PARLEMENT

Umtata, 23 avril (A.F.P.). — La République du Transkei sera un Etat « indépendant et souverain » le 26 octobre, selon le projet de Constitution publié vendredi 23 avril à Umtata, futur siège du gouvernement.

Le Transkei, situé dans le sud-est de l'Afrique du Sud, en bordure de l'océan Indien et limitrophe du Lesotho, deviendra le premier des huit foyers nationaux noirs, ou Bantoustans, à accéder à l'indépendance, en application de la politique sud-africaine de « développement séparé ».

Selon le projet de Constitution, les principes fondamentaux de la législation du Transkei.

Le projet constitutionnel prévoit que toutes les personnes nées au Transkei, ou dont le père est né au Transkei, deviendront automatiquement des citoyens du nouvel Etat. Cette citoyenneté pourra être étendue aux ressortissants sud-africains ayant vécu au Transkei pendant un minimum de cinq ans.

Le problème de Chypre

M. DENKTASH REJETTE LA SUGGESTION DE MGR MAKARIOS D'UNE « CONFÉRENCE TRIANGULAIRE »

Ankara. — M. Rauf Denktaş, chef de la communauté chypriote turque, a rejeté, vendredi 23 avril, à Nicosie, la suggestion de Mgr Makarios d'une « conférence triangulaire » entre le côté chypriote grec, Athènes et Ankara pour résoudre le problème de Chypre.

Selon M. Denktaş, cité par l'agence Anatolie, ce problème ne peut être réglé que par des négociations entre les communautés turque et grecque de l'île.

M. Denktaş a dit tout ignorer de l'accusé que le gouvernement turc réservera à la proposition de Mgr Makarios, mais il ajoute : « C'est avec nous que l'on doit conférer pour trouver une solution. » — (A.F.P.)

Pays-Bas

LE P.C. DÉFEND LA REINE CONTRE... « LE MONDE »

Amsterdam. — Le journal français *le Monde* met en cause la position du souverain. C'est ainsi que le quotidien (la *Vrijheid*) du 22 avril, dans sa première page et après la publication de deux articles, les 21 et 22 octobre, sur les conséquences de l'affaire Lockheed aux Pays-Bas.

Ces articles ont un but bien précis, selon notre confrère néerlandais : « Servir le jeu des groupes de pression internationalisés et du capital monopolistique. » Comme en 1968, à l'occasion du mariage contesté de la princesse Beatrix, les communistes néerlandais ne veulent pas prendre position sur la question de la monarchie. Ils pensent que le simple fait de poser le problème est « une manœuvre du grand capital pour détourner la classe ouvrière de ses vraies préoccupations ». — M. Van T.

NATIONS UNIES

Les Occidentaux cherchent à éviter un nouvel affrontement sur le racisme et le sionisme

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les délégations de plusieurs pays ont déployé ces jours derniers des efforts intenses dans les couloirs du Palais de verre de l'ONU pour tenter de désamorcer une bombe diplomatique qui risque d'exploder mardi prochain dans le cadre de la « décennie du combat contre le racisme ». L'ECOSOC (Conseil économique et social), qui tient actuellement une session aux Nations unies, doit mettre au point les conditions de la réunion en 1978, au Ghana, d'une conférence mondiale sur le racisme. Comment éviter, dans les débats et dans le projet de résolution, de faire allusion à la résolution 3379 de l'Assemblée générale qui assimile le sionisme au racisme, et de ramener ainsi un débat acrimonieux dont personne ne veut à l'heure actuelle ?

Techniquement, rien n'oblige les membres de l'ECOSOC à se référer à la résolution 3379, et l'Égypte a rédigé un projet de texte où ladite résolution est passée sous silence. Parmi les pays non alignés, le consensus à l'heure actuelle pointe en direction d'un répit. Les Occidentaux adhèrent au programme de la décennie, mais estiment qu'il est la conséquence de la résolution 3379. Ils distinguent entre le programme de la décennie et le texte de la résolution.

Quant au gouvernement américain, il navigue entre Charybde et Scylla. Les Israéliens et ses amis au Congrès et dans la presse

le somment de dénoncer haut et fort la résolution 3379, ce qui lui permettrait de susciter de réactiver d'excellents dividendes électoraux. D'un autre côté, une controverse stérile entre les États-Unis et les Arabes ne pourrait que gêner l'excellente coopération américano-syrienne à propos du Liban et les efforts que M. Kissinger va déployer en Afrique pour persuader ses interlocuteurs que ce n'est pas seulement du bout des lèvres que l'Amérique compte s'en prendre au racisme.

Le département d'Etat et la délégation américaine auprès de l'organisation internationale sont divisés sur l'attitude à prendre, mais ces lancements et ces précautions pourraient s'avérer inutiles. En effet, les pays socialistes semblent décidés à pousser les troubles diplomatiques et à empêcher les Américains et leurs nouveaux amis arabes de danser en rond. Dès le 23 avril (vendredi), le délégué de la Tchécoslovaquie a insisté longuement sur l'importance de la résolution 3379 dans le cadre de la lutte contre le racisme. Que le délégué soviétique abonde, mardi prochain, dans son sens, et on voit mal comment M. Scaramon pourrait feindre de n'avoir rien entendu, et comment une prise de position vigoureuse du délégué américain ne déclencherait pas ensuite une contre-offensive en règle des Arabes.

LOUIS WIZNITZER.

EN
AVANT-PREMIERE
MONDIALE
ET EN COULEURS
LE NOUVEL OBSERVATEUR
VOUS OFFRE LA PUBLICATION
INTEGRALE DU PROCHAIN
GOSCINNY ET UDERZO
OBELIX
ET COMPAGNIE



A PARTIR D'AUJOURD'HUI,
PENDANT 7 SEMAINES, UN SUPPLEMENT DE 8 PAGES EN COULEURS

DANS LE NOUVEL
observateur

POLITIQUE

AU CONSEIL NATIONAL

M. Yves Guéna est élu secrétaire général de l'U.D.R.

Les quelque mille membres du conseil national de l'U.D.R. se sont réunis samedi matin 24 avril dans un grand hôtel du quartier Montparnasse pour élire le secrétaire général du mouvement. Après la proclamation des résultats en début d'après-midi, M. Yves Guéna, puis le nouveau secrétaire général, devaient prononcer des discours.

Scrutin sans surprise, M. Yves Guéna a été élu par 825 voix sur 865 votants et 1 001 inscrits. Il y a eu 40 bulletins blancs ou nuls.

Or, cette élection a été plutôt l'occasion pour les gaullistes de manifester leur unité et d'affirmer leur personnalité. La candidature de M. Guéna est apparue à beaucoup comme le reflet d'un alignement trop strict au vu du président de la République, qui aurait souhaité que M. Chaban-Delmas devint secrétaire général de l'U.D.R., bien que ce dernier

ait refusé cette offre. Pour la plupart des membres du conseil national, M. Guéna représente donc tout à la fois un gaulliste authentique, un militant connu dans le mouvement et un homme réputé fidèle au premier ministre, autant qu'estimé par les autres formations de la majorité et accepté par le chef de l'Etat, avec qui il s'était entretenu le 13 avril, avant d'annoncer officiellement sa candidature.

La « désignation » intervient au sein de l'U.D.R. à cette occasion a connu une première manifestation avec la présence au conseil national de M. Jacques Chaban-Delmas. L'ancien premier ministre avait cessé de participer aux instances dirigeantes du mouvement gaulliste depuis le 14 décembre 1974, lorsque M. Chirac en était devenu le secrétaire général. Il critiquait, en effet, le cumul des fonctions ministérielles avec les responsabilités de chef de parti, ce qui fut le cas pour MM. Chirac et André Bord. Le député de Bordeaux obtint donc sur ce point

satisfaction aujourd'hui. Mais, au-delà de cette satisfaction formelle, il accorde aussi à M. Guéna un préjugé politique favorable puisque sa candidature lui apparaît issue du mouvement lui-même.

L'ancien premier ministre souhaite désormais que l'U.D.R. tout en demeurant dans la majorité fidèle au président de la République, manifeste une plus grande indépendance. Il voudrait surtout qu'en prenant certaines initiatives originales elle se présente comme une force de proposition et qu'elle apparaisse à l'opinion comme « un mouvement porteur d'espérances », alors qu'il se voit dans le moment, « l'espoir est en train de mourir du côté des socialistes ».

Ces sentiments sont partagés par un grand nombre de cadres du mouvement qui voient dans l'élection de M. Guéna une occasion de donner à l'U.D.R. une vigueur nouvelle. La responsabilité du nouveau secrétaire général sera, dans une certaine mesure, de ne pas les décevoir.

ANDRÉ PASSERON.

PORTRAIT

M. Yves Guéna : un gaulliste organisé

En devenant le dix-huitième secrétaire général du mouvement gaulliste relancé sous la V^e République, M. Yves Guéna commence une carrière que le hasard autant que la volonté ont entièrement placée sous le signe du gaullisme.

Né à Brest le 6 juillet 1922, il est à peine âgé de dix-huit ans lorsque, le 19 juin 1940, il débarque à Londres pour s'engager dans les forces françaises libres. Il participe aux combats d'Afrique, à la libération de la France et à la campagne d'Allemagne à bord du char de la 1^{re} division française libre et de la 2^e D.B. et y reçoit quelques blessures et de nombreuses médailles. A sa démobilisation, il se présente au premier concours de l'Ecole nationale d'administration, que viennent de créer le général de Gaulle, et M. Michel Debré, et dont la première promotion porte le nom de France combattante.

Il en sort major en 1947, mais choisit, à la surprise de ses condisciples, le corps du contrôle civil du Maroc de préférence aux « grands corps ». Dix ans plus tard, il sera intégré au Conseil d'Etat lorsque le Maroc aura accédé à l'indépendance. Avant d'entrer à l'ENA, il épouse Mlle de la Bourdonnaye, dont la mère, en 1956, deviendra la seconde épouse du professeur Robert Debré, père de M. Michel Debré.

Dès le retour du général de Gaulle au pouvoir en juin 1958, M. Debré, alors ministre de la justice, le choisit comme son directeur de cabinet. M. Guéna participe à ce titre à l'élaboration de la Constitution de la V^e République. Il est le premier ministre à l'hôtel Matignon, où il s'occupe plus spécialement des affaires militaires et de la Communauté. Les relations qu'il noue à ce titre avec M. Houphouët-Boigny le désignent pour devenir haut commissaire, puis ambassadeur en Côte-d'Ivoire lorsque ce pays accède à l'indépendance.

En 1960, il demeure à Abidjan de juillet 1960 à 1962. Il est alors élu député de la première circonscription de la Dordogne, siège de l'Union démocratique du travail, tendance des gaullistes de gauche, qui vient de se créer et dont il est l'un des fondateurs et membre du comité directeur. Il sera constamment réélu député de la Dordogne et deviendra, en 1970, conseiller général et, en 1971, maire de Périgueux.

Au sein du mouvement gaulliste, M. Guéna poursuit également sa progression. Membre du comité central en 1963, secrétaire national aux affaires économiques en 1972, secrétaire général adjoint à M. Jacques Chirac en 1974, il est depuis juillet 1975 délégué général chargé des études de la communication et de la documentation. A ce titre, il dirige tous les groupes d'étude de l'U.D.R., lance la campagne pour les libertés et rédige l'« Enjeu » ouvrage de doctrine publié après les assises de Nice de juin 1975.

La carrière gouvernementale de M. Guéna s'est essentiellement déroulée dans des ministères « techniques » hormis la période du 31 mai au 10 juillet 1968, où il fut ministre de l'Information, après les journées du quartier Latin. En avril 1967, Georges Pompidou l'avait, en effet, nommé ministre des P.T.T. et il devait retrouver ce poste dans le gouvernement Couve de Murville de juillet 1968 à juin 1969. Si la petite histoire retiendra que, durant cette période, l'imprimerie des timbres-poste fut transférée à Périgueux et que fut créé le courrier à deux vitesses, l'autre mentionnera que le ministre s'est opposé avec succès au projet de son collègue du ministère des finances d'alors, M. Giscard d'Estaing, qui voulait créer une compagnie nationale du téléphone dans laquelle beaucoup voyaient la privatisation des télécommunications.

N'ayant pas retrouvé de portefeuille dans le gouvernement

Chaban-Delmas en 1969, et son suppléant, M. Claude Guichard, inscrit aux républicains indépendants, ayant refusé de donner sa démission pour lui permettre de récupérer son mandat parlementaire, M. Guéna réintégra le Conseil d'Etat, où il obtint en 1972 le grade de conseiller. Mais en avril 1973 M. Messmer le nomma ministre des transports et, en mars 1974, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat.

A la mort de Georges Pompidou, M. Yves Guéna partagea le dilemme de nombreux gaullistes et, s'il soutint la candidature de M. Chaban-Delmas au premier tour de l'élection présidentielle, il se rallia à celle de M. Giscard d'Estaing au second tour, car, « l'offensive avec lui sont moins profondes que nos divergences avec le candidat social-communiste ».

Son souci de l'unité des gaullistes, sa justification d'une adhésion à la nouvelle majorité, il les exprime souvent dans des « livres opinions » du Monde, où il se présente comme le défenseur des principes fondamentaux du gaullisme, qu'il concilie avec les nécessités de la réforme, ainsi qu'il l'a déclaré dans sa dernière interview (le Monde du 17 avril) : « Il faut, avant d'être un gaulliste, demeurer fidèle, mais cesser de se tourner vers le passé. Nous devons à la fois maintenir, réinventer et nous affirmer. » Sa référence doctrinale est celle de la « doctrine gaullienne » et il admet : « la nécessité du risque assumé, à condition qu'elle assure l'égalité et la sécurité, la liberté et la responsabilité ».

Orateur précis et documenté, se défendant des envolées, mais capable de lyrisme, comme il l'a montré dans son ouvrage *Maintien l'Etat*, où il raconte les journées de mai 1968, M. Yves Guéna arrive au secrétariat général de l'U.D.R. avec la réputation d'un bon organisateur et d'un homme d'ordre. — A. P.

La Nouvelle Action française a fêté son cinquième anniversaire

La Nouvelle Action française vient de fêter son cinquième anniversaire. Elle avait invité pour la circonstance, autour d'un bonnet et d'un buffet, non seulement ses militants de la capitale — ils vinrent relativement nombreux — mais aussi ses amis : héritiers d'un certain anticommunisme de droite qui leur permet d'entretenir avec le jeune mouvement royaliste des relations de bon voisinage, où la passion de l'anticommunisme l'emporte d'ailleurs très largement sur celle de la droite ; gaullistes de gauche ou de droite ; et enfin, et non des moindres, divers qui rendent mal à l'aise la seule idée d'adhésion à un parti, mais qui estiment, avec M. Bertrand Renouvin, que justice est à la N.A.F. et son système idéologique « clair », et même M. Jean-Claude Duval, vice-président des Jeunes Radicaux de gauche, qui se plaisait à souligner que « la Nouvelle Action française illustre une certaine gauche populaire qui ne peut pas ne pas être sympathique ».

Ce dernier écrivain était M. Olivier Germain-Thomé, directeur de la revue gaulliste *l'Appel*, et l'écrivain monarchiste Pierre Boutang, qu'on interrogeait sur son dernier livre : M. Pierre Debray parlait des problèmes étudiants, avec l'éloquence musclée qui l'a conduit à fonder, sans doute

par antiphrase, les Silencieux de l'Eglise ; M. Philippe de Saint-Robert obliait un instant ses talents de polémiste pour écouter gravement M. Marcel Lohéot, dont le plan de « réformes ponctuelles » n'est pas sans séduction aux yeux de nombreux nafsistes. Entre deux poignées de main, MM. Bertrand Renouvin, Gérard Leclerc et Yvan Aumont, les principaux amis à l'extérieur du mouvement, observaient l'assistance d'un œil attendri, en veillant à ce que certaines personnalités du royalisme ne se rendent pas et ne vécissent pas une nouvelle fois leur incompatibilité d'humour.

Se situer « ailleurs »

Autour d'eux, on évoquait la naissance du mouvement, en avril 1971, lorsque la petite équipe qu'ils constituaient décida, non sans déchirements ni débats, de quitter la maison mère de la Restauration nationale et son hebdomadaire *Aspects de la France*, fuyant la vieille dame de la rue Croix-des-Petits-Champs indignée des espérances que la jeunesse monarchiste avait pour un temps mises en elle. On parlait aussi de plus récentes difficultés : la crise de septembre 1972, le départ

de certains éléments (le Monde du 7 février), les nombreuses agressions commises contre les militants et les locaux d'un mouvement pourtant peu suspect de récolter la tempête d'un vent qu'il aurait semé. Mais on parlait aussi d'avenir : la publication d'un recueil d'articles, « N.A.F. : cinq ans de combat » (1), et celle, à l'automne, d'un nouveau livre, la préparation des élections municipales, auxquelles la Nouvelle Action française veut participer ; la réorganisation de ses activités militantes et les fêtes et camps d'été à venir, où l'on tâchera de joindre l'utile à l'agréable, la réflexion doctrinale au soleil. Surtout quand « Abel » (Pompidou), le vigileon de choc du mouvement, aussi haut en couleur que son vin du Midi, aura surmonté la longue maladie dont on aura aussi beaucoup parlé ce soir-là.

A l'instar de tel ancien ministre des affaires étrangères, la N.A.F. met souvent quelque coquetterie à se situer « ailleurs ». Pour son cinquième anniversaire, entourée d'amis aussi divers — et parfois opposés — que ses propres militants, simplement, elle était là.

B. E.

(1) Ed. de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75006 Paris.

A Marseille

LA MAJORITÉ PRÉSENTERA DES LISTES UNIQUES AUX MUNICIPALES

Une association Majorité-Marseillaise-Avenir a été constituée dans le but de présenter des listes uniques dans chacun des secteurs de Marseille lors des prochaines élections municipales. Présidée par M. Robert Gardell, ancien député R.I., l'association a pour secrétaires généraux M. Jean Chailot, vice-président du Centre démocrate, et Joseph Comiti, U.D.R. ancien ministre, ancien député. Ce dernier, lors de la présentation de cette association à des journalistes, a déclaré : « Les élections municipales de 1977 serviront à l'élection des élections politiques ; ce n'est pas notre fait. C'est celui du maître. Marseille, qui a voulu que gestion et politique soient mêlées ».

UN COLLOQUE DE L'ISER

Les socialistes aujourd'hui rassemblés ne sont pas délivrés de leurs contradictions

note Mme Colette Audry

L'Institut socialiste d'études et de recherches a organisé samedi 24 avril au P.I.M. Saint-Jacques, sous la présidence de M. Jean Frontaut, un colloque sur l'unité de la gauche et le renouveau socialiste de 1958 à 1976. Au cours des débats, M. Gilles Martinet, membre du secrétariat du P.S., a noté que durant la période 1958-1965, « dominée à la fois par l'insurrection d'un nouveau système politique, par la fin de la guerre d'Algérie et par la poursuite de l'expansion économique », la gauche a été insuffisamment attentive aux transformations qui ont marqué l'histoire du capitalisme. Il faut attendre les conséquences de la campagne présiden-

tielle de 1965 pour qu'à la fin de 1967 se dégage « un ensemble de thèmes qui inspireront cinq ans plus tard le programme socialiste, mais le programme commun : planification démocratique, nationalisation des secteurs de domination économique, décentralisation des pouvoirs et « décolonisation » de la province, maîtrise des sols et nouvelle politique d'urbanisation, transformation des structures agricoles, réforme de l'enseignement, politiques d'indépendance à l'égard des grands ». Pour lui, donc, ce que l'on appelle alors la « gauche nouvelle » établit ce qui sera le programme de l'union de la gauche. Depuis, s'est, selon M. Martinet, greffée sur ce programme la revendication autogestionnaire qui reprend les aspirations du mouvement de mai 1968.

Mme Colette Audry, qui s'est intéressée plus particulièrement à l'évolution du P.S.U., a noté que l'unité de la gauche de 1968 n'est pas l'unité. Il faudrait parler de trois P.S.U. successifs. A sa naissance en mars 1968, cette formation se concevait en effet comme « l'instrument de la nécessaire union de la gauche ». Une fois achevée la guerre d'Algérie, source de sa cohésion interne, le P.S.U. devient à partir de 1968 l'enjeu d'âpres luttes de tendances. Après mai 1968 survit la troisième P.S.U., surtout constituée de courants d'extrême gauche. Fort de cette expérience, Mme Audry a rappelé que « les socialistes aujourd'hui rassemblés ne sont pas délivrés de contradictions qui s'étaient acquiescées dans le P.S.U. : les principales demeurent. Elles constituent un des problèmes que doit résoudre l'actuel parti socialiste ».

Le rôle des syndicats dans le regroupement des socialistes a été traité par M. Jean-Paul Bache, qui a notamment souligné que, de 1968 jusqu'en 1969, c'est dans les organisations syndicales que l'on a trouvé « les pôles de résistance essentiels du lent mais profond reflux de la gauche socialiste ». Il a en outre estimé que, durant cette même période, « ce sont des courants et des équipes qui, sans rien concéder sur le fond, ont toujours cherché le contact avec les communistes, qui ont permis l'essor du renouvellement idéologique de la gauche socialiste ». Il en résulte que le P.S. né en 1971 à Epinay-sur-Seine constitue aujourd'hui un véritable « microcosme » du mouvement syndical français, ce qui ne va pas sans lui poser des difficultés.

M. Pierre Guidoni, seul rapporteur du colloque, a souligné la minorité du P.S. (le C.E.R.S.), a analysé la naissance du nouveau P.S. en observant que « c'est la découverte progressive de la possibilité de la conquête du pouvoir qui a conduit à la prise de conscience de l'urgence de la construction d'un parti ». Selon lui, les mutations des années 60, tant sur le plan économique que politique, ont rendu caduque le schéma de Léon Blum : la « gauche loyaliste » combinée avec le maintien à long terme de la perspective révolutionnaire. Selon M. Guidoni, deux volets étaient possibles :

Il explique : « Soit une rétrospection radicale des buts et des principes (c'est le choix du S.P.D. en Allemagne fédérale), soit le « gel » de ces principes pour une longue période de collaboration institutionnelle (c'est la voie suivie par le P.S.I. en Italie). » Il a ajouté : « Les caractéristiques propres de la France, et notamment l'existence d'un parti communiste, interdisent la première voie — la constitution d'un grand parti démocrate à l'américaine — malgré d'immenses efforts idéologiques et politiques qui culminent, en 1965, dans le projet de « grande fédération » lancé par M. Gaston Defferre avant de se résigner à la création d'un parti socialiste du parti radical. La deuxième voie — le retour aux affaires moyennant la « restauration » de la démocratie — était fermée par le phénomène gaulliste (...). » D'où, dans la confusion, un perpétuel mouvement pendulaire d'où se dégagent peu à peu les solutions nouvelles. L'unité de la gauche n'a pas de réalité si elle ne descend pas d'une perspective politique immédiate et concrète, c'est-à-dire une alternative de gouvernement fondée sur un programme. Mais cette perspective ne peut être que celle d'un parti capable d'en assumer toutes les conséquences, et sur tous les terrains : l'unité de la gauche était inévitablement liée à la rénovation socialiste ».

M. Michel Sainte-Marie, député socialiste, maire de Méricourt, nous précise que si en 1971 la municipalité (que dirigeait alors M. Brettes) ne comportait pas de communistes, il n'en va plus de même depuis une élection communale en 1974, à l'occasion de laquelle un représentant du P.C.F. est entré au conseil municipal de Méricourt. Cette mise au point fait suite à la publication dans le Monde du 21 avril d'une analyse de la revue socialiste *Poire*, dans laquelle la municipalité de Méricourt était classée dans la catégorie des villes sans accord entre le P.S. et le P.C.F.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Questions orales, réponses d'ordinateurs

M. Giscard d'Estaing l'a précisé jeudi après-midi : il ne fait pas de réunions de presse pour répondre aux questions des professionnels de l'information, mais pour répondre aux questions des professionnels de l'information.

A en juger par le spectacle offert vendredi matin à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, certains membres du gouvernement se contentent d'offrir aux interrogations des professionnels de la politique que sont les députés des réponses rédigées par les ordinateurs de leurs services.

C'est du moins l'impression ressentie et exprimée par plusieurs députés. Principales victimes de cette « fronde » parlementaire, la Rue de Rivoli et Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, qui suppléait M. Fourcade, ministre de l'économie, ont été par ailleurs. C'est ainsi que M. Mermeas (P.S.) la remercia d'une réponse « strictement académique » et que M. Bignon (U.D.R.) remarqua qu'il aurait pu « écrire lui-même à l'avance » celle qu'elle lui fit. Très sensible au charme de sa présence, M. Hamel (R.I.) se résigna à l'entendre lire « avec talent » une réponse préparée par les services. Il n'en confia pas moins dans les couloirs que, par son refus de prendre en considération les avis et avertissements de députés vivant, eux, au contact des citoyens, le gouvernement desservait le chef de l'Etat, trahissait ses intentions et compromettait ses efforts. — PATRICK FRANCES.

Au cours de la séance consacrée aux questions orales, sans débat, les sujets suivants ont été abordés :

COMPAGNIES PÉTROLIÈRES.

En réponse à une question de M. GOSNAT (P.C., Val-de-Marne) sur le financement de partis politiques italiens, et à l'exception du P.C.I., par des sociétés pétrolières étrangères, dont la filiale italienne de la Compagnie française des pétroles, M. Durafour, ministre du travail, a déclaré : « Un groupe français, membre de l'Union professionnelle russe, a financé l'Union nationale italienne dans ce secteur, à versé, dans les mêmes conditions que les autres membres de cette union, les contributions de telles contributions. »

« La nouvelle législation italienne a d'ailleurs conduit à l'abandon de ces versements depuis plus de deux ans. »

« Quant aux sociétés exerçant en France, aucune des pratiques dont vous vous inquiétez n'a jamais été révélée par aucun des contrôles qui sont régulièrement assurés, conformément à la législation existante. »

M. GOSNAT a estimé que « dans une telle affaire, la responsabilité du gouvernement est directement engagée ». Ce sera, fera croire que la France soit à l'abri de telles pratiques », a ajouté le député, qui a réclamé la création d'une nouvelle commission d'enquête.

L'ENCADREMENT DU CRÉDIT.

Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a indiqué à M. HAMMEL (R.I., Rhône) que « les tracasseries des entreprises sont restées dans l'ensemble assez faibles depuis le début de l'année » et que « les banques pourraient actuellement leur apporter sans difficulté les financements nécessaires ». Elle a ajouté que « pour obtenir un certain relâchement du rythme de progression de la masse monétaire pendant le second semestre de 1976 », l'encadrement du crédit sera maintenu selon des normes qui seront fixées prochainement par le ministre de l'économie.

RISQUE DE SÉISME EN GUADELOUPE.

En réponse à une question de M. GUILLIOD (U.D.R., Guadeloupe), M. STIEN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a déclaré que, face à la recrudescence de l'activité sismique de la Soufrière, « les pouvoirs publics ont pris les mesures de précaution qui s'imposent : le plan d'évacuation a été mis à jour, et à titre préventif le préfet a mis en œuvre la première phase du plan ORSEC ». Il a précisé que l'actuel équipement de surveillance « domine toute garantie ».

HAUTIÈME DINER DE M. ET MME GISCARD D'ESTAING DANS UNE FAMILLE FRANÇAISE

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont dîné, le 23 avril, dans une famille française, à la hâte, à Remur-en-Val, dans la Sarthe, de M. et Mme Bertrand, qui recevaient en même temps à leur table leur fille aînée, accompagnée de son mari, et cinq autres amis. M. Bertrand est artisan chauffagiste.

سكيا في الامم

POLITIQUE

Après l'abandon de la dictature du prolétariat par le P.C.F.

M. Althusser met en garde contre « le risque de déferlement droitier »

M. Louis Althusser a participé, vendredi 23 avril, dans le cadre de la vente du livre marxiste organisé par le P.C.F. dans l'ancienne gare de la Bastille, à un débat sur un recueil de ses articles publiés par les Editions sociales sous le titre *Positions*. Il s'agit du premier ouvrage du philosophe communiste publié officiellement par le P.C.F. Interrogé sur ce point, M. Althusser a rappelé qu'en 1965 le bureau politique du P.C.F. s'était opposé à ses écrits. M. Lucien Sève, directeur des Editions sociales, a aussi précisé que c'est M. Roger Garaudy — aujourd'hui exclu du parti communiste — qui avait refusé la publication de l'ouvrage de M. Althusser. Le philosophe communiste, en réponse aux questions des auditeurs, a précisé sa position sur la dictature du prolétariat. Il a expliqué qu'il n'est pas facile de prétendre « abandonner un concept ». « Il peut venir la vie dans ce que l'abandonnement », a-t-il noté en précisant que, pour sa part, s'il avait été délégué au vingt-deuxième congrès du P.C.F., il n'aurait pas voté la suppression de la référence à la dictature du prolétariat dans le préambule des statuts du parti. Toutefois, a-t-il ajouté, le vingt-deuxième congrès en l'abandonnant « a permis qu'on en parle, car les gens maintenant se demandent ce qu'ils ont abandonné ».

Reprenant les arguments développés par M. Georges Marchais en faveur de cette mutation, le philosophe communiste a estimé que le secrétaire général avait oublié « une précision importante. La notion de dictature, a-t-il noté, n'est pas intolérable par référence au fascisme, dont les communistes n'ont jamais rien attendu de bon, mais par référence aux événements qui se sont produits en U.R.S.S. : les « exterminations de masses » qui ont eu lieu durant la dictature de Staline sur un pays se réclamant du socialisme ». Néanmoins, M. Althusser a estimé que le XXII^e congrès du P.C.F. n'est pas sans analogie avec le X^e congrès du P.C. d'Union soviétique à l'occasion duquel furent dénoncés les crimes de Staline, car ces deux assises ont permis de lever les hypocrisies et d'aborder le fond du problème. Toutefois, la décision prise par le P.C.F. paraît au philosophe « très insuffisante du point de vue idéologique et politique », car, « en jetant le bébé avec l'eau du bain », elle débouche sur « un risque de déferlement droitier ».

Sur le fond du débat, M. Althusser a rappelé que l'originalité de l'œuvre de Marx n'était pas dans le découpage des classes — c'était déjà chose faite — mais dans l'affirmation que seule la dictature du prolétariat pouvait déboucher sur une société sans classes. Rejoignant les thèses de Lénine rappelées avec force, jeudi à Moscou, dans le rapport Andropov (le Monde du 24 avril), le philosophe a estimé qu'il n'y a pas d'autre alternative que la dictature de la bourgeoisie ou celle du prolétariat et que c'est l'idéologie bourgeoise qui met entre parenthèses la nature de classe de l'Etat. M. Althusser a conclu : « Sur la base des rapports de production une seule classe peut détenir l'Etat, ce qui ne veut pas dire qu'elle peut éliminer toute la classe d'Etat, sans aliéner ».

La soit même, également dans l'ancienne gare de la Bastille, M. Georges Marchais a répondu à M. Althusser. Après avoir mis en garde contre les attitudes doctrinaires et dogmatiques, le secrétaire général du P.C.F. a ajouté :

« Garder des concepts qui ne permettent pas de rassembler les masses populaires, c'est en réalité faire preuve d'une confiance limitée dans la classe ouvrière, dans sa capacité à entraîner dans la lutte la majorité du peuple, à isoler la grande bourgeoisie. La lutte pour la liberté et la démocratie étant une lutte révolutionnaire, en matière de rien attendu de bon, mais par référence aux événements qui se sont produits en U.R.S.S. : les « exterminations de masses » qui ont eu lieu durant la dictature de Staline sur un pays se réclamant du socialisme ». Néanmoins, M. Althusser a estimé que le XXII^e congrès du P.C.F. n'est pas sans analogie avec le X^e congrès du P.C. d'Union soviétique à l'occasion duquel furent dénoncés les crimes de Staline, car ces deux assises ont permis de lever les hypocrisies et d'aborder le fond du problème. Toutefois, la décision prise par le P.C.F. paraît au philosophe « très insuffisante du point de vue idéologique et politique », car, « en jetant le bébé avec l'eau du bain », elle débouche sur « un risque de déferlement droitier ».

Les réactions au changement

M. Georges Marchais a choisi le ton de la gauloiserie pour répondre aux déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'évolution du P.C.F. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment contesté que la suppression de toute référence à la dictature du prolétariat dans le préambule des statuts du parti ait été décidée en l'absence de débat. Il a souligné que le dernier par le XXII^e congrès sans réelle discussion préalable. Cependant, cette discussion ne s'est engagée que marginalement et tardivement, puisque le texte soumis initialement au XXII^e congrès était muet à ce sujet.

Le philosophe communiste Louis Althusser a d'ailleurs expliqué que c'est la décision d'abandonner le concept de dictature du prolétariat qui a lancé le débat de fond au sein du parti communiste. Et M. Georges Marchais a admis que la discussion sur cette question n'est pas close.

Pris de court lors de la préparation du congrès, ne voulant pas s'exposer au risque d'être minorés par les procédures de discussions internes et la manière dont la direction du P.C.F. conçoit le centralisme démocratique, les partisans du maintien de positions idéologiques révolutionnaires sont dans un premier temps restés discrets. L'un des disciples de M. Althusser, M. Etienne Balibar, avait publié dans l'*Humanité* une tribune défendant la dictature du prolétariat, mais sa prise de position n'avait pas eu de suite.

Depuis le vingt-deuxième congrès l'autorité de M. Georges Marchais sur le P.C.F. s'est renforcée et le secrétaire général a pu relancer sa politique d'« agglomération » aussi bien en prenant de plus en plus ses distances par rapport à l'Union soviétique qu'en se faisant le chantre des libertés et de l'union du peuple de France. D'autres initiatives vont dans le même sens, au risque de mettre en cause des prises de position récentes du P.C.F. Ainsi M. Jacques Frémontier, publié aux Editions sociales un ouvrage intitulé : « Portugal les points sur les i », dans lequel il critique le comportement « aventuriste » du P.C. portugais et sa mauvaise analyse du rapport des forces en présence, analyse que la direction du P.C.F. avait faite elle-même. Ces révisions, souvent douloureuses, ce libéralisme nouveau, provoquent des résistances au sein du parti, comme le reconnaissent les dirigeants. Les réactions au changement sont de deux types : il y a d'abord celle — encore muette pour l'instant —

« M. Camille Laurent, secrétaire général du C.N.I.P., écrit, dans le *Journal des Indépendants*, daté du 26 avril : « Le C.N.I.P. est tenu à l'écart des nouvelles structures (de la majorité). Cette situation ne rend pas en cause notre appartenance à la majorité présidentielle, dans ses contours définies en 1974. Mais nous n'acceptons pas les risques pour nous-mêmes, mais il nous semble en être de plus grands encore à une majorité politique que trop d'assurance en elle-même exposerait aux aventures ».

THIERRY PFISTER.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

• Neuf villes nouvelles : il faut renforcer le contrôle des collectivités locales propose le P.C.

Après M. Michel Boscher, député U.D.R. de l'Essonne, après M. Adolphe Chauvin, sénateur (Union centriste) du Val-d'Oise et après le parti communiste (le Monde du 16-17 novembre 1975), le parti communiste vient de déposer une proposition de loi afin de « promouvoir une urbanisation équilibrée et d'arrêter la loi du 10 juillet 1970 relative à la création d'agglomérations nouvelles. Cette proposition de loi représente la position officielle du P.C. à l'égard des villes nouvelles en cours de construction (1) ».

Le texte communiste se décompose en cinq chapitres. Le premier concerne la création des villes nouvelles. Il précise que celle-ci ne peut précéder que la condition que soit créé un important foyer d'activités productives, génératrices de plusieurs milliers d'emplois très qualifiés, et ceci lorsque les nouveaux habitants en place ne peuvent répondre aux besoins du développement. Des études justificatives devront donc être menées par les représentants des communes du conseil général, du conseil régional et de l'Etat. C'est le conseil régional qui proposera au Parlement la création de la ville nouvelle après avis des conseils généraux et des communes concernées.

Le chapitre II de la proposition prévoit qu'un syndicat intercommunal à vocation multiple compile et réalise les urbanisations et les équipements de la ville nouvelle. Ce syndicat passerait une convention d'aménagement avec une société d'économie mixte ou avec un établissement public d'aménagement. La population nouvelle serait répartie dans les communes du syndicat intercommunal lorsque deux mille logements seraient occupés.

Le chapitre III prévoit d'organiser les villes nouvelles en communes de plein exercice, au plus tard, lorsque la population nouvelle est de trois mille habitants. La population initiale de la commune municipale serait élue au suffrage universel direct à la représentation proportionnelle.

Dans le chapitre IV, le financement des villes nouvelles est organisé par une dotation budgétaire du ministère de l'équipement et de préts à faible taux d'intérêt.

ALAIN FAUJAS.

(1) Cergy-Pontoise, Evry, Fontainebleau, Marne-la-Vallée, Melun, Nanterre, Saint-Quentin-en-Yvelines, Le Val de Reuil.

• Neuf communautés urbaines : nous n'avons pas les moyens de nos ambitions estiment les responsables

De notre correspondant

Brest. — La principale préoccupation des communautés urbaines de France, qui se sont réunies le 23 avril à Brest, est d'ordre financier. Elles n'ont pas les moyens de remplir leur tâche. Cette situation a été qualifiée de « mal originel » par M. Pierre Pflimlin, président de la communauté urbaine de Strasbourg. Elle découle de la loi du 31 décembre 1966, portant création des communautés urbaines. On a mis dans notre bureau au cours de la réunion de Brest, l'essentiel est que nous soyons joués le rôle qui est le nôtre. Le VII^e Plan, à l'élaboration duquel elles n'ont pas été consultées, intéresse les communautés urbaines au premier chef. Elles pensent toutefois pouvoir en tirer profit en concluant des contrats privilégiés avec l'Etat. M. Pflimlin précise même, à ce sujet : « Dans la mesure où ce Plan offre des lacunes, il y a des villes que nous pourrions combler ».

JEAN DE ROSIERE.

Aussi les neuf communautés urbaines (1) qui existent actuellement en France, et qui groupent environ quatre millions d'habitants, attendent beaucoup de la réforme des finances locales. Elles souhaitent tout d'abord que soit portée à 50 %, au lieu de 33 %, comme maintenant, la majoration exceptionnelle dont bénéficient les subventions que leur accorde l'Etat. A l'appui de leurs réclamations, elles font remarquer que les subventions accordées aux communes n'ont pas été augmentées depuis treize ans. Or, la dépréciation de la monnaie réduit considérablement la valeur réelle des subventions. Dans ces conditions, les communautés urbaines sont encore chargées d'équiper un vaste territoire rural. Elles ne peuvent réunir les moyens pour investir. Sans réserves foncières, soulignent-elles, il est impossible de mener une véritable politique d'aménagement.

D'autres difficultés viennent se

• LA METEOROLOGIE NATIONALE A TOULOUSE — A la demande de M. Marcel Carrière, secrétaire d'Etat aux transports, une réunion de travail a été organisée le vendredi 23 avril à la préfecture de la région Midi-Pyrénées, en présence de M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, et de M. Tony Roche, préfet de région, pour étudier la décentralisation à Toulouse des services centraux de la météorologie, décidée en 1972, mais retardée par des difficultés concernant notamment le logement des personnels. (Corresp.)

• ALLONGEMENT DE PISTE A BAIE-MULHOUSE — Le grand conseil de Baie a voté un crédit de 23 millions de francs suisses (environ 12 millions de francs français) pour l'allongement de la piste d'atterrissage principale de l'aéroport franco-suisse de Baie-Mulhouse. La longueur de la piste sera portée de 2 370 à 3 900 mètres. (A.F.P.)

QUALITÉ DE LA VIE

LES MÉSAVENTURES D'UN P.D.G. POLLUEUR

Le directeur des abattoirs de Collinée gérera son usine de la prison

Saint-Brieuc. — M. André Gilles, P.D.G. des abattoirs industriels de Collinée (Côtes-du-Nord), s'est présenté jeudi après-midi 22 avril à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Il doit y purger le total de quatre mois de prison sous le régime de semi-liberté que lui ont valu trois condamnations successives pour pollution grave de la Rance entre 1970 et 1974. Trois mois avec sursis, 5 000 F d'amende, 40 000 F de dommages et intérêts par le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc le 16 février 1972, peine transformée en un an de prison dont trois mois ferme par la cour d'appel de Rennes le 12 juillet de la même année, le 29 juin 1972, encore trois mois de prison avec sursis, 5 000 F d'amende et 22 000 F de dommages et intérêts après une pollution qui s'était étendue à quarante kilomètres en aval jusqu'à la prise d'eau de la ville de Rennes ; un mois de prison ferme sous le régime de semi-liberté et 5 000 F d'amende le 29 novembre 1974.

Cette incarcération intervient après le dernier rejet des nombreux recours en grâce qui avaient suspendu jusqu'à l'application des peines.

Quatre ans après sa première condamnation, M. Gilles, le P.D.G. pollueur de Collinée, s'est retrouvé jeudi après-midi devant la porte grise de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Et face au portier de son séjour forcé, il a gardé la même attitude de liberté narquoise qu'il maintient depuis ses premiers démêlés avec la justice et l'administration.

Tout autre que lui — tel ce directeur d'un abattoir des Côtes-du-Nord condamné pour des motifs semblables à une peine similaire — se serait incliné. Mais ce P.D.G. de cinquante et un ans, dirigeant le plus important abattoir privé de France avec

De notre correspondant

treize-huit mille tonnes abattues (trois mille cinq cents tonnes en 1959) ne l'attendait pas de cette oreille.

Franc de parler jusqu'à en être brutal, impulsif mais calculateur, retors en affaires dans une profession sans tendresse, M. André Gilles est resté fidèle à lui-même et à l'image qu'il s'est forgée dans cette région pauvre de Bretagne intérieure où il était devenu le principal, et non le seul pourvoyeur d'emplois, le « sauveur du Méné ».

En 1972, ses ouvriers (dont cinquante avaient reçu un préavis de licenciement et cent cinquante autres étaient menacés d'autant) sont venus dans les rues de Saint-Brieuc réclamer, comme les élus locaux, la grâce de leur patron. M. Gilles avait aussi des comptes à régler avec la direction départementale de l'agriculture (D.D.A.) et son directeur, à l'égard duquel il montre plus que du ressentiment. Lorsqu'en 1965 il obtint l'autorisation d'extension de son entreprise sous réserve de s'équiper pour lutter contre la pollution, il avait espéré avec le concours de la D.D.A. un accord sur une station d'épuration commune à Collinée et aux abattoirs, accord qui aboutit pas, en 1970. Entre-temps après les alarmeries dont on semble s'être accommodé de toutes parts, l'accroissement accéléré de l'activité des abattoirs aboutit à un état de pollution — chronique — puis aigu — de la Rance, qui prend ici sa source. M. Gilles, aujourd'hui encore, dénonce l'inertie de l'administration qui le laisse livrer à lui-même. Entre 1971 et 1975 (il investit près de 4 millions de francs en matériel) anti-pollution — dont 2 millions dans une tour d'atomisation du sang rentabilisée en deux ans.

Dans le même temps les procès pleuvent. Mais, dit M. Gilles, « en 1971 tout le monde vivait avec la pollution. Si j'avais accepté de transiger à 60 000 F un accord amiable avec la législation des associations de pêche, les poursuites se seraient arrêtées ».

Ce combat qu'il juge et douteux lui échappe pourtant de plus en plus. Le 29 novembre 1974, au dernier procès, le ministère public ne cache pas qu'il n'apprécie guère « la désinvolture et le mépris de M. Gilles à l'égard des injonctions de la justice et de l'administration ». Ce n'est pourtant pas faute d'avoir fait preuve de patience — la conjonction économique existant entre autres — à son propre égard. Dans le cadre de ses pouvoirs, le juge d'application des peines lui a ménagé la possibilité de continuer, le jour même, de gérer son entreprise « non dans son intérêt mais dans celui de son personnel qui n'a pas à supporter les conséquences de ses actes » ; la faculté de disposer chaque semaine de deux jours pleins pour ses déplacements professionnels ; et toutes les trois semaines une semaine de vacances.

C'est encore trop pour M. Gilles, qui, aujourd'hui, dénonce « une justice de classe » et considère qu'il paie « pour l'exemple ». Ses cadres sont du même avis qui estiment ne pouvoir assurer la conduite des activités et se sont mis en grève. Les trois cent cinquante membres du personnel ont manifesté, le 23 avril dans l'après-midi, devant la maison d'arrêt de Saint-Brieuc pour réclamer la mise en liberté de M. André Gilles. Arrivés à la prison, ils ont même épisodiquement pris assaut sur le patron est irascible ?

JEAN VIDEAU.

FAITS ET PROJETS

Paris

• NOUVEAUX PARCOMÈTRES. — Cinq mille nouveaux parcomètres seront installés à Paris avant l'été. Le préfet de police et le préfet de Paris viennent d'autoriser l'installation d'un arrêté parti au Bulletin municipal officiel. Ce programme, voté en décembre 1975 par le Conseil de Paris, porte à vingt-six mille six cent vingt le nombre de parcomètres qui jalonnent les trottoirs de la capitale.

• DES CANDIDATS « VERTS » AUX MUNICIPALES A PARIS. — La délégation de Paris du bureau national a annoncé le 21 avril, qu'elle envisageait de présenter des candidats « verts » dans la capitale aux élections municipales de 1977. Ses responsables ont estimé « inadmissible que la majorité parlementaire ait rejeté les propositions, pourtant émises, faites par le mouvement pour développer les possibilités d'action des associations de défense de l'environnement ». Selon eux, cette attitude rend encore plus nécessaire la participation directe des associations dans les batailles électorales.

Transports

• GREVE DES MARINS. — Pour obliger les armateurs et les patrons des entreprises de remorquage à améliorer les salaires, les marins multiplient les arrêts de travail. Les 21 et 22 avril, trente navires ont été arrêtés. Le 23, notamment, les bateaux assurant les liaisons sur la Manche et la Méditerranée, ainsi que les remorqueurs, ont observé une grève de vingt-quatre heures, indiquant la réclamation des syndicats maritimes C.G.T.

• FIN DE LA GREVE DES AUTOBUS LYONNAIS. — Après seize jours de grève, le personnel des transports en commun de Lyon s'est prononcé, le 23 avril, pour la reprise du travail au cours d'un vote à bulletin secret.

l'initiative des lycéens et collégiens ou des syndicats d'enseignants. Selon le ministère de l'Éducation, en outre, des enseignants s'impliquent déjà dans la vie de la cité (dans la technique) sans être touchés par la grève, notamment dans la région parisienne et dans celle de Toulouse ; une dizaine d'établissements sont fermés et un certain nombre d'élèves ont été renvoyés dans leur famille. D'autre part, la « coordination lycéenne » — qui comptait une majorité de délégués de la région parisienne — s'est réunie vendredi au centre universitaire Jussieu (Paris-VII), mais n'a pris aucune décision nouvelle.

Diverses réunions devaient se tenir ce samedi 24 avril et dimanche 25. Mère Alice Saasier-Sette a convoqué à Paris les recteurs d'académie pour la réunion de la commission permanente de la conférence des présidents, prévue lundi 26 avril. Les présidents d'université « de gauche » tiennent un « forum » à l'université de Paris-Sud (Orsay), cependant qu'un certain nombre d'universitaires de gauche et d'extrême-gauche se rassemblent diman-

che à Amiens de son côté, le Mouvement d'action et de recherche critiques (M.A.R.C. proche de la F.F.D.T.) organise à la Sorbonne une réunion au cours de laquelle doit être créé un syndical étudiant associativiste de L'UNEF (ex-r-nouveaux).
rené à Paris son collectif national.

À Alger, notre correspondant nous signale qu'environs cent vingt enseignants membres de l'Association des professeurs de l'Enseignement supérieur (section du SNE-Sup) ont manifesté et décidé d'« occuper » jusqu'au 20 avril les locaux de la mission culturelle.

plînées, ont laissé se disperser les manifestants et ne sont guère intervenues que pour isoler les « casseurs ». Au départ de la manifestation, les étudiants du « collectif » responsable de son organisation avaient notamment déclaré : « Si M. Giscard d'Estaing et Mme Samier-Seïté continuent à faire preuve d'intransigence, nous continuerons de façon déterminée à lutter. Mme Samier-Seïté marie la menace de dévaluation des diplômes. En réalité, ce sont les diplômés qu'elle nous prépare qui sont dévalorisés et nous luttons pour l'amélioration de notre formation. »

chans du Car-
navalesques
certains humo-
par exemple à
lycéens » d'un
l'assemblée déli-
politique, jugée
vaine. Appliquant
milieu de la révo-
de bande de re-
vent. D'autres
curieusement :
« l'éclat et la
du lycée », un
un drapau noir
ment choquer
us sérieux sans
« les lycéens »,
« tout en riant
« Je ton de
à donc souvent
il de la décrier
« Si tu t'appes-
du feuilleton »,
« jeunes gens à

végante à Giscard ». Ou cet article sur le
visant la réforme du second cycle
universitaire : « Ni chômeurs ni
cadres au service du patronat »,
tandis que les étudiants en mé-
decine espèrent une loi qui leur
accorde le statut dantesque de
la dissolution du conseil de
l'ordre ».

Les provinciaux, venus notamment
d'Orléans, Tours, Besançon,
Nîmes, Lille et Aix-en-Provence,
étaient peu nombreux. Les ensei-
gnants, rassemblés derrière l'em-
blématique calicot du SNE-SF,
étaient plus nombreux encore. Ils
l'étaient encore moins, ornant
un petit groupe de quelques cen-
taines de personnes en queue de
corège. La masse des vingt-cin-
quiennistes était divisée en deux
camps entre deux groupes d'impor-
tance à peu près équivalente :
les lycéens (en particulier ceux
des grands lycées) et les paria-
tiques (ceux des grands collèges,
Bodin, Buffon...) et les étudiants

Craignant sans doute le renouvellement des scènes de vandalisme et de pillage des semaines passées, les forces de l'ordre ont choisi un parcours comportant surtout de larges avenues bordées d'arbres et peu commerçantes. Le résultat a été l'image de leur prise en compte, prise en compte à été, dans l'ensemble, passible et très ordonnée. Parti peu après 17 heures de la place de la République, le cortège a emprunté une demi-heure pour traverser la Seine du pont d'Austerlitz, à atteint vers 19 h 30 la place Denfert-Rochereau, après avoir emprunté le boulevard de la Chapelle, Saint-Marcel et Arago. Le service d'ordre en tête de la manifestation, assuré notamment par des étudiants du centre universitaire de Nanterre (Paris-X), était, d'un bout à l'autre, d'une remarquable

ment touchés par la grève. En Corréze, la moitié des élèves des établissements secondaires sont en grève. Dans l'académie de Dijon, quarante des deux cent vingt-deux établissements de second degré étaient, vendredi 26 avril, touchés par la grève.

DEUX ÉCHecs

Le mouvement de protestation des étudiants contre la réforme du deuxième cycle universitaire a enregistré, cette semaine, deux succès et deux échecs.

Les succès : le maintien, l'extension même de certaines universités de la grève, malgré la pression gouvernementale et l'approche de la fin de l'année.

se de se détacher de Clermont-Cours sauvage — le matin dans la rue, au moment où quelqu'un qui dormait était atteint au monnaie-carbonade d'une pierre lancée par un agent en tenue et énergique des décharges. recourant à la violence, qui déclenche les mutineries multiformes sans qu'ils osent

qui pose la délicate question des examens. Rares ont été les unités où les cours ont repris (en droit, surtout). D'autre part, la démonstration, au cours de laquelle les manifestants ont brandi 23 avril, qu'on ne pouvait confondre les manifestants étudiants et lycéens — par dizaines de milliers — et les quelques centaines de jeunes qui profitent de ces occasions pour libérer leur penchant à la violence.

Les échecs. Cette manifesta-

régions, le mou-
vement de protesta-
tion Baby s'est
sûr, vingt-six
sont actuelle-

giers : ceux-ci étaient beaucoup

La distinction entre d'une part les formes de

L'appel lancé à Toulouse par la « coordination » étudiante a donc eu un certain écho dans les lycées et les collèges — où de nombreuses très grandes écoles ont adressé grèves partielles ont été déclenchées. Cette semaine, la lutte contre la « réforme Haby » y prenant le relais de celle contre le « arrêté Saurin-Sellé ». En revanche, il n'en a guère eu parmi les enseignants, même du supérieur, si l'on fait exception du Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.). C'est le second échec. La « grève générale » de l'éducation nationale « a plutôt fait sauter (ou hausser les épaules) les professeurs et leurs états-majors syndicaux.

Aussi sera-t-il désormais très difficile au mouvement des étudiants de continuer la lutte avec la même intensité. Le « coordination » — rassemblement des députés de toute la France — se réunit mardi 27 avril à Paris. Elle aura sa connaissance des positions et de la tactique des enseignants et des présidents d'université de gauche, qui se réunissent ce week-end à Orsay et à Amiens, et aura à déterminer si son tour une ligne d'action.

deuxième, le mouvement risque de s'accroître. Le manque de perspectives claires, la question des examens, la coupure étudiants-enseignants, l'inféxibilité gouvernementale, sont autant d'éléments qui peuvent amener un certain « pourrissement » de la situation. Aussi de nombreux militants étudiants, d'horizons divers, jugent-ils que désormais indispensable de prolonger la révolte actuelle par une organisation permanente, capable de prendre le relais des éphémères comités de grève. L'atomisation du mouvement étudiant en de multiples groupes sans cohésion, le dévalorisation du vœux d'unité de la UNEF (Union nationale des étudiants de France), rendent aujourd'hui par deux courants tout aussi politisés l'un que l'autre, l'apparition récente de nouveaux organismes (tel le COSEF, lié au parti socialiste), ne facilitent pas ce regroupement.

YVES AGNÈS

d'état de
er par que ces
ne passent
« caisseurs »
« manifestants »
de grands signes d'amitié au
détenus qu'on devinait par-dessus
les murs, derrière les fenêtres
grillées.

Entre 19 h. 30 et 20 heures, la
majorité des manifestants se ras-
sembler par les stations de métro
Mouton-Duvernet et Denfert-
Rochereau, la place Denfert-
Rochereau et le boulevard de
Général-Leclerc étant entière-
ment désertés. Quelques « mor-
ganisés », désireux malgré tout
d'en découdre et d'utiliser leur
force, se sont concentrés sur
l'avenue, où ils ont harcelé quel-
ques instants les forces de police,

« *Avril, sur
rié de ses
rable n'fut
tâtée vers
plus proche.* »

Les premiers
r de la rue
ortège resta
policiers, en
t à l'insigne
s, les yeux

criant : « *Nour, nour, nour, le
temps sera noir !* », avant que
celles-ci ne se déplissent, barrant
l'horizon. Le commandant Gaudin
Leclerc. Sur cette avenue, où tous
les commerçants avaient baissé
leur rideau de fer, régnait un
étonnant silence, dû à l'absence
totale de voitures. Le service
d'ordre étudiant sa mission ac-
complie, s'est engouffré dans le

Quelques instants plus tard, des forces de police extrêmement nombreuses investissent la place Carnot. Dans les rues Daguerre et Monton-Duverney, les manifestants sont attaqués à coups de pierres et de bouteilles, ripostant par un tir nourri de grenades lacrymogènes. Vers 10 h 15, les forces de police quittent la préfecture, stationnées rue Ernest-Cresson, se lançant à la poursuite des défilés, manifestations, rassemblements, qui ont été massivement ammenés dans des fourgonnettes.

Vers 21 heures, après une courte course boulevard Saint-Jacques contre un groupe d'une vingtaine de retardataires, les forces de police, qui avaient fait une impressionnante démonstration en chargeant pratiquement tout le quartier Denfert-Rochereau, quittent peu à peu le quartier.

La préfecture de police indique que soixante-deux personnes ont été interpellées pour éducation civique. Un certain nombre ont remis à la disposition de la police judiciaire, pour bris de vitrine à coups de barre de fer. Selon la préfecture de police, sept policiers

DOMINIQUE POUCHIN.

DOMINIQUE RHOMBRES

★ Terre Information, avril 1976,
14, rue Saint-Dominique, 75007 —
Paris.

YVES AGNÈS.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE

Une entreprise étranglée

Le tribunal de commerce de Libourne (Gironde) doit statuer, mardi 27 avril, sur le cas de M. Georges Baudou, ancien gérant et directeur général de la S.A.R.L. Baudou, qui a employé jusqu'à huit cents personnes. Sera-t-il condamné à combler sur ses propres deniers le passif de la société et à être mis en faillite personnelle ou, tout au moins, à se voir interdire de diriger ou contrôler toute entreprise commerciale ? Épilogue d'une histoire banale :

La S.A.R.L. Baudou, manufacture de caoutchouc spécialisée dans la chaussure, était, et est encore, une société familiale. A la mort de son père, en 1964, M. Georges Baudou, alors âgé de quarante et un ans, a repris une affaire qui, depuis sa fondation en 1910, s'était bien comportée. « L'origine, dans les années 50, je ne m'occupais que de problèmes techniques », explique M. Baudou. « J'ai inventé plusieurs procédés de fabrication, pour lesquels j'ai obtenu des brevets. Ce n'est que progressivement que j'en suis venu à m'occuper de la gestion. » En 1963-1964, l'entreprise connaît des difficultés croissantes. Un rapport d'expertise fait en 1968, à la demande de M. Baudou, par le cabinet Roux, de Bordeaux, en vue de négociations pouvant conduire à une « prise de participation ou à une absorption par une firme », conclut : « Il paraît hautement probable qu'une vision globale claire a fait défaut. »

Mais les difficultés de la société Baudou sont aussi celles qui affectent, déjà à cette époque, l'industrie de la chaussure. D'autres entreprises plus importantes connaissent une situation analogue. De plus, le blocage des prix des produits manufacturés inscrite en 1968 entraîne de sérieuses difficultés, alors que les salaires doivent augmenter et que s'élève le prix des matières premières.

La société s'endette et, en novembre 1966, les banques (Crédit lyonnais, B.N.P., Société générale) lui imposent, en la chassant d'arrêter l'ensemble de ses traites, d'accepter un mandat de vente à un acheteur non désigné par écrit, mais dont nul n'ignorait qu'il était M. Jean S. Ménasché, lié au groupe Perrier et à l'époque, président-directeur général de la société Mapa, le numéro un français des gants en latex, entreprise en pleine croissance.

Moratoire

M. Baudou demande donc à son ami M. Robert Boulou, alors secrétaire d'Etat, député de la Gironde (U.D.R.), maire de Libourne, principale ville de la région, d'intervenir auprès de M. Michel Debré, ministre de l'économie et des finances. Après enquête, le ministre des finances acquiesce à la conviction que M. Ménasché veut acheter cette société afin de s'emparer de son réseau commercial, et qu'il ne peut garantir le rachat de la société, une fois le rachat effectué, par la loi de l'Etat. Or l'entreprise Baudou est installée dans une région agricole, et le licenciement de son personnel aurait été, selon l'expression de M. Boulou, une « catastrophe » sur le plan local. Le ministre des finances refuse d'avoir l'opération et demande aux banques d'accorder à la société une nouvelle chance.

Un moratoire échelonné sur huit ans conclu en février 1967 permet de consolider la dette à court terme de la société. Mais, contrairement aux fournitures, les banques, voulant garder leur liberté, refusent de le signer. Après de nouvelles démarches, elles acceptent finalement les clauses, en échange d'un contrôle très strict sur les opérations de la société.

A partir de 1966, d'autre part, les contingents d'importation de bottes de caoutchouc en provenance de l'Europe de l'Est sont progressivement levés, pour être complètement supprimés en décembre 1969. Les prix de ces articles défilant toute concurrence, les difficultés de l'entreprise Baudou, dont les bottes sont la principale production, s'accroissent encore. M. Baudou lance de nouveaux produits, vend des immeubles improductifs, en gage d'autres, emprunte.

Il obtient, non sans mal, de la Fédération de la chaussure qu'elle dépose plainte auprès de la Commission de Bruxelles en dumping contre la Tchécoslovaquie. A l'intérieur de la famille Baudou, des dissensions apparaissent : deux des beaux-frères de Georges étant partisans de vendre. L'un d'eux obtient en justice une importante indemnité de licenciement. Il revient à la charge et demande cette fois, que M. Baudou, qu'il accuse de mauvaise gestion, soit démis de ses fonctions de gérant.

(Publié)

BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte »

Maths-Phys., Eco., Sc.-Nat., révisions intensives toutes sections. Formule « à la carte » proposée par D. Guermouper : 3 fols par semaine pour 5 h. de cours (150 f. les 6 semaines).

S.O.S. MATH - 97, bd Saint-Michel

Etablissement d'enseignement privé.

Tél. 226-92-94 - 226-90-75

une entreprise de taille moyenne connaît des difficultés financières ; les banques font pression pour que ses dirigeants acceptent l'absorption par un groupe plus important ; elles rencontrent une résistance et laissent à un tribunal de commerce le soin d'en venir à bout. Le cas de la société Baudou permet d'éclaircir certains aspects d'une procédure au cours de laquelle peuvent intervenir, à l'occasion, des responsables politiques.

Dans un premier temps, le curateur lui est favorable. Le 25 juillet, il fait, dans son rapport au tribunal, l'éloge de M. Baudou, montre que le budget de 1974 a été tenu et même dépassé, et attribue les difficultés de l'entreprise, qu'il juge « saines », à des circonstances indépendantes de la volonté de son gérant. Le curateur reproche aux banques leur attitude « rigide », ajoute que l'importance du passif financier est « démesurée » et que la société n'a pas échappé à ses concurrents. Il cite une offre d'une entreprise, la société CO-MASCO, qui soumette que les sociétés Hutchison et Jais participent à la reprise de l'affaire, mais qui assure ne pouvoir se décider avant l'automne. Il croit déceler un « piège », qui aboutirait à mettre la société Baudou en règlement judiciaire. « Dans cette hypothèse », conclut-il, « le démantèlement de l'entreprise ou la liquidation de la société, des associés, mais certainement au profit des futurs ou éventuels cessionnaires, paraît inévitable. »

Le curateur demande alors une audience au ministre des finances et à l'Elysée. Il est reçu par un collaborateur de M. Fournier, qui lui confirme (écrit le curateur) que l'attitude des banques paraît « déraisonnable ». M. Baudou, personnellement, et de « l'intérêt inavoué mais probable » que portent les banques à voir l'entreprise Baudou absorbée sans souci de garantie de l'emprunt, le ministre des finances pourrait éviter d'être « mis en cause dans la gestion des banques et, par conséquent, d'intervenir en faveur de la société Baudou ».

Et, quelques jours plus tard, ayant apparemment obtenu l'accord du ministre des finances, le curateur révoque M. Baudou de son poste de directeur général, lui écrivant que « les banques ont posé ce départ comme condition sine qua non à l'acceptation de la dette ». N'ayant aucune garantie, lui reprocher, il lui accorde une indemnité de licenciement. Le 30 août, la société est mise en règlement judiciaire.

Reste un problème de taille : M. Baudou doit encore payer sa mère, la majorité des parts. Il est donc en mesure de dire son mot. Une information judiciaire est alors ouverte contre lui. On reproche à M. Baudou d'avoir mis des chèques sans provision en paiement où les banques refusent de lui escompter ses traites. Cette information n'ayant, semble-t-il, pas abouti, le syndicat professionnel des banques a obtenu un concordat amiable, par lequel M. Baudou accepterait de ne plus s'immiscer en quoi que ce soit dans les affaires de la société. Il refuse.

En décembre dernier, après des incidents encore mal éclaircis, M. Baudou se plaint d'avoir reçu des menaces de mort — il est interné pendant une semaine à l'hôpital psychiatrique de Libourne. En janvier, il est assailli en comblement de passif et à être mis en faillite personnelle ou, tout au moins, à se voir interdire de diriger ou contrôler toute entreprise commerciale. Pour se donner les coudées franches, le tribunal de commerce de Libourne a refusé la date de cessation de paiements au 1er octobre 1973 (alors que la décision du tribunal de commerce de Bordeaux, le 27 juin 1974, accordant la suspension des poursuites, est en cours d'appel).

La société Baudou est aujourd'hui considérée par les banques comme « viable ». Elle commence à importer, comme Hutchison, des bottes d'extrême-Orient. Les beaux-frères jouent de nouveau un rôle actif. M. Boulou, toujours député de la Gironde et maire de Libourne, et dont les liens avec M. Ménasché se sont, depuis quelque temps, resserrés, nous a affirmé qu'Hutchison, elle-même en difficulté, ne s'intéresse plus à Baudou S.A.R.L., et qu'aucun risque d'absorption ou de liquidation n'était à craindre. Mais M. Baudou a dû s'opposer. A la fin de l'année dernière, à une décision des gérants demandant une augmentation de capital. En mars 1976, Baudou-S.A.R.L. a tenté d'absorber une entreprise de Fougères en difficulté. Ce sont deux indications de la présence, derrière une société en règlement judiciaire, d'un groupe financier.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

AU CONGRÈS DE BORDEAUX

L'audace prudente de l'Union syndicale des magistrats

Bordeaux. — En voulant préparer à long terme la voie d'une refonte générale du système judiciaire, en discutant à plus court terme les grandes lignes d'une révision du statut des magistrats et plus précisément en élaborant le projet d'une réforme profonde du Conseil supérieur de la magistrature, considéré comme l'organisme garant de l'indépendance de leur profession, les congressistes de l'Union syndicale des magistrats, réunis à Bordeaux depuis le 22 avril, se sont à plusieurs reprises, lors de leurs travaux en commission, répété ce conseil : « Il ne faut pas hésiter à paraître audacieux... » (le Monde du 24 avril). Ils ont paru ainsi vouloir se contraindre à des innovations radicales.

Mais ils ont aussi, souvent, rectifié la position en ajoutant : « Il ne faut pas se laisser, nos idées rencontreront une très forte opposition de la part des pouvoirs publics. Elles ne sont pas près d'être retenues. Le gouvernement ne se laisse pas aussi facilement dépouiller du pouvoir de contrôle qu'il exerce sur nous. » Paraphrasant paradoxalement l'exhortation de Danton aux révolutionnaires, les magistrats laissent tendre à travers leurs propos : « De l'audace, encore de l'audace... », mas modérément et sans illusions.

S'agit-il alors d'un exercice de réflexion tout à fait gratuit, d'un soul de réalisme excessif ou encore d'un

De notre envoyé spécial

constat désabusé ? Peut-être l'attitude de l'U.S.M. se déduit-elle assez bien selon ce dilemme, est embarrassé, ou cette hésitation à la contestation.

L'U.S.M. est, numériquement, une organisation largement majoritaire. Elle revendique un nombre d'adhérents au moins deux fois supérieur à celui du Syndicat de la magistrature (1).

En dépit de cet avantage du nombre et de son expérience, l'U.S.M. a quelque peu subi — indirectement — ces dernières années la loi du jeune mouvement fondé en 1968. Face à des prises de position nouvelles et à un dynamisme indéniable, l'ancienne organisation ne pouvait manquer de réagir, bien qu'il lui en coûtât. Par comparaison, l'U.S.M. risquait d'être taxée d'immobilisme et de conservatisme, d'autant que, à l'inverse de son concurrent, elle a toujours fait preuve d'une grande réserve à l'égard de toute politisation des problèmes judiciaires, en se faisant le défenseur d'une indépendance — tous azimuts — de la profession — encore réaffirmée lors de ce congrès.

Aujourd'hui, tout en souhaitant se démarquer d'un mouvement jugé sur de nombreuses options trop extrémiste, et tout en manifestant

son attachement aux traditions, l'U.S.M. ne peut ignorer certaines remises en cause nécessaires, et notamment les matières qui concernent la magistrature elle-même et que le Syndicat de la magistrature a contribué à mettre en évidence. Au même titre que l'enseignement par exemple, le juge n'occupe plus cette position d'autorité et de prestige qu'il avait autrefois. Le caractère quasi sacré et le respect que lui accordait l'opinion ont pratiquement disparu.

Les magistrats, comme les professeurs, pris entre une certaine déconsidération du public et les pressions du pouvoir, ont besoin de s'affirmer. « Notre indépendance, à laquelle nous sommes tous attachés, est devenue presque mythique et elle ne tient plus qu'à nos seuls mérites », a réaffirmé le 23 avril M. André Braunschweig, président de l'U.S.M. Nous sommes de plus en plus considérés comme de simples fonctionnaires.

Devant cette situation, et malgré sa discrétion coutumière, l'U.S.M. n'entend pas laisser au seul Syndicat de la magistrature l'appasage de l'imaginaire, d'autant que l'on se plaît à dire, dans les couloirs du congrès, que le syndicat est « en porte à faux ». L'Union donne alors l'impression d'avoir fait sien ce slogan : « On n'est peut-être pas de gauche, mais nous avons assez des idées. »

Des idées, il y en a eu au congrès de Bordeaux, mais elles n'ont pas toutes connu un sort égal. L'U.S.M. n'a pas toujours pu être en mesure de se lancer résolument dans la remise en cause de la profession et du système judiciaire, comme certains de ses animateurs l'y ont invité. Cette institution déjà ancienne semble ne pas pouvoir se préparer à se réformer plus rapidement qu'elle ne s'est résolue à se transformer en choisissant récemment l'étiquette syndicale (2) — là encore en se déterminant par rapport à l'option de l'organisation concurrente.

Déclarations d'intentions

Si M. Braunschweig a pu faire admettre son projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature qui est à sa façon un véritable défi à la « hiérarchie » et au pouvoir politique, il n'en a pas été de même pour la proposition — liée à ce projet — de soustraire en partie les magistrats du parquet à l'autorité du ministère de la Justice. Le rapport présenté à ce sujet par l'union régionale de Poitiers a été approuvé, mais son contenu renvoyé à l'examen d'une commission permanente. La même solution a été adoptée pour le projet d'un « code des droits de l'usager », qui prévoit notamment de faciliter l'accès financier au procès, en suggérant la création d'un « crédit judiciaire » ou de suspendre, pour certains condamnés, l'application des dispositions de la contrainte par corps, afin de faciliter la réinsertion sociale de ces derniers. Quelques-uns de ces rapports ont été jugés insuffisamment préparés, mais il n'en reste pas moins vrai que, au niveau de la recherche même, l'audace a été déifiée au profit de motions vagues ou de simples déclarations d'intentions.

FRANCIS CORNU.

(1) L'U.S.M. déclare compter plus de deux mille adhérents sur près de quatre mille cinq cents magistrats en poste.

(2) L'U.S.M. dont c'est le premier congrès, a remplacé en 1974 l'Union fédérale des magistrats, fondée trente ans plus tôt.

Le Syndicat de la magistrature et la C.F.D.T. protestent contre la « chasse aux sorcières »

Après la publication, dans le Monde du 22 avril, sous le titre : « Une charrette-bis à la chancellerie », d'informations faisant état d'une « chasse aux sorcières » à la chancellerie, le Syndicat de la magistrature a publié un communiqué dans lequel il « s'élève contre les mesures discriminatoires prises ou envisagées à l'encontre de plusieurs magistrats en raison de leur appartenance politique ou syndicale ou à la suite de pressions de groupes professionnels ».

Le syndicat « souligne le caractère inadmissible de certaines décisions ou projets, dont une mutation d'office manifestement étrangère à l'intérêt du service, et rappelle que les magistrats et fonctionnaires, s'ils ont tenu tout naturellement à la loyauté, n'ont pas à faire acte d'allegiance au gouvernement en place, et que, en revanche, ce gouvernement est tenu de respecter leur liberté d'opinion, conformément aux principes républicains et à la Déclaration des droits de l'homme ».

Trois jeunes filles, qui transportaient un sac contenant des engins explosifs de fabrication artisanale, ont été appréhendées vendredi matin 23 avril, rue de la Calixte, à Paris (14^e), en plâches sous mandat de dépôt. Elles ont affirmé qu'elles venaient de trouver ce sac dans la rue.

L'une d'elles, une jeune Grecque de dix-sept ans, était en possession d'une carte d'identité volée au nom de Françoise Nicolas. Les deux autres sont de nationalité française. Il s'agit de Françoise Laharde, vingt ans, étudiante, et de Nicole Benoist, vingt-trois ans, marchande foraine.

Deux garçons ont, d'autre part, été inculpés, après la manifestation des lycéens de jeudi, de violences à agent. Il s'agit de Michel Lux, dix-huit ans, élève dans une école de radio, et André Bouguerre, employé de perception.

Les nominations de magistrats — Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni le vendredi matin 23 avril, a donné son avis favorable à trois nominations : celle de M. Edmond Astraud, premier président à la cour d'appel de Bastia, nommé conseiller à la cour d'appel d'Orléans, et celle de M. Jean Bracquemond, président de chambre à la cour d'appel de Paris, nommé premier président à la cour d'appel d'Orléans, et celle de M. Pierre Certin, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, nommé premier président à la cour d'appel de Bastia.

Vingt-deux mille huit cent trente-six morts, soixante-dix sept mille blessés, deux cent cinquante mille maisons détruites, plus d'un million de sans-abri, 748 millions de dollars matériels (1.515 millions de francs de dégâts matériels) : tel est, selon un rapport des Nations unies publié le 22 avril, le bilan du séisme survenu le 4 février dernier au Guatemala. A la date du 12 avril, 50 millions de dollars (125 millions de francs) avaient été envoyés à ce pays sinistré par divers pays et organisations humanitaires. — (A.F.P.)

Le syndicat « s'inquiète d'une tendance qui semble annoncer que le gouvernement serait prêt à se lancer dans une campagne d'oppression dans l'administration, sanctionnant ainsi un véritable régit d'oppression, à l'instar d'un maccarthysme ou de la « chasse aux sorcières » qui se développe actuellement en R.F.A. et dans d'autres pays d'Europe », et « dénonce la tentative d'appropriation croissante de l'Etat de l'administration et de la justice à des fins politiques partiales ».

Enfin, le syndicat « demande au garde des sceaux de respecter la tradition démocratique française et de s'opposer au projet de mutation d'office envisagé et à toute discrimination dans l'exercice des responsabilités professionnelles ».

De son côté, le syndicat C.F.D.T. de l'administration centrale du ministère de la Justice « constate que les atteintes aux libertés d'opinion et d'expression et aux droits syndicaux, devenus pratiques courantes depuis quelque temps contre les travailleurs des entreprises, sont en train de s'étendre à la fonction publique. Des délégués syndicaux sont licenciés sous la couverture abusive de motifs économiques, des travailleurs sont traduits en justice au garde des sceaux de respecter la tradition démocratique française et de s'opposer au projet de mutation d'office envisagé et à toute discrimination dans l'exercice des responsabilités professionnelles ».

Le syndicat C.F.D.T. ajoute : « A de légères aspirations, le gouvernement se montre incapable de répondre autrement que par la répression. L'extension des pratiques d'oppression dans la fonction publique traduit-elle la volonté du gouvernement de transformer les fonctionnaires en objets dociles, chez lesquels seuls seraient autorisés les points de vue conformes aux siens ? »

POLICE

RÉUNI EN CONGRÈS A BAGNOLET

Le Syndicat des commandants et officiers souhaite une meilleure distinction entre prévention et répression

Le congrès du Syndicat des commandants et officiers de la police nationale a terminé ses travaux le vendredi 23 avril à Bagnolet (Seine-Saint-Denis). De ces trois jours de débats, ressortit que le S.C.O. est opposé aux projets et suggestions parfois évoqués au cours des derniers mois et préconisant une unification des corps en civil et en tenue composant la police. La police nationale, affirme au contraire le S.C.O., devrait être fondée sur la reconnaissance de deux fonctions impliquant des structures distinctes : l'une criminelle et de renseignement, l'autre essentiellement préventive.

Pour ce qui concerne la police à vocation préventive, les congressistes ont précisé, dans leur résolution finale, « que celle-ci devrait être confiée à la police en tenue, exerçant ainsi ses attributions de façon ostensible, et constituée en deux corps ».

1) La police territoriale à vocation urbaine, chargée d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

2) Le corps des compagnies républicaines de sécurité, élément civil de la force publique à compétence nationale et hiérarchique homogène, placé à la disposition du gouvernement de la République pour le service de la loi.

D'autre part, les commandants et officiers de la police nationale se sont déclarés unanimement « attachés aux principes républicains et démocratiques qui ont défini le sens et la vocation de la force publique garante des droits et des libertés et déplorent les atteintes portées à ces principes fondamentaux par les structures et le fonctionnement actuels de la police nationale ».

Enfin, les commandants et officiers de la police nationale ont dénoncé « la confusion des fonctions administratives et judiciaires revendiquées et exercées par les commissaires de police en violation des principes constitutionnels et au détriment de l'intérêt du citoyen ».

محكمة الاستئناف

Le Monde aujourd'hui

Relaxation

YOGA, QUAND TU NOUS TIENS

ENCORE tout agités de la frénésie de la ville et de la fureur de la journée de travail, nous nous allongeons dans la pénombre, sur nos nattes de caoutchouc. Nous mettons les bras en croix et nous fermions les yeux. Les hommes ont des maillots de bain multicolores. C'est tout, ce que nous pouvons dire les uns des autres. Il n'y a pas de ségrégation sexuelle, chacun s'allonge au hasard. D'ailleurs, peu importe le voisin ou la voisine. Nous sommes là pour nous-mêmes. L'idéal serait d'être incapable, à la fin de la séance, de décrire un seul des participants, et de pouvoir affirmer en toute innocence : « Mais j'étais seul, comme toujours... »

« Doucement »

Le professeur (ce terme est idiot, mais « gourou » est trop folklorique et « guide » ou « maître » trop prétentieux), en chandail à col roulé et pantalon de velours, se déplace pieds nus sans bruit. A vrai dire, nous ne savons pas très bien où il est dans la salle. C'est seulement sa voix que nous suivons, sa voix qui, de séance en séance, dit la même chose avec les mêmes mots et le même timbre indien, tranquille, serein, un peu irrité. Le mot à pointer toutes les phrases est « doucement ». Oui, doucement, les Occidentaux tendus que nous sommes, aussi doucement que nous pouvons, car, naturellement, nous faisons toujours trop vite : « Levez une jambe à la verticale, doucement ; attrapez la cheville avec les mains, doucement », etc. Et nous, les habitués, nous gardons maintenant les yeux fermés pendant une grande partie de la séance, nous entendons la voix venue d'ailleurs comme une litanie fraternelle et nous ne sommes plus étonnés quand, pendant une posture, la main du professeur vient nous redresser une épaule, ou nous déplacer un pied, ou, simplement, poser deux doigts sur nos vertèbres sans faire aucun commentaire.

Salutation au soleil, posture de l'arbre, de l'arc, du chameau, de la charrie, du cobra, postures assises, postures sur le dos, postures sur le ventre, torsions, re-

cherches d'équilibre, respiration consciente, alternée, et enfin, au bout d'une heure, la récompense : la relaxation.

Nous avons remis un chandail pour être plus confortables dans l'immobilité. Nous glissons sur le dos, bras écartés, paumes ouvertes, une serviette couvre nos jambes, nos yeux sont plus fermés que jamais, le corps et la tête donnent peu à peu la sensation d'entrer dans le sol, tellement ils s'allourdissent. Les bruits extérieurs ne nous atteignent plus. Personne ne bouge, le silence est concret, palpable, et, au cœur du silence, la voix indienne parle lentement, phrase après phrase, phrase-silence, puis phrase-silence, chaque mot bien détaché du suivant, mais léger, très léger, comme un murmure qui coule : « Prenez conscience de vos pieds, les doigts des pieds... maintenant les mollets, les genoux... l'extérieur et l'intérieur des cuisses... les mains, chaque doigt... le bassin, la poitrine, le cou... le menton, les joues, le nez... détendez les joues, les ailes du nez... desserrez les mâchoires, les lèvres ouvertes, un peu pincées, les paupières souples... relâchez votre menton... Accompanyez la respiration, suivez le chemin de l'air qui entre dans les poumons... et qui diffuse l'énergie dans tous les points du corps... »

Plus de colères

Et puis la voix s'arrête, et plus rien n'existe alentour pendant un temps privilégié. Nous sommes seuls, abandonnés, dans la paix du sol. Des images de campagne, de rivières, nous traversent la tête. Il n'y a plus de conflits, de tensions, de colère. Plus de pollution, de foule, de course. Plus de mépris pour quiconque, plus d'image de marque à défendre, plus d'esclavage stérile contre les autres. Celui qui voudra nous doubler tout à l'heure en voiture, eh bien ! qu'il double, le malheureux ! Il y a nous-mêmes avec nous-mêmes, notre corps retrouvé, morceau par morceau, puis rassemblé, euphorique, jeune, lavé, éternel, bien, très bien... Jusqu'à ce que la voix reprenne, lointaine, presque inaudible, et dise quelque chose de très court, comme : « Voilà ! vous pouvez aller... »

OLIVIER RENAUDIN.

Natalité

Mlle ROSE

A YANT entendu dire que l'État allait faire un effort en faveur de mères célibataires, Mlle Rose s'est rendue à la mairie pour y déclarer ses quatre enfants.

« Quatre fois fille-mère, comme vous y êtes ! s'est exclamé le fonctionnaire ébahi. Oui, ça vous raporterait un joli paquet de vos quatre enfants avec vous. Mais tant qu'ils restent à la Maternité, vous ne pouvez rien toucher ici. »

Nullément découragée, Mlle Rose a décidé de redoubler d'efforts pour réunir les siens en France. Depuis deux ans qu'elle travaille à Paris, employée de maison chez une vieille dame riche, elle tourne et retourne ce problème dans sa tête. D'abord, le mariage lui a paru la solution la plus facile. A vingt-huit ans, vaillante et jolie, elle attire les hommages. Mais les prétendants prennent la fuite quand ils découvrent que leur future cache quatre enfants dans sa manche et qu'elle compte, en outre, faire venir sa mère, qui n'a jamais eu de mari, elle non plus.

Dans notre famille, ça s'est toujours passé comme ça, dit Mlle Rose. Et pourtant, on n'a jamais reçu de prime.

Puisque les hommes se débrouillent, puisque sa patronne n'a pas la place de loger cinq personnes supplémentaires, Mlle Rose cherche un autre métier et un toit. Elle a des relations dans les P.T.T. et dans les hôpitaux. Ces deux secteurs seraient disposés à l'utiliser mais pas hélas à lui fournir un abri, à elle et aux siens.

Avec mes allocations, je pourrais payer un loyer, prétend Mlle Rose. L'ennui, c'est qu'il faut d'abord amener tout le monde ici.

Comment sortir de ce cercle vicieux ? A la radio, à la télévision, elle a entendu des gens importants s'alarmer de la diminution des naissances, dans l'Hexagone. À les en croire, il n'y aura bientôt plus assez de jeunes pour payer les retraites. Le pays lui-même risque de disparaître dans un naufrage qui menacerait toute la civilisation de l'Occident. Ce genre de propos fait battre le cœur de Mlle Rose. Des bébés, elle sait où il y en a, treize à la douane, et gentils et malins... à preuve, elle vous montre les photos de ses petits.

En plus, ils sont Français, ajoute-t-elle. Et ils ne demandent qu'à venir. Chez nous, il n'y a pas de travail.

Après mûres réflexions, Mlle Rose a résolu d'écrire au président de la République.

GABRIELLE ROLIN.

Travail manuel

DES AMBASSADES A LA MENUISERIE

EN salopette et casquette, le menuisier s'affaire dans les appartements de l'ambassadeur à Paris d'un pays d'Amérique du Sud. Une nouvelle bibliothèque va être installée et l'entreprise chargée des travaux a autorisé l'artisan à récupérer les rayons de l'ancien meuble. La femme de l'ambassadeur, à la recherche d'un livre, découvre le menuisier dans le petit salon, échange quelques mots avec lui et quitte la pièce pour aller accueillir son père. C'est curieux, lui dit-elle, je viens d'arriver à Paris et il me semble avoir déjà rencontré ce menuisier.

Le père pénètre à son tour dans le salon, le moustachu à casquette se retourne, un peu gêné. « Louis, mais que faites-vous là dans cette tenue bizarre ? », s'exclame le vieil homme qui se saute de l'artisan et lui octroie une chaleureuse accolade. Leur dernière rencontre ? En Amérique du Sud, à l'ambassade de France où Louis exerçait des fonctions diplomatiques. Devant un verre de « Pisco », pris de s'expliquer, il raconte brièvement pourquoi il avait abandonné la carrière au profit de la menuiserie.

Aventure singulière certes, mais aussi témoignage sur ce travail manuel dont la revalorisation est à l'ordre du jour.

L'itinéraire de Louis est, à ses débuts, parfaitement classique : jeunesse bourgeoise aisée, études à sciences-po, entrée au ministère des affaires étrangères, postes dans le tiers-monde, essentiellement en Amérique du Sud. Puis, c'est l'évolution idéologique, l'embarras prise de conscience : cette culture française qu'il était chargé de promouvoir lui apparaît épuisée les schémas du colonialisme, du paternalisme, qu'il refuse désormais. Il demande à rentrer en France et prend la direction d'un important centre culturel : « En deux mois, je me suis retrouvé devant les mêmes problèmes, mon travail consistait à imposer — comme supériorité sur latino-américains — cette culture officielle des ruraux français, culture qui n'était pas la leur alors qu'ils en possédaient une autre, ignorée, dédaignée... »

Il démissionne en s'accordant un an de réflexion. Matériellement c'était possible : un peu d'argent, une femme professeur, et dans une bourgade de la Marne, une vaste demeure qu'il entreprit de restaurer, ce qui présentait l'avantage supplémentaire de justifier, aux yeux des

enfants, sa présence à la maison. « J'étais si heureux de bricoler que j'ai été tenté d'adopter un métier manuel. J'ai joué quelque temps avec ce projet qui me paraissait énorme et faisait sourire tous mes amis. Mais plus je l'examinais, plus il me séduisait et, au mois d'octobre, je me suis présenté à l'Agence nationale pour l'emploi, demandant à effectuer un stage de menuisier. »

Il réussit les tests et on l'envoie en stage à 100 kilomètres de chez lui, un internat avec dortoir, réfectoire, ateliers. Ils sont quinze par section, des jeunes en majorité, qui ont accumulé les échecs. Lui, à quarante ans et parvient à obtenir huit mois plus tard son C.A.P.

Il y a maintenant un an qu'il est installé, juste en face de sa maison. Il travaille seul, espère pouvoir bientôt gagner 2 000 francs par mois, car les commandes sont nombreuses.

Comment les habitants de la petite ville l'ont-ils accueilli ? « Bien, l'entreprise locale ne fait que de la menuiserie neuve : pose de parquets, de fenêtres. Moi, j'ai choisi le « sur-mesure », je fais tout ce dont on a besoin dans une maison, le placard d'encolure, l'escalier hollandais, les bancs... »

Mais quand on lui parle de « créativité », de la joie de créer des objets qui peuvent expliquer son choix, il se met en colère : « C'est encore une vue d'intellectuel, il nous faut absolument trouver une excuse au travail manuel, on le justifie donc en parlant de matériaux nobles, de créativité, alors que l'important c'est de travailler de ses mains. J'éprouve autant de joie à réaliser une mousture qu'une table, à raboter une planche qu'à installer la bibliothèque. Ce que j'aime dans le travail manuel, c'est l'adaptation entre la pensée et le geste, la nécessité de faire travailler en même temps le corps et l'esprit et par là même le bonheur de découvrir son propre rythme. Dans nos civilisations idéalistes, on imagine toujours que le cerveau commande la main, mais on ne soupçonne pas que l'esprit apprend aussi à vivre par la main... »

Louis ne porte pas dans son cœur les stages d'artisanat d'art. « Quelques fois blancs se retrouvent entre eux le temps des vacances pour concurrencer, puis et épuisés, mais cette activité ne débouche pas sur la vie quotidienne. La plupart retournent dans leurs bureaux, quelques-uns s'établissent en Provence ou en Corbière, mais, à mon avis, ils deviennent alors des travailleurs à

domicile, et non de véritables artisans. On leur échète des objets finis, tandis que le service essentiel rendu par l'artisan consiste à permettre à l'individu — en s'occupant de ses besoins, de ses goûts — de participer à l'élaboration de l'objet, donc d'agir sur l'environnement. » Louis invite toujours ses clients à venir travailler un moment avec lui : « On s'explique mieux en faisant les choses ensemble, on devient amis. » Les efforts actuels pour revaloriser le travail manuel laissent Louis le menuisier sceptique. « C'est encore du paternalisme. Pour le valoriser vraiment, il faudrait d'abord consentir à abaisser le travail intellectuel... »

RÉGÈNE GASBÉY.

Portrait

BERNADETTE ÉCRIVAIN PUBLIC

LE vieux Lyon, côté Saint-Georges, celui où vieux ne veut pas dire antiques mais vétustes. Entre l'épicerie arabe et le bistrot, une petite boutique vert empire. Dans la vitrine, un écrivain et une plume et sur la table, à l'intérieur, plus prosaïque, une machine, à écrire.

C'est là que Bernadette Pourtier, la trentaine frisée et résolue, officie. Elle est écrivain public.

Étre écrivain public en 1975, c'est être exactement le contraire d'une machine à rédiger des lettres. Ce métier se situe quelque part à la frontière entre l'assistance sociale, le conseil fiscal (mini-budgets) et la psychothérapie.

Les gens viennent tous pour des problèmes d'argent. Ils se sont laissés engluier dans les papiers de la Sécurité sociale, ils sont accablés par les lettres des allocations familiales, ils sont incapables de rédiger leur déclaration de revenus, ils doivent de l'argent, ils veulent s'en faire rembourser... Ils viennent, ils s'assoient, ils expliquent et ils parlent. De « pourquoi ? » en « comment ? », ils se laissent aller, se confient, se racontent. Bernadette Pourtier écoute. Attentive, intelligente et femme, elle inspire confiance et attire la confiance.

Les petites bourgeoisies viennent chez elle avec un papier « de la Sécurité » — qui leur sert d'ali et elle égrène le chapelet de leurs malheurs et de leurs velléités. Turbulent, espérer, essayer, renoncer, raconter, et recommencer le lendemain. A côté des confidentes de la matinée, des professeurs, des docteurs, des pharmaciens, que le courrier rebute. Et puis la longue procession de ceux pour qui l'écrivain public est un besoin : Algériens, Tunisiens, Marocains, Espagnols, Turcs, Grecs... Illégitimes, incompréhensibles. Ils ont besoin de ce rempart contre l'impudence de l'administration.

Étre écrivain public, c'est sans cesse aller au-delà de l'imprimé, c'est dire tout tellement quelle commet des erreurs, payer aux impôts, c'est décrocher le fond de la solidité ou un lambeau de ratelle pour un vieux, c'est être un médiateur concret et efficace. Mais il faut aussi prendre le temps d'écrire (gratuitement) au Père Noël, prendre le temps d'une lettre de rupture ou d'une déclaration d'amour.

La lettre n'est que l'ultime maillon d'une chaîne de petites drames et de petites joies. Accepter de l'écrire c'est accepter de tout savoir. Et accepter de tout savoir, c'est poser comme a priori que l'on se fait. Tous les clients ne sont pas blancs comme neige et certaines de leurs lettres seraient bien précieuses...

La police et l'URSSAF sont venues chez Bernadette Pourtier. Le secret professionnel l'a toujours emporté. Les clients sont restés. Les seuls à ne pas franchir la porte sont les candidats aux lettres anonymes et ils sont plus nombreux qu'on ne l'imagine.

Pou, faire faire une lettre (papier, enveloppe et timbre fournis) il en coûte 10 francs. Si l'on songe que le client reste parfois une heure ou une heure et demie, c'est ridiculement peu. Il n'y a pas de choix : augmenter les tarifs, c'est chasser ceux qui ont les plus gros besoins. Il faut vivre de peu et espérer être un jour subventionné.

Un matin, un client s'est mis en colère au moment de payer : « Puisque c'est public, a-t-il dit, c'est gratuit. » Il ne manquait pas de bon sens, mais il ignorait que l'écrivain n'est pas un service.

PAUL FOURNEL.

Au fil de la semaine

POUR avoir fait écho ici il y a quelques semaines à une mise en garde contre le mauvais usage de la science (1), nous avons encore que pour avoir, auparavant, parlé du livre de Remy Chauvin, « Les Surdoués » (2).

Voici que Remy Chauvin récidive, et nous avec lui. Il publie un nouvel ouvrage qui s'intitule « Du fond du cœur » (3). Il s'agit cette fois de retracer son propre itinéraire, le cheminement qui a conduit le gamin qui aimait les chemins creux de sa Moyenne natale et les soirées au coin du feu à devenir à dix-neuf ans ce célèbre biologiste, professeur en Sorbonne, directeur du laboratoire d'écologie à l'École pratique des hautes études. Itinéraire spirituel surtout d'un homme de science qui a gardé la foi non à cause mais malgré son éducation religieuse et qui se montre aussi libre dans « sa croyance fort irrationnelle en l'autre monde » qu'à l'égard des prêtres et des Églises que des savants et de la communauté scientifique.

Mais laissons de côté ces réflexions philosophiques et religieuses, même si elles sont le sel du livre : elles ne sauraient se résumer, il faut les lire. On trouve aussi, au fil des pages, une foule de notations sur la science et les savants qui rejoignent notre débat. Un débat dans lequel Remy Chauvin sera, est déjà controversé, contesté : il en a l'habitude, et il ne peut en être autrement. On entend d'ici les « Certes, mais... », les « Oui, à ceci près que... », les « Peut-être, mais néanmoins... » des chers confrères. Peu importe : il n'est pas dans notre propos de dire qui a tort et qui a raison dans cette affaire, mais simplement de relever quelques propos non conformistes et quelques réactions atypiques sur le sujet qui nous occupe.

Comment devient-on un homme de science et à quel moment de sa vie Remy Chauvin l'est-il devenu ? Le jour de Noël 1923. Il avait dix ans. Il a trouvé ce matin-là, dans ses surlignes, deux livres de Jules Verne, « De la Terre à la Lune » et « Autour de la Lune ». Révélation foudroyante. Il écrit : « La fièvre allumée en ce jour de Noël ne s'est jamais éteinte. » D'autant qu'il fait, très peu de temps après, une autre découverte, celle du livre de chimie de sa mère du temps qu'elle préparait son brevet. Premières expériences artisanales, audacieuses et balbutiantes : une vocation, si de mot à un sens, une passion plutôt, est née.

Elle le conduira à travers la crise de l'adolescence qu'il décrit admirablement, puis ses études supérieures, dans un laboratoire où il prépare sa thèse de doctorat. Quelle joie et quelle fierté ! Joie d'aborder l'admirable instrument de la science expérimentale, le plus merveilleux peut-être qu'aient jamais forgé les hommes et qui peut servir à tout si nous l'employons sans aucun préjugé. Fierté d'entrer dans la communauté des savants, que le jeune homme imagine « comme des prêtres vêtus de robes blanches... qui marchent lentement dans les allées du bois sacré, scrutant avec sagesse les replis du vaste univers ».

Quarante ans plus tard, comment voit-il ces savants qu'il imagine guidés par le souci exclusif de la vérité ? Hélas ! Il les a

L'HOMME DE SCIENCE

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

vis de trop près et trop longtemps. La joie de partir à la quête du réel au fond du laboratoire est demeurée intacte. S'il avait dix vies, Remy Chauvin les passerait dans les laboratoires. Quant aux hommes, il a connu « deux ou trois sages » qui ne l'ont pas déçu. C'est tout, et c'est peu. Car les autres, pour la plupart dit-il, n'aiment pas vraiment la science, ont le cœur sec et plein d'envie, l'imagination atrophiée, sont avides d'honneurs, ce sont des mandarins aux assertions tranchantes qui prétendent détenir la vérité... Le verdict est sévère, sans appel.

Ces hommes, qui dans leur majorité ne possèdent guère de sagesse, pas plus en tout cas que le commun des mortels, disposent d'une puissance considérable et sans cesse accrue. Cette disposition entre la médiocrité relative des savants, tels que l'un d'eux les décrit, et leur immense pouvoir contribue à engendrer la peur de la science. Ainsi, tandis que « la science et la connaissance ne peuvent engendrer aucun mal, on ne peut que les chérir... les hommes vaniteux, médiocres et puissants peuvent détériorer l'humanité ».

Pourtant, Remy Chauvin garde l'amour de la science chevillé au fond du cœur, et c'est cela qui fait la chaleur, la beauté, de son livre, même si on ne le suit pas en tout. Cet amour, ce n'est en somme, confesse-t-il, que « le goût de l'aventure, du mystère et de l'étrange ». Mais quelle aventure exige à la fois, comme celle-là, l'imagination la plus débriolée alliée à la méthode la plus rigoureuse ? Trop souvent, estime l'auteur, les savants ne possèdent que la deuxième de ces qualités. Ce sont alors, et c'est le cas de beaucoup, d'admirables ouvriers, mais des ouvriers seulement, qui savent superbement effectuer une opération très délicate où leur habileté confond l'esprit. Ils en sont très fiers et passeront toute leur vie à tourner le même bouton...

Un autre étonnement : le professeur du fossé qui sépare les hommes de formation littéraire des hommes de formation scientifique. Remy Chauvin lui-même se déclare stupéfait de ce qu'il a découvert dans ce domaine, notamment dans l'univers des sciences humaines : une confusion, une bouillie d'« idées » où se combinent mordanisme, structuralisme, gauchisme ; pas de distinction entre la notion de fait et la notion de preuve et même l'absence de notion de mesure ; importance exclusive conférée à l'univers du discours, mépris du raisonnement discursif, facilité avec laquelle une phrase élogieuse est prise pour une preuve.

Alors que faire ? Ne rien accepter sans examen de la méthode par laquelle un fait pourra être prouvé ou non, avec définition de la preuve : voilà la règle d'or, la racine de toute recherche. Et puis, au-delà de cette quête, la certitude qu'il existe une porte quelque part en ce monde même et qu'elle ouvre sur ailleurs. Voilà, au milieu des souvenirs, des confidences, des procès et des croyances, le legs d'une vie, le bilan d'un homme de science.

(1) En parlant du livre de Gérard Bonnot, la Vie d'est autre chose, les hommes malades de la science (Le Monde daté 8-9 février 1976).
(2) Dans le Monde daté 6-7 juillet 1975.
(3) Retz, éditeur (114, Champs-Élysées, Paris-8^e), 186 pages, 39,50 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier

Journal de Genève

Clowneries pédagogiques

« La commune des Verrières, dans le Val-de-Travers, raconte le JOURNAL DE GENEVE, a été le lieu d'une expérience inédite : sous les auspices du Centre de loisirs de Neuchâtel, un stage de clownerie à l'attention des adultes. Son animateur a été le clown blanc « Troc », alias José Betrix, jeune Lausannois de vingt-six ans, révélu au grand public l'an dernier par le cirque Knix.

Le cours se propose de faire découvrir aux adultes leurs potentialités dramatiques au travers d'un langage multiple, puis-qu'il allie l'expression corporelle, la pantomime, à l'expression orale et au langage des masques.

« Troc » a eu huit élèves, sept enseignants et un enseignant. « Troc » s'intéresse beaucoup à cet aspect de son métier, et il a tourné récemment dans les classes de Suisse romande avec un spectacle, « Bidule ». Il souhaite donner aux enfants le sens d'un comique plus fin que celui de la grosse farce ou de la grosse plaisanterie. Au programme de la semaine des Verrières : les différentes techniques d'expression corporelle — gymnastique, mime, commedia dell'arte, — le maquillage, l'improvisation et la mise en scène d'arguments traditionnels.

Malgré la modeste audience de ce premier cours, José Betrix se propose de renouveler l'expérience.

WASHINGTON POST

« Bardot », de Varsovie

« Parmi les films les plus appréciés des habitants de Varsovie, ce printemps, écrit le correspondant du WASHINGTON POST en Pologne, on trouve l'Arnaque, l'Aventure du Posidon et Armageddon. Les Varsoviens attendent avec impatience l'arrivée des Dents de la mer et du Parrain 2. (...) »

Les autorités polonaises sont très fières d'offrir à leurs compatriotes les dernières productions de la presse et du cinéma occidental : c'est ce qu'un jeune communiste polonais appelle, avec un clin d'œil, « faire de Varsovie le Paris de l'Est ». L'une des contributions françaises actuelles les plus remarquables à Varsovie est un magasin de lingerie féminine baptisé « Bardot ».

1 015 numéros de l'hebdomadaire américain « Newsweek » arrivent chaque semaine en Pologne (contre 281 en Union soviétique, 545 en Hongrie et 161 en Tchécoslovaquie). On pouvait voir récemment à Varsovie huit films américains, deux français, un britannique et un italien — ce qui n'est pas mal pour une ville de 1 300 000 habitants (...).

Il y a cependant des limites à ce libéralisme, note le quotidien américain : « Récemment, quand la couverture de « Newsweek » a représenté une caricature de Leonid Brejnev, la langue pendante, essayant d'enfoncer un clou dans un trou rond, seuls quelques officiels sélectionnés ont reçu leur numéro. »

New NIGERIAN

Macbeth à Lagos

La culture britannique peut laisser des traces surprenantes : le quotidien de Lagos, NEW NIGERIAN, a ainsi publié, en mars, le jour de l'exécution publique des trente-deux conjurés du coup d'Etat manqué du 13 février, l'article suivant :

« Le gouverneur militaire de l'Etat de Bornou, le lieutenant-colonel Suhari, a déclaré qu'il était opportun de jouer « Macbeth » dans tout le pays, car la pièce prouve que le crime d'Etat ne paie pas ». La pièce de Shakespeare, a dit le lieutenant-colonel, montre l'effet d'un complot aussi semblable à celui que nous venons de vivre (...). Comme Macbeth, Fignoble Dimka a cru qu'un peu d'eau — en l'occurrence l'acier du général Muntala — était pro-communiste — effaçait son acte honteux. Mais la vérité est apparue à Muntala — comme la forêt de Dunsmuir — sous la forme de l'avance des troupes loyalistes vers les studios de la radio. Il s'est alors enfui comme un lâche. Aujourd'hui, les conspirateurs, comme lady Macbeth, savent que tous les parfums d'Arabie ne laveront pas leurs mains. »

Daily Mail

Il n'y a plus de Saison

Les choses ne sont plus ce qu'elles étaient ! Le DAILY MAIL verse un pleur sur la fin de ce qui fut la brillante « Saison » de Londres.

« Depuis dix ans, écrit le quotidien anglais, le bal de la Saison s'est affaibli pour s'éteindre presque totalement. L'année dernière, il n'y avait plus qu'une centaine de « débutantes » : il y a dix ans, elles étaient encore plus de trois cents. Le commencement de la fin date de 1958, lorsque la reine a retiré son patronage à cet événement mondain qui commençait chaque année en mai et durait environ trois mois (...).

La tradition remonte au XIV^e siècle, lorsque les familles nobles, mais pauvres, prirent l'habitude d'envoyer leurs filles à la cour dans l'espoir qu'elles y rencontreraient des maris nobles et riches, capables de redorer la blason familial.

La liste des bals et des cocktails privés annoncés cette année par le Times ne comporte que quatorze noms. Il y a dix ans, il y en avait près d'une centaine.

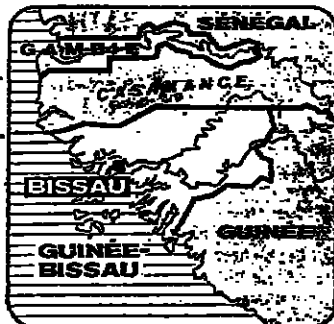
Autrefois, la Saison faisait travailler à pleins bras les couturiers, les traiteurs, les fleuristes, les photographes de Londres. (...) »

Miss Sylvia Darley, présidente du comité pour le bal de la reine Charlotte — l'un des plus huppés — gémit : « Aujourd'hui, on porte du coton même le soir : de nos jours, la robe était obligatoire. (...) »

« Nombre de jeunes filles du meilleur monde refusent d'être photographées à ces festivités, qu'elles jugent « ridicules. »

Lettre de Bissau

UN ANCIEN COMPTOIR PORTUGAIS QUI ASPIRE AU RANG DE CAPITALE



Le destin de Bissau resta longtemps lié à celui de l'armée coloniale portugaise, et la ville fut d'abord exclusivement une garnison. Dès 1686, elle fut occupée, de façon permanente, par des soldats venus des rives du Tage. Un bastion, dessiné selon les plans classiques des fortifications de Vauban, rappelle que les colonisateurs eurent à faire face, de façon peu près permanente, au cours des dix-huit et dix-neuvième siècles, à la turbulence des tribus locales.

De 1891 à 1894, une insurrection coupe la petite cité du reste du pays avec lequel elle ne communiqua plus alors que par voie maritime. En 1915, un soulèvement particulièrement meurtrier exigea la mise sur pied, à partir de Lisbonne, d'un véritable corps expéditionnaire. Et, il y a quelques mois, de vastes champs de mines traçaient encore un cercle d'une vingtaine de kilomètres de rayon autour de la ville. Certains de ces engins avaient été posés par l'armée portugaise, soucieuse de se protéger de toute attaque inopinée. Les autres avaient été entoués par les nationalistes guinéens, qui, après avoir libéré les deux tiers de la superficie du pays, entendaient empêcher ainsi toute sortie massive des troupes d'occupation.

Jusqu'à la proclamation unilatérale de l'indépendance de l'ancienne colonie, le 24 septembre 1973 par les chefs de la rébellion, à Madina-do-Bô, où on leur prêtait l'intention de transférer la capitale, Bissau abrita le tiers du corps expéditionnaire portugais. Or celui-ci, comptant jusqu'à quarante mille soldats, ce qui, proportionnellement,

à la population, représente une présence plus importante que celle des Américains au Vietnam jusqu'à leur rapatriement.

La ville s'est surtout développée après le début de la guerre de libération, déclenchée le 23 janvier 1963. Son aspect général s'explique essentiellement, aujourd'hui encore, par ses fonctions militaires. Elle se présente en effet comme un ensemble de cantonnements, de dépôts de matériel, de hangars, de casernes, de casemates et de forins, qui indiquent que, au cours des trois dernières années, la cité constituait, en fait, un vaste campement destiné à servir de poste de commandement opérationnel à l'armée portugaise.

C'est de l'aéroport de Bissau, où se posent aujourd'hui les jets de l'Aéroflot, près de l'aire d'atterrissage où sont rangés les Mig des forces armées révolutionnaires du peuple (FARP), que décollaient les avions et les hélicoptères qui harcelaient les populations des zones libérées. Ici également s'écroula, durant l'automne 1975, les deux avions quotidiens qui acheminaient à Lusanda les soldats cubains venus soutenir le Mouvement populaire de libération de l'Angola.

C'est de l'appareillement de Pidjiguiti qu'apparaissent les bâtiments qui surveillaient les rives du fleuve Geba, pour tenter d'y interdire tout transport d'armes de vivres ou de médicaments aux nationalistes guinéens. Et, l'année dernière, d'importantes quantités de matériel soviétique destiné au gouvernement présidé par Agostinho Neto dans la capitale angolaise transitèrent par ces quais.

L'ancien quartier général, qui abrita les services du général Spínola jusqu'à son retour à Lisbonne, a été transformé en résidence pour les visiteurs de passage. Il a été baptisé Hôtel du 24-septembre, et un certain nombre de diplomates y logent provisoirement, en attendant que chancelleries et résidences soient prêtes à les accueillir plus confortablement. L'hôtel Pidjiguiti a été installé dans une des casernes autrefois réservées à la marine.

Bissau qu'occupée de façon permanente par les Portugais dès 1686, Bissau ne devint officiellement capitale que deux siècles et demi plus tard — en 1940. Cette fonction revint d'abord à Cachou, agglomération créée un siècle plus tôt, puis à Bolama dès 1879. En effet, siège d'une garnison anglaise pendant de longues années, cette petite cité fut, après un arbitrage international rendu en 1868 par le président américain Ulysses Grant, cédée au Portugal.

Les colonisateurs firent leur choix sur Bissau à cause de sa position, qui permettait un contrôle efficace du réseau de communications fluviales donnant accès à l'intérieur du pays. D'autre part, les terres de la région de Bolama avaient été épuisées par la culture intensive. Or l'estuaire de la Geba était propice à l'installation de rizières aisément irriguables, sous réserve d'y défricher la mangrove, en arrachant les palétuviers aux troncs desquels s'accrochaient d'innombrables colonies d'huîtres.

Regroupant quatre-vingt-dix mille habitants, soit plus du dixième de la population totale de la République, Bissau abrita le siège du Conseil d'Etat, équivalent local du gouvernement, et celui de l'Assemblée populaire, ainsi que tous les services de l'administration centrale. Les magasins du peuple y ont remplacé les anciennes compagnies commerciales étrangères qui monopolisaient l'achat de l'arachide, de l'huile de palme, du caoutchouc de cueillette, de la cire, et la vente de tous les produits importés. Dans les rayons de ces supermarchés contrôlés par l'Etat, on peut acheter savon chinois et vodka soviétique, mais aussi jus de fruits locaux et... eau de Vichy.

L'AVENUE de la République, qui joint le front de mer à la place centrale, autour de laquelle étaient installés les bureaux de l'ancienne administration coloniale, a été rebaptisée avenue Amílcar Cabral, du nom du plus célèbre héros nationaliste, assassiné le 20 janvier 1973. Les monuments qui témoignaient de l'expansion portugaise outre-mer ont été partiellement détruits. Les statues de bronze de Teixeira da Pinto, « pacificateur » du début du siècle, d'Honoré Barreto, gouverneur de

race noire, considéré comme un « Quilting africain », du navigateur et découvreur Diego Cam, ont été jetées à bas de leurs socles de ciment. Sur ceux-ci, les écussons, aigles ou croix qui évoquaient les fastes impériaux ont été souvent effacés ou brisés.

Avec le concours de techniciens étrangers, divers projets de développement industriel sont en cours de réalisation. De leur côté, les Portugais avaient réduit les investissements de ce genre à leur plus simple expression : une bulleterie, dont l'équipement date de 1910, quelques ateliers de décorticage du riz ou de l'arachide, une brasserie. Depuis l'entrée du port, où une sobre plaque de marbre rappelle que le 3 août 1969 l'armée portugaise ouvrit le feu contre les dockers en grève, on aperçoit des bateaux de pêche appartenant à des sociétés d'Etat.

Les « villages » africains de la périphérie se modernisent, les bâtiments de ciment éliminent progressivement les cases de terre. Les quartiers résidentiels ont changé de population. Dans les villes, dont les façades peintes de couleurs vives rappellent celles des stations balnéaires normandes ou basques du début du siècle, les communaux d'Etat et les hauts fonctionnaires ont remplacé les officiers supérieurs portugais et leurs familles. Certes, les verandas de bois ou de ciment, où l'on s'installe le soir pour profiter des effets bénéfiques de la brise, restent identiques, comme se perpétuent, en plein centre de la ville, ces maillonnages nocturnes des chats et ces caquetements de volailles qui pourraient être ceux de villages de la péninsule ibérique. Mais, aux terrasses des bistros, hier encore fréquentés par les « petits blancs », se font de plus en plus nombreux les visages nouveaux, ceux des coopérateurs sud-africains ou néerlandais, ou bien ceux des assistants techniques algériens ou brésiliens, tandis que les experts chinois et soviétiques restent cloîtrés à leur domicile. Tout cela, joint à cette propédeutique exemplaire, qui indique que les citoyens paraissent respectueux de toutes les formes de collectivisme exaltées ici, donne à penser que Bissau a cessé d'être un comptoir colonial et aspire à devenir enfin une authentique capitale.

PHILIPPE DECAERNE.

UN ISRAËLIEN EN AFRIQUE DU SUD

Un Israélien en visite en Afrique du Sud est accueilli par des manifestations d'estime et d'admiration : les Afrikaners voient en lui le symbole d'une minorité qui a toujours raison, ainsi qu'un allié dans la lutte contre les « rouges ». Ici, on ne lui pose pas de questions embarrassantes sur les Palestiniens ou sur les territoires occupés. On s'intéresse plutôt à des problèmes « opérationnels ».

Comment arrivez-vous à maintenir calmes plus d'un million de personnes ? », demandait-on, paradoxalement, le jour même où l'agitation en Cisjordanie était à son comble. « Comment organisez-vous votre défense civile ? »

A son arrivée à l'hôtel, l'ouvre la radio et l'entends une chanson... en hébreu vantant les beautés du Golan. Dans les Informations, Israël occupe une place importante. Les termes qu'on emploie sont les mêmes qu'en Israël, à la télévision, les journalistes palestiniens.

« Par exemple : on indique comme les températures de Tel-Aviv. Cela étant, les plus fervents admirateurs d'Israël sont quelquefois des antisémites, phénomène qui n'est nullement limité à l'Afrique du Sud.

Un guide qui fait visiter Johannesburg à des touristes « quelques ramasseurs peu aimables pour les juifs : ils habitent dans les quartiers les plus riches. Ils sont les premiers à s'enfuir quand il y aura des difficultés. » Et vous ? », lui dit-il.

« Nous, les Afrikaners, nous combattons comme les Israéliens, d'une maison à l'autre, jusqu'au bout. » Les juifs libéraux qui vivent ici sont gênés par la propagande gouvernementale assimilant leur pays à Israël. Ils se disent volontiers aliénés dans leur propre pays, mais hésitent à quitter une vie confortable. Sentimentalement, ils sympathisent avec Israël et comptent parmi les donateurs les plus généreux à son égard. Les juifs sud-africains partisans du régime de Pretoria sont des admirateurs inconditionnels de l'Etat juif et nous ont fait songer à ces juifs français incapables d'entendre la moindre critique sur un pays où, pourtant, on ne les voit guère immigrer. Ils sont même plus fervents que les émigrés israéliens qui arrivent de plus en plus nombreux en Afrique du Sud — sept cents l'année dernière. J'en

ai vu quelques-uns. Ils essaient de ne pas trop attirer l'attention sur eux et ont la certitude que l'Afrique du Sud est plus « sûre » qu'Israël. L'apartheid ne les préoccupe pas trop. Pourtant, l'un d'entre eux a souffert. Sa fiancée, d'origine yéménite, avait la peau trop brune. Venue lui rendre visite, elle a fait l'expérience de la discrimination et est repartie immédiatement, jurant de ne jamais remettre les pieds dans ce pays.

Un dimanche à Johannesburg ressemble en tous points au samedi à Jérusalem. Tout est fermé. Les Afrikaners, calvinistes, almeraient voir tout le monde dans les églises et les temples, étant entendu que les Blancs ont leurs propres lieux de culte. Le pays nous a paru terriblement puritain, beaucoup plus en retard sur ce plan que la classe dirigeante israélienne.

Certes, le niveau de vie est élevé, mais quel conservatisme ! Chaque visiteur de l'Art Gallery, dans le musée central de Johannesburg, reçoit une notice reproduisant un article du quotidien du soir Star du 13 mars 1974 intitulé « Why we bought that Picasso ». Il faut en effet justifier l'achat de la « Tête d'Arlequin », seul Picasso du musée, qui a toujours été l'objet des attaques violentes de la presse.

La mentalité du Sud-Africain moyen est incroyablement déréglée. On entend ici des propos qui, malgré toutes les différences, ont parfois des accents familiers à un Israélien. Le dénominateur commun est l'assurance méprisante dans quelques certitudes et l'absence totale d'effort pour comprendre l'autre.

« Donner des droits à des Noirs ? Est-ce que vous connaissez leur psychologie ? » « Les Noirs sont satisfaits et leur niveau de vie est plus élevé que dans les pays voisins. » Si l'on rétorque qu'ils ne vivent pas dans les pays voisins mais en Afrique du Sud et que leur travail crée la richesse du pays, on s'attire : « Vous exprimez des théories, sans connaître la réalité. Vous, les étrangers, vous cherchez toujours chez nous le côté négatif et ne voyez pas les bons côtés. » Enfin, si l'on évoque la montée

des périls, la réponse est toute prête : « Nous combattons ici, avec nous, s'effondrera le monde entier. » C'est la version sud-africaine du « complexe de Samson ».

A côté de la prison pour les Noirs de Pretoria, le lieu où l'on exécute les condamnés à mort, le guide nous explique : « Pour eux, ici, c'est la douceur de vivre. Ils travaillent peu et mangent bien. La prison convient bien à leur mentalité. » Devant le monument dédié aux soldats sud-africains morts en Corée, il ajoute : « Nous avons versé notre sang pour sauver le monde libre et maintenant il nous abandonne. Le monde ne nous comprend pas et l'ONU est composée d'une bande de vandales... »

La propagande officielle frappe par sa démagogie simpliste. En ville, à Soweto, genre de bidonville situé à Johannesburg, où habitent près d'un million de Noirs, le guide nous répète : « Rejetés, ils habitent ici, peuvent venir dans notre ville sans permis, tandis que nous, nous ne pouvons pas en faire autant. » Il est vrai que, pour éviter l'enlèvement de « mineurs », l'accès du quartier est interdit aux Blancs. « Eux, ils peuvent acheter chez nous, mais nous ne pouvons pas acheter chez eux. » Acheter quoi, grand Dieu ?

Quand on demande à un Blanc comment organiser les relations avec la majorité, la réponse est simple : les Bantoustans. Les Noirs voteront pour le Parlement de ces Etats et continueront de travailler dans la République Sud-Africaine. L'Israélien de passage songe aussitôt au plan qu'élaborent naguère le général Dayan et M. Péro. Les habitants arabes de la Cisjordanie devaient voter pour le Parlement jordanien tout en restant sous occupation israélienne.

Les conversations avec les Noirs et les métis sont édifiantes. La colère gronde. Un chauffeur de taxi médis de Pretoria soupire : « Les Cubains leur ont donné une leçon qu'ils n'oublieront pas de si tôt. S'ils pouvaient arriver ici... » J'ai assisté par hasard à une manifestation de Noirs à côté de la Cour suprême à Johannesburg. Tandis que la police frappe et lâche ses chiens,

un jeune couple s'approche de moi et dit : « Va-t'en, c'est notre pays. » Je réponds que je suis un étranger et que je pars bientôt. La jeune femme, une beauté en bleu-jean, murmure : « You're very lucky. »

AMNON KAPÉLIOW.

DANEMARK

Suzanne et le ramonneur

LES femmes scandinaves viennent d'enlever l'un des rares bastions professionnels qui leur était encore fermés. Suzanne Jensen, une Danoise de vingt et un ans, native d'Elleseuer, après quatre années d'apprentissage extrêmement sévères et deux chutes bénignes, a passé avec brio son C.A.P. de ramonneur et a été admise ainsi au sein de la corporation la plus populaire de son pays.

A l'époque de l'atome, on croise toujours en effet, de-ci de-là, dans les cités nordiques, ces étranges personnages anachroniques noirs comme suie, chargés de la panoplie de leur état que sont les ramonneurs, sortis d'ailleurs tout droit du fameux conte d'Andersen, et qui font se retourner avec curiosité et émerveillement les petits enfants.

La blonde Suzanne a obtenu son diplôme à la suite d'une épreuve pratique de haute voltige sur les toits : d'une descente à l'intérieur d'une cheminée particulièrement accidentée. Ce double exploit lui donne désormais le droit de porter le chapeau à haute forme, signe de ralliement de ses semblables. Ce couvre-chef, au fait, n'est pas un ornement vestimentaire superfluité. Les ramonneurs scandinaves s'en servent pour serrer leurs papiers, factures et pièces d'identité qui ne supporteraient pas un séjour prolongé dans leurs poches. C'est, en somme, un attaché-case d'un genre un peu spécial.

CAMILLE OLSEN.

سوزانه و ال رامونير

UN ESSAI SUR LA « TÉLÉCRATIE »

Quand la créativité n'était pas affaire d'État

QUEL que soit leur point de vue, tous ceux qui ont suivi la naissance et l'évolution de la télévision l'ont investie d'une mission sociale : ils fondent leur conviction pragmatique, puisqu'on est encore loin de la science, sur le premier effet du procédé : l'effet multiplicateur. Car à l'émancipation devant la nouveauté technique succède vite l'analyse de ses possibilités. En France, le général de Gaulle sera le premier à en faire un instrument de communication politique, un instrument de gouvernement.

L'intérêt du livre de Claude Durieux, *La Télécratie*, est de montrer comment l'institution du fondateur de la V^e République s'est convertie en institution, et comment cette institution conçue en fonction de la « messe » quotidienne de l'information, information célébrée selon un rituel codifié en 1964 par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, avec un évangile rédigé au cours des réunions quotidiennes du S.L.L.I. (Service de liaison interministériel pour l'information, supprimé en 1968), comment cette institution a succombé à son propre développement et à la somme d'aménagements successifs portés à ses structures : le plus important, l'introduction du financement par la publicité commerciale, ayant bien sûr trouvé sa perversion dans ce qu'on a nommé à l'heure du scandale, la « publicité clandestine ».

« La voix de la France »

Pendant vingt ans, Claude Durieux a suivi les péripéties de l'audiovisuel en France : au départ, ce n'était pas sans mérites, le sujet ne semblait pas épuisé. Dans les colonnes du *Monde*, il signale ses chroniques du pseudonyme de « Top 4 ». C'est avec l'arrivée des gaullistes au pouvoir que la rubrique allait venir périodiquement au premier rang de l'actualité : 1964, statut de l'O.R.T.F. ; 1968, ruse de l'O.R.T.F. ; 1969, tentative de liquidation de M. Chaban-Delmas et, coup sur coup, introduction maladroite de la comptabilité analytique, affaire de la publicité clandestine, nomination, ascension et chute de M. Arthur Conte, un personnage qui aurait pu être l'incarnation joviale et populaire de l'audiovisuel d'État, mais qui part « en raison » d'un trou budgétaire ; et M. Marceau Long lui succède, qui tente une dernière réorganisation selon les principes de décentralisation fonctionnelle — coordination, programmation, production, diffusion — préconisés par le rapport Paye, mais trop tard : grèves de 1973 et de 1974, mort de Georges Pompidou, M. Valéry Giscard d'Estaing est élu à la présidence de la République ; entre certains de ses amis qui souhaitent l'introduction d'une télévision privée, et les gaullistes attachés au monopole, il tranche pour l'organisation actuelle : privatisation de la gestion dans le contexte d'un monopole de diffusion maintenu.

Lue dans sa continuité, avec ses crises et ses soubresauts, l'existence de la télévision française, la polémique qu'on y a menée, conduisent à la par ses contradictions mêmes. Claude Durieux montre comment cette télévision a été éditée par des aventuriers et des techniciens, et comment les administrateurs qu'on a nommés à sa tête s'y sont tous attachés — même si ce n'est pas toujours avec l'éclat qui a porté M. Jacques Thibaut aux débuts de la deuxième chaîne. Journaliste, Claude Durieux accorde évidemment une attention particulière aux débâcles de l'information et relève, malgré les progrès du nouveau système — les journalistes n'y sont plus « en voir de la France », que le gouvernement, M. Fontanet en particulier, a suivi avec précaution la constitution des nouvelles rédactions des journaux télévisés. Et l'auteur de *La Télécratie* constate, comme tous, les inconvénients de la politique des sondages qui préside à la répartition du budget entre les chaînes.

En conclusion, *La Télécratie* est un ouvrage sceptique : vingt années d'observation des masses médias ont fait entrevoir à Claude Durieux l'espoir que la démocratie en audiovisuel pourrait partir de la base, à travers d'autres canaux, ceux de la télédiffusion par exemple, qui serait en France l'équivalent de la télévision communautaire canadienne ; mais le projet semble bloqué par

des décrets trop contraignants pour que les expériences, telles que la vidéo-cassette de la ville neuve de Cronoble, puissent réellement se multiplier.

Sé multiplient-elles, d'ailleurs, jusqu'à fonder la « vidéo guérilla » évoquée à la fin du livre, qu'elles ne remplacent pas la télévision conventionnelle dans son rôle socialisant. Car ce n'est pas seulement les discours politiques qui s'inscrivent sur le petit écran depuis vingt ans, mais une conception globale de la société contemporaine, unificatrice — ce qui convient à un pays de traditions jacobines — une information au sens large, qui a fait davantage évoluer les mentalités en quelques années que trois quarts de siècle d'instruction publique — sans la remplacer, cependant, contrairement à l'illusion pédagogique de certains.

Car, si *Phédon*, dans tous les villages, à la même heure, n'a pas fait accéder l'ensemble de la France à la compréhension des classiques, en revanche, l'organisation cinématographique du monde réel proposée au jour le jour à des audiences assidues pèse fortement sur la formation des idées : des programmes étant proposés à des auditoires de plus en plus jeunes, il se peut que la télévision ait aussi à voir dans la formation de la personnalité.

Ici on aborde le second aspect de l'histoire de la télévision française, celle des créateurs et de leurs œuvres, la télévision de la distraction, les 36 *Chandelles*, de Jean Nohain, les jeux de Bellemare et de Guy Lux, mais qui a permis les recherches d'Arverdy ; c'était l'école dramatique des Buttes-Chaumont — ce théâtre filmé qui nous rendra un jour épuisé, mais qui nous a déjà valu les *Percees*, de Prat, la *Caméra explore le temps*, de Lorenzi, et c'étaient aussi les grands magazines, *Cinq colonnes à la une*, *Caméra III*, *Zoom*, où la personnalisation de l'information se tenait un moment au soliloque du speaker, magazines qui allaient engendrer une école documentaire, celle des *Croquis* et des *Femmes* aussi où documents et fiction allaient se croiser jusqu'à l'écriture par l'image, cette dramaturgie du réel sensibilisée par *De la belle ouvrage*, de Maurice Pialat.

Une programmation neutre

Cette dimension de la télévision à laquelle le public et une partie de la critique étaient sensibles allait échapper à la plupart des responsables nommés à sa tête, pour qui la programmation était un acte neutre, sinon indifférent. Ils ne s'avisèrent des pouvoirs complexes de la création, comme le rappelle Claude Durieux, qu'en de rares occasions, et surtout à contrainte : pour briser le monopole des réalisateurs homologués ou les communistes étaient nombreux lorsque M. Contamine était aux programmes, pour publier une circulaire interdisant la confusion des genres, le politique et l'imaginaire, pour parler sommairement, sous M. Jean-Jacques d'Hersson.

L'O.R.T.F. est mort de n'avoir incarné que les désirs successifs de ceux qui, en haut, l'administraient. Pour l'appréhender, il fallait en connaître les possibilités, comme certains journalistes, ou y travailler, comme son personnel.

Celui-ci, divisé — ce qui a empêché la puissance syndicale de l'ancien S.T.T. (autonome) — cherche son identité dans les nouvelles sociétés de programmes. Aux Buttes-Chaumont, devenues le siège de la Société française de production audiovisuelle, la C.G.T. (majoritaire) lance un nouveau mot d'ordre — non dénué d'arrière-pensées professionnelles car le volume de productions originales décroît fâcheusement — ce mot d'ordre est « Défense de la création ». Si les défenseurs de l'O.R.T.F. avaient commencé par là, et depuis longtemps, pour affirmer l'idée qu'ils se faisaient d'une service public de l'audiovisuel, au lieu de jouer sur les mots, les enjeux auraient été plus clairs.

Martin Even.

* *La Télécratie*, de Claude Durieux. Téma, éd. 158 pages (30 F.).

سورة الاحقاف

LES AMES DE MÉNIE GRÉGOIRE

La petite cantate a résonné cinq cents fois

DANS le studio de R.T.L., l'équipe de Ménie Grégoire est fin prête pour l'enregistrement de l'émission « Responsabilité sexuelle ». On n'attend plus que le docteur A. et « Ménie » elle-même. Les deux assistants expliquent : l'une est sociologue, l'autre s'est formée près d'un député. Elles en sont à détailler la composition de l'équipe médicale, dont les médecins « pay » — qui représentent, aux côtés de Ménie Grégoire, les voix masculines de l'émission, lorsqu'une voix claire fait irruption : « Ah ! non, l'analyse c'est moi ! »

C'est « Ménie » dans toute sa présence. Elle rectifie : les autres — médecins pour la plupart, plus un dominicain — sont un peu « pay » : tous plus ou moins, mais elle seule, dans l'équipe, représente la formation psychanalytique. Et d'ailleurs, elle écarte les malentendus : dans l'émission, à l'antenne, elle ne tient pas la fonction d'un psychanalyste — qui suppose un espace clos, et deux personnes seulement — mais sans sa formation, elle n'aurait jamais « tenu ». A-t-elle été elle-même psychanalysée ? Oui ; longuement. On en reparlera. Pour l'heure, elle chausse son casque, s'y cramponne, et le premier appel téléphonique retentit. A côté d'elle, aujourd'hui, le docteur A. sociologue et chrétien. Juste avant de répondre à l'auditrice, Ménie enregistre une annonce : « Pas de « Responsabilité sexuelle » le vendredi saint. »

Celle qui appelle se raconte sans effort : trente-deux ans, deux enfants — « un bon ménage », elle rompt Ménie, — non, ce n'est pas un bon ménage, bien sûr. L'auditrice a été élevée dans ce qu'elle appelle « les grands principes de la religion catholique » : elle continue de raconter, l'enfance, marquée de drames ; un père, mort en déportation, une grand-mère loup-garou, une mère malheureuse. Ménie ponctue, indignée, furieuse, désemparée, par des « oh ! » ou des acquiescements : sa tactique, c'est de réagir sans se cacher. Le contraire de la neutralité. « Vous savez que c'est une histoire extraordinaire, le seul événement... » C'est une pratique de la compassion, au sens initial du terme : elle pitié avec.

Peu à peu le récit se fait complaisant : on devine le profond plaisir qu'il procure à la narratrice, soutenue, épaulée, plaigne, enfin. La seconde étape se profile : on arrive au cœur du problème. Portrait du mari : rigide, malheureux, peu amoureux ; on aborde les problèmes

« sexuels ». La narratrice n'est pas trépidante : non, ce qu'elle veut, c'est l'amour et le plaisir. Or elle n'a que le plaisir. Ménie : « Eh ! oui, disons-le franchement entre nous, et elle se penche un peu sur le micro, le plaisir sans amour, ce n'est pas grand-chose, d'accord ? Bon. » Elle passe tout entière, avec ses idées et ses affects, dans ce qu'elle dit. Pas de doute : il ne s'agit pas de psychanalyse par téléphone. Alors que le psychanalyste se tait et ne se met pas en jeu visiblement de son patient, l'analyse, le laissant se trouver à sa guise, Ménie joue l'inverse : être avec, soutenir, faire parler. Elle ne cessera de dire que cette pratique « ne s'appelle pas » : ce n'est ni de la psychologie, ni du groupe. Alors, qu'est-ce que c'est ? Tout de suite : « De l'éducation populaire. »

Savoir qui parle

Elle, Ménie, a été chrétienne. C'est la dominante frappante, d'autant plus ce jour-là puisque l'homme est un médecin chrétien. Elle l'a été — elle a fait partie du comité directeur d'Esprit en même temps que J.-M. Domenach. Elle a rompu avec l'Église, et a quitté l'Église, consciencieusement, qu'on ne peut pas couper ces racines-là. D'ailleurs Jean Farran est un chrétien convaincu, et l'ensemble de la chaîne porte cette marque. Un christianisme complexe, au goût du jour, en recherche : un humanisme contradictoire, familial sans l'être ; traditionnel mais ouvert ; moral, voire moralisant quelquefois, mais contestataire. On cherche les limites, et on les trouve. Pour Ménie, elles sont posées très loin : on peut parler de tout, sauf des grandes perversions, sado-masochistes ou zoophiliques. On a été jusqu'à l'homosexualité, masculine et féminine, jusqu'au fétichisme, à l'exhibitionnisme. « Mais quand même », dit Ménie, il y a des perversions dégénérantes. Il existe des limites plus subtiles, plus institutionnelles, sans doute plus inconscientes dans les idées qui font l'émission. On ne remettra pas vraiment en cause la famille, le couple, les enfants ; et surtout, on pense confusément, c'est là la base de travail, que l'action par le langage et sur les ondes peut provoquer un changement en profondeur. On est là pour faire changer les « idées », ce qu'on pourrait appeler les structures mentales ; on n'aborde pas, on effleure, on choisit seulement les questions qui touchent au changement social, au politique, à la possibilité d'une société autre. Cette limite-là déborde l'émission et touche l'essence même de la chaîne périphérique.

Ménie, elle, tient dur comme fer à l'éducation populaire. Si elle a quitté Esprit, c'est aussi pour quitter un monde d'intellectuels fermés sur lui-même. Ils ont dit qu'elle se prostituait quand elle est entrée à R.T.L.,

en 1967. Elle avait écrit le *Médor de Ferran*, et, à cause d'artistes, de positions, Ferran lui a proposé de parler aux femmes, en direct. Elles ont mis deux mois à répondre, puis ce fut l'avalanche : mille lettres par jour, une demande massive de parole, une brèche ouverte d'un seul coup. Elle devient quotidienne, elle en est à la cinquième année. Aidée d'une assistante sociale, Ménie Grégoire met sur pied des enquêtes « pour savoir qui me parle et pour me dire quel ». Mais que cherche-t-elle à faire ? La réponse est passionnante : transmettre des connaissances inconnues. C'est, fondamentalement, une pédagogie.

On la déteste. Des catholiques conservateurs, qui font tout pour qu'elle cesse de parler : des « gauchistes », dit-elle, qui l'accusent de faire de la « psycho » de bas étage, de s'être improvisée psychologue. Elle rectifie, sans passion, mais est attachée à ce qu'elle a fait. Elle a entrepris une formation psychanalytique il y a dix-huit ans ; elle a fait ce qu'on appelle en jargon technique des « tranches », comme « tranches de vie ». C'est-à-dire des psychanalyses recommandées, avec des analyses différents. Elle est encore en analyse en ce moment : il faut y retourner sans cesse, pour supporter — on la comprend — les violences, les passions, les questions des autres, qui lui parlent, chaque jour, publiquement. Elle a été très loin ; elle a pris des risques graves ; par exemple, en mettant en œuvre des psychodrames à l'antenne ; et, malgré les précautions de toutes sortes, c'était trop dur, trop violent. On a l'impression que, par rapport à l'effet produit par le langage tenu dans les mass media, elle est affectée d'une sorte d'innocence, qui la protège et l'expose tout à la fois.

Il y a des points suspendus, difficiles. Par exemple, on ne voit pas les corps des voix qui parlent à l'antenne. Parfois, dit-elle, j'ai vu l'apparence physique de ceux qui me parlaient : celle qui pesait 100 kilos, celle qui était un petit bonhomme. Et elle emploie des termes extérieurs : « Ils ne livrent leur être intérieur, leur âme ; j'ai leur âme. » Peut-être au fond préfère-t-elle cela. Aucune restriction, aucune ombre ne vient ternir le mot « âme » dans sa bouche d'ancienne chrétienne. Elle vient d'écrire ses Mémoires, et elle cherche un titre. Elle hésite, cherche ; mais dans tous les titres qui lui viennent à l'esprit, il y a le mot « douleur ».

CATHERINE B. CLEMENT.

MATÉ RABINOWSKY MET « GERMINAL » EN IMAGES

« PLUS ON TRICHE PLUS C'EST VRAI »

UN morceau de bravoure vient à FR3-Alsace. Un dur travail pour les comédiens du Théâtre national de Strasbourg, a dit Maté Rabinowsky, réalisateur d'origine hongroise. Il parle de la retransmission télévisée de *Germinal*, création collective dirigée par Jean-Pierre Vincent. On s'en souvient comme d'un événement théâtral de l'automne passé (le Monde du 16 octobre). On retrouve ce « roman sur scène » fidèlement adapté au petit écran. On se réjouit. Puis on se demande pourquoi c'est tellement mieux que d'habitude... pourquoi, pour une fois, le télé-spectateur, amateur ou simple curieux de théâtre, ne tournera pas le bouton. Ainsi une pièce de théâtre n'est-elle pas obligatoirement trahie dès qu'elle est retransmise. Ainsi, il est possible de ne pas filmer « à plat » un plateau et les personnages qui se meuvent sur ce plateau.

FR3 a prévu d'assez retransmettre cette année, les deux autres chaînes trouvent aussi dans cette utilisation bien spécifique de l'outil-télévision un moyen d'émanciper sur les scènes consacrées à la création. Les réalisateurs — inquiets de la dégradation des conditions de travail — dénoncent cette sorte de ports pris. La part des budgets

consacrée à retransmettre des spectacles déjà existants leur est, d'une certaine façon, retirée. Et il faut en contrepartie, le travail proprement télévisuel accompli par les équipes d'« Au théâtre ce soir ».

Le temps du bon film, le plus connu — ne va pas dans le sens d'une recherche.

Germinal, diffusé en deux épisodes, durera près de trois heures. Un quart d'heure de moins que la première représentation du spectacle. Les longs silences de la pièce ont été un peu (très peu) réduits, réservés, à l'heure de cinq minutes à été supprimés. Trois heures, même en deux fois, c'est long. Ces trois heures-là passent très vite, deviennent le temps d'un bon film. Jean-Pierre Vincent dit que ce n'est pas sa pièce, explique en souvenir Maté Rabinowsky. Cependant, il est resté là, présent, actif, durant tout le tournage. Et souvent, presque toujours, nous étions d'accord. Jean-Pierre Vincent a un grand sens de l'image et je ne serais pas étonné qu'un jour il souhaite faire un film. Et puis, nous avions déjà travaillé ensemble avec sa troupe en 1974, pour la retransmission de la Noce chez les patibourgeois. Selon le réalisateur, « la profondeur, j'ai pu la modifier les détails. J'en ai joué ».

Il a bien joué. Les mots choisis par le romancier de la classe ouvrière au dix-neuvième siècle gardent toute leur dureté, leur résistance. L'excitant vraiment remarquable des gestes inventés par le metteur en scène, par les comédiens, est restitué, souligné. Les images, les humeurs, portent obligation, simples, dans leur clarté, dans leur fonction propre, dans leur utilité. Cens-à évoquer, le mouvement des acteurs du cinéma n'a été touché. J'ai seulement modifié les détails. J'en ai joué.

Le théâtre national de Strasbourg avait créé son

propre roman de *Germinal*, de la préhistoire de la classe ouvrière dans les houillères du Nord, dans le coran. L'histoire d'une des premières grèves.

La caméra éliminée

FR 3 va proposer un roman sur le roman, une re-création à partir d'une mise en théâtre. Une mise en dramatique, on peut même dire un vrai film. « Plus on triche, plus c'est vrai », dit le réalisateur. Il s'est permis toutes les jongleries afin de se conformer au dévouement de la pièce, afin de respecter, et la respecter, pour lui, c'était donner au télé-spectateur, devant son petit écran de 40 centimètres, le privilège de voir avec les yeux du metteur en scène. Le metteur en scène n'est pas assés une fois pour toutes sur la première chaise du dixième rang. Il se déplace. Il tente d'imaginer ce que percevra celui qui sera perché au fond de la salle, ou celui-là, tout à fait latéral par rapport au plateau.

Ainsi les images varient, ainsi chaque image a sa propre lumière. Les éclairages ne sont pas ceux du théâtre, trop faibles, mais résultent d'un jeu subtil de sources d'ombre et de clarté, confié au directeur de la photographie. Il fallait cependant éviter le brillant, le matériel de base était assés. Nous avons fait une expérimentation. La caméra ne se déplace plus sans cesse d'un coin à l'autre de la scène. Elle est comme éliminée. Il y a seulement deux grands mouvements volontaires de la caméra, quand les hommes remontrant de la mine, puis au moment de la veille. J'avais interdit tout mouvement de « zoom » aux opérateurs. Et il n'y a que trois recadrages. Créés, parfois difficile pour les comédiens : au théâtre, ils avaient un droit de glissement collectif, et pour la télévision, ils devaient jouer dans des axes, dans des tableaux d'avantage imposés.

Nous avons tourné sept

jours, et ce travail au magnétoscope était assés nouveau. Le fait de filmer un spectacle créé par quelqu'un d'autre donne une grande liberté dans le maniement de l'outil télévision. Si l'on réalise une dramatique solennelle, on ne pense pas à certaines choses, parce qu'on est occupé ailleurs. La retransmission publique n'a pour elle que le côté performance. La part de risque qu'elle comporte. Dans un opéra, on peut toujours penser que le grand ténor va craquer. Le suspense est intéressant. Mais le théâtre toutes les possibilités de souplesse d'un vrai travail avec les acteurs, on trahit moins le metteur en scène. Bien sûr, filmer le public ajoute à la retransmission. Mais les figurants, cela coûte cher. Et une bonne retransmission est déjà onéreuse. Et puis on trahit le fait théâtral en disant à tout prix « nous sommes au théâtre ».

Maté Rabinowsky a utilisé toutes les possibilités données à l'imagination. Faisant appel au procédé de la rupture, il a cherché toute assés, ces choses si fréquentes, difficilement supportables.

La censure de la pièce a été déplacée afin de respecter l'équilibre entre les deux épisodes. Il faut regarder cette image de la table de fête, vue de haut, avec ses verres de bière à demi pleins, petites taches jaunes et rondes posées sur le bois de lacom si « objective », si réaliste. Il faut regarder cette dure réalité comparable à celle d'une nature morte, difficile à analyser, mais composée de telle sorte que, instinctivement, on soit qu'elle ne pouvait être autre. La plupart des prises de vues sont ainsi uniques. Visages graves, rarement en gros plan. Pieds, bruits des pas et, comme un refrain, le café brûlant qu'on boit. On sent l'obscurité et la faim qui font dire des choses qu'il ne faut pas.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Samedi 1^{er} et 8 mai, FR3, 20 h. 30.

RADIO-TELEVISION

A « APOSTROPHES »

Écrire et parler sur le petit écran

On évoque ces temps-ci de grands sujets sur les ondes mais d'une curieuse façon. France-Culture proposait récemment une réflexion intitulée « La crise économique, pour quoi faire ? ». Pour quoi faire, oui, vraiment... « Apostrophes » réunissait, vendredi, les auteurs de cinq ouvrages consacrés à la télévision. Thème : l'influence du petit écran sur son public. Deux journalistes spécialisés, Jean Divo et Claude Durieux, venaient parler de leurs livres. Si vous avez manqué le début et la Télématin (lire notre article page 13). Étaient également invités : Philippe Bouvard, producteur de « Dix de der », qui a écrit Du vin d'Alsace sur les huiles ; René Berger, pour Télé-tissin ; Jean-Marie Piemme, pour la Propagande inavouée (le Monde daté 1^{er} 2 février). Sans doute, le titre donné par Bernard Pivot à son émission servait-il avant tout à justifier un sondage express de la SIFRES — encore un — dont voici les résultats :

La télévision favorise-t-elle la passivité ? 8 % des personnes interrogées reconnaissent qu'elles continuent à regarder des émissions qui ne les intéressent pas ; 14 % avouent que cela leur arrive assez souvent ; 25 % rarement ; 5 % affirment que ce n'est presque jamais le cas.

Pour 37 % des sondés, la télévision pousse au conformisme ; 48 % considèrent, en revanche, qu'elle développe l'esprit critique ; 28 % sont qu'elle abaisse et 48 % qu'elle rend plus intelligent (prudemment, 24 % sont sans opinion) ; 69 % supposent qu'elle éveille l'imagination chez les enfants, mais 76 % affirment qu'elle affaiblit la vie de famille ; 32 % croient qu'elle accentue le sens du beau ; 38 % inclinent pour la vulgarité. Soixante-trois personnes interrogées sur cent la croient d'un pouvoir formateur sur l'opinion, mais se taisaient : vingt-neuf pensent que cela favorise la majorité et onze que l'opposition en bénéficie.

On sait ce que valent les sondages, ou plutôt on sait qu'on ne le sait pas précisément. René Berger proposait aussitôt qu'on analyse les questions, comment, à qui elles étaient posées. Propos ambitieux : on serait entré dans le vif du sujet. Ce sondage, d'ailleurs, n'était pas véritablement soumis à la

LE PALMARÈS DE LA CRITIQUE

Le palmarès de l'Association française des critiques et informateurs de radio et de télévision sera, cette année, l'occasion d'un mini-festival à la Pédagogie, 21, rue Michel-Le-Comte (métro Rambuteau). Le mardi 27 et le mercredi 28 avril, des projections publiques et gratuites d'une sélection de programmes diffusés en 1975 y sont organisées avec le concours de l'Institut national de l'audio-visuel.

MARDI 27, 14 h. 30, « Le Convoi de la mort », de Claude Otzenberger ; 16 h. 30, « Les Amants d'Avignon », de Paul Séban d'après Elsa Triolet ; 18 h. 30, « La Vie filmée », de J.-P. Alessandri, commentaire de Georges Perec ; 19 h. 30, « Gouverneur de la rosée », de Maurice Fallevic, d'après Jacques Roumain ; 21 h. 30, « Philippe de Champaigne », de Paul Séban.

MERCREDI 28, 14 h. 30, « Les Chemins de la découverte » (Darwin), écrit et réalisé par Gérard Chouchan ; 16 h. 30, « La Nandahovi », reportage de Christian Brincourt ; 17 h. 30, « Léopold, le

bien-aimé », de Georges Wilson, d'après Jean Sarment.

En dehors de ce cycle de projections, des téléviseurs seront à la disposition des visiteurs de la Pédagogie qui pourront voir ou revoir sur cassettes une sélection de numéros du magazine de FR3 « Vendredi » ainsi que la plupart des émissions citées plus haut. Une salle d'écoute sera consacrée à de nouveaux programmes de France-Musique, présentés par des responsables de la chaîne.

Le palmarès de l'A.F.C.I.R.T. sera proclamé le mercredi 28 à 19 heures. Il distinguera : une émission dramatique, une série de production, un documentaire de création, un programme de radio et une personnalité de télévision pour l'ensemble de son œuvre.

La soirée du mercredi 28 sera consacrée aux lauréats — dont une rétrospective sera proposée — et à un débat avec des personnalités politiques, des responsables de programmes, des artistes et des critiques, au cours duquel sera évoquée la situation de la création à la radio et à la télévision.

réflexion des auteurs invités, qui auraient pu l'éclairer chacun de son expérience avec la pertinence de son propre point de vue : il venait prêter à l'heure de la conclusion, après que chacun eut présenté son ouvrage, Divo et Durieux en historiens de l'O.R.T.F., Bouvard en expert de l'anecdote, Piemme et Berger en philosophes qui s'interrogent, le premier sur les effets idéologiques du feuilleton, le second sur la civilisation des communications de masse.

Il leur était opposé ce sondage comme si l'opinion publique répondait à leurs propos pessimistes de critiques : « Si je comprends bien vos paroles, dira Philippe Bouvard, se faisant aussitôt le prophète du bon sens, cela fait dix ans que je fais de la télévision et je n'y connais rien ; cette télévision serait une chose affreuse. »

Il aurait été intéressant d'entendre une voix clavierienne alors répondre que : oui, cette télévision-là, qui sollicite le sondage, fausse démocratie directe, est immobile l'instantané sacrifié en abstraction statistique, pour répliquer quoi qu'il s'agit d'analyses, quel que soit leur champ, normatif, celui des critiques, ou sociologico-esthétique celui des chercheurs, oui, cette télévision-là, c'est une chose horrible. Et que le procédé ainsi utilisé dans l'émission accrédite, renforce, justifie l'emploi d'un complot discutable — des sondages comme critère principal de la réussite quantitative, qualitative d'un programme.

Il y a là une continuité dans la manière de penser qui justifierait que Piemme élargisse son analyse, limitée pour l'instant au feuilleton. René Berger aussi pourrait mettre en pratique sa théorie selon laquelle l'instrument à fabriquer des visions crée un techno-imaginaire de masse jouant un rôle onirique certain. Jean Divo expliquerait concrètement la différence qu'il trouve entre aujourd'hui et ce qu'il considère comme l'âge d'or de la télévision, au moment où les programmes étaient dirigés par Claude Contamine et Jacques Thibaut, lorsqu'une certaine idée du service public, généreuse pour la création mais détestée pour l'information, assurait le relais d'une certaine idée de la France.

Seul, sans doute, Philippe Bouvard continuerait à s'étonner qu'on se pose des questions, comme il s'étonne que certains journalistes aient pu subir des pressions quand lui, non, jamais.

Ce serait peut-être aussi une manière d'en finir avec l'idée qu'une émission soit bonne ou mauvaise, et un point c'est tout. On s'accorde ainsi à trouver que « Apostrophes » est un des meilleurs programmes d'Antenne-2, comme si pareille opinion innocentait la formule de ses arrière-pensées : « Apostrophes » est quand même une émission sur la réflexion, qui vise à faire tenir des propos spontanés. A qui profite la contradiction ?

M. E.

Écouter, voir

LITTÉRATURES ORIENTALES : LE TRÉSOR DES CONTEURS. — A partir du 26 avril, France-Culture, 8 h. 32.

Un orientaliste, D. Bogdanovic, chargé de conférences à Paris-III, a produit dix émissions diffusées quotidiennement (mais interrompues le week-end) sur un répertoire d'œuvres issues de certaines particularités de la littérature occidentale : fables de La Fontaine ou contes de Rodier. La série débute par le domaine arabe avec le 28, la participation d'André Miquel, M. Bammata, directeur de la culture à l'UNESCO, parle ensuite du merveilleux dans les Mille et Une Nuits, la Perse termine cette série avec Le livre des sept visirs, de Zahirî (traduit et commenté par D. Bogdanovic, lui-même) et les textes de Roudiez, qui donneront leur point de départ aux dernières tournées. Tout un domaine encore inexploré.

DOSSIERS DE L'ÉCRAN : LA RUMEUR. — Mardi 27 avril, A 2, 20 h. 30.

Trois villes, trois phénomènes identiques. En 1962, Edgar Morin et son équipe enquêtent sur la « rumeur

d'Orléans ». Puis, en 1970, sur celle d'Amiens. En 1974, nouvelle montée d'antisémitisme à Chalon-sur-Saône : c'est ce qui donne à Marcel Trillat l'idée de réaliser une émission sur « la rumeur ». Tourné dans la série « La Saga des Français », le télé-film (repris par les Dossiers de l'écran) est écrit par Michel del Castillo.

Le scénario a été construit après des recherches et des repérages minutieux à Amiens, et se présente comme la « restitution dramatique de l'enquête d'un journaliste sur une affaire de rumeur dans une ville de province ». Auteur et réalisateur ont travaillé avec des auteurs professionnels, sur les lieux mêmes des événements ; chaque fois que cela a été possible, les scènes ont été tournées chez les principaux témoins. Les commerçants impliqués dans la « rumeur » d'Amiens sont devenus des conseillers précieux. Situations et dialogues se valent les reflets fidèles de la réalité.

DOCUMENTAIRE : TZIGANES SANS FRONTIÈRES. — A partir du 27 avril.

Quatre émissions, de quatre-vingt-quinze minutes chacune, sur ce que le réalisateur, Claude Vernick, appelle la

« rumeur » : une anthologie filmée de l'histoire d'un peuple en exil ; la vie quotidienne des nomades roms, manouches, sinti ou gitans ; leurs expériences de sédentarisation ; leur folklore (danse et musique), leurs rites et leurs croyances.

Une série qui a déjà suscité un communiqué mitigé de la part du Comité Rom de France qui rend, cependant, hommage à « la bonne volonté du réalisateur ».

LES LIEUX DE MARGUERITE DURAS. — Lundi 3 mai, TF 1, 22 h. 30.

La maison des autres, c'est toujours important. L'intérêt est donc là, a priori, pour la visite que Michèle Porte fait à Marguerite Duras, dans la première de ses deux émissions (la seconde passera le 17 mai) sur « les lieux de Marguerite Duras ». Le piano, les toiles d'araignées, la pièce où elle ne travaille pas, un meuble, des photos : tout devient d'autant plus passionnant que l'auteur de Nathalie Granger a trouvé là ses films, dans ces lieux qui l'habitent. Et elle parle, elle parle comme on parle chez soi, en toute confiance, de son œuvre, de la création, des arbres, de la terre, de sa famille et de ses terreurs.

Les films de la semaine

LE GENDARME EN BALADE, de Jean Giroux. — Dimanche 25 avril, TF 1, 20 h. 30.

Le dernier et le plus mauvais des films de la série. Rabaché jusqu'à gâchifier des situations et des « gags » déjà exploités. Heureusement, ce fut bien la mise à la retraite définitive.

TERRE DE VOLUPTÉ, de Sidney Franklin. — Dimanche 25 avril, FR 3, 22 h. 30.

Le classique triangle : mari, femme et amant, d'un bateau de luxe au « mystère oriental » de Java, avec drame de la jalousie au cours d'une chasse au tigre. Garbo plane au-dessus de tout cela, indifférente et magnifique.

DANGER, PLANÈTE INCONNUE, de Robert Parrish. — Lundi 26 avril, TF 1, 20 h. 30.

Film de science-fiction dont le scénario, basé sur une hypothèse ingénieuse, se note dans les banalités de l'espionnage et une interminable partie documentaire sur les activités de la NASA. Quand vient enfin l'« odysée de l'espace », c'est pour faire regretter celle de Kubrick.

LA DAME DANS L'AUTO AVEC DES LUNETTES ET UN FUSIL, d'Anatole Litvak. — Lundi 26 avril, FR 3, 20 h. 30.

Du roman d'Angelo de Sébastien Japrisot, où le

monde réel se détraque, le long de la route du soleil, autour d'une héroïne myope et complexe, il ne reste que le mécanisme du suspense et les apparences des personnages. La force, le mystère de l'intrigue, retiennent tout de même l'attention.

EROTISSIMO, de Gérard Pirès. — Dimanche 2 mai, TF 1, 20 h. 30.

Sur un scénario de Nicole de Buron, une fantaisie sophistiquée raillant les ravages exercés dans l'univers féminin par la publicité « érotique ». C'est assez superficiel dans la satire mais bien mené, et Annie Girardot est irrésistible.

LA REINE CHRISTINE, de Rauben Mamoulian. — Dimanche 2 mai, FR 3, 22 h. 30.

Ce n'est pas un chef-d'œuvre comme on le prétend parfois, mais un bel exemple du « romanesque historique » à Hollywood aux débuts du parlant. Avec tous les procédés : scénario, décors, costumes, photographie, qui permettent de mettre en valeur une star. Évidemment, quand la star est Garbo, on voit moins ces procédés de fabrication que sa présence. Dans ses habits d'homme ou ses costumes de cour, Garbo androgyne brûle de passion, se déplace comme une somnambule inspirée et fait un sort poétique à toutes ses scènes.

L'INQUIÉTANTE DAME EN NOIR, de Richard Quine. — Lundi 3 mai, TF 1, 20 h. 30.

Comédie d'acteurs et d'atmosphère sur une énigme policière. Richard Quine a tiré assez habilement des effets comiques de situations dramatiques.

UN HOMME DE TROP, de Costa-Gavras. — Lundi 3 mai, FR 3, 20 h. 30.

Histoire de résistance, en 1943, d'après un roman de Jean-Pierre Chabrol. Costa-Gavras, qui cherchait encore sa voie, a bien reconstitué l'atmosphère historique, mais ses personnages ne sont que des types romanesques dont le sort n'est lié qu'aux artifices du scénario.

L'HOMME DE BORNÉO, de Robert Mulligan. — Mardi 27 avril, FR 3, 20 h. 30.

Mulligan empiète dans une aventure spirituelle — inspirée par un roman de Jan de Hartog — dont le sens n'apparaît qu'à la fin du film, après des scènes bavardes et interminables. Une monumentale erreur de distribution : Rock Hudson en médecin hollandais matérialiste et tourmenté.

PREMIÈRE VICTOIRE, d'Otto Preminger. — Mercredi 28 avril, FR 3, 20 h. 30.

Un échec en réalité. Les problèmes sentimentaux et

psychologiques de ces officiers et marins de la flotte américaine préparant la revanche de Pearl-Harbour sont dignes d'un roman-photo. Mais les batailles navales sont bien filmées.

LA COLÈRE DE DIEU, de Ralph Nelson. — Jeudi 29 avril, FR 3, 20 h. 30.

Aventures mélodramatiques entre révolution et dictature. Bien que cela soit censé se passer en Amérique centrale, cela tient du western baroque. Rita Hayworth est superbe en veste noire, mère d'un demi-frère et de Robert Mitchum, escroq en soutane, prouve que l'habit fait parfois le moine.

ASSOCIATION CRIMINELLE, de Joseph Lewis. — Vendredi 30 avril, A 2, 22 h. 35.

On peut se demander pourquoi le ciné-club est allé exhumé ce sous-produit du film noir où seul Richard Conte, en criminel sadique, éveille l'attention. Joseph Lewis avait fait tellement mieux avec « Le Démon des armes ».

NICK CARTER VEUT TOUT CASSER, d'Henri Decoin. — Dimanche 2 mai, TF 1, après-midi.

Vaine tentative pour transformer Eddie Constantine en James Bond. L'histoire est stupide, les personnages sont inconsistants, la mise en scène est bâclée.

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure juste et à 12 h. 30 et 18 h. 30, Bulletin complet à 5 h., 5 h. 30, 6 h. (Social matin), 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h. (Aïcha Redouci), 8 h. 30 (Claude Guillemin), 9 h., 13 h. (J.-P. Elkabach), 19 h. (Paul Amant), 20 h. (Roger Telo), 22 h. (Paul Amant), 24 h.

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. : Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Dubaud) ; 8 h. (Philippe Gildas), 9 h. (François Krumer), 13 h. (André Arnaud), 19 h. (Pierre Lescure) ; « Flashs » : toutes les heures ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h., Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. :

Bulletin complet à 9 h., 13 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jacques Paul) ; « Flashs » : toutes les heures ; R.T.L. : 12 h. 30 à 13 h. 30.

RADIO-MOÏSE CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h., 8 h., 9 h., 12 h., 14 h., 20 h., 22 h. 30, 24 h. ; « Flashs » : aux autres heures (dernier à 1 h.).

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizons ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; L'Union rationnelle (le 25 avril) ; Le Grand Orient de France (le 2 mai) ; 10 h., Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h., Jacques Chancel reçoit Yvonne Berger (mardi), la pianiste Yvonne Lefebvre (mercredi), l'acteur Henri Vieuxjeu (jeudi), le père Bernard Bro (vendredi).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations, 9 h. 10, Magazine de Pierre Boucletier ; 10 h., Femmes ; 11 h., A vos souhaits ; 12 h., Rétro nouveau ; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs ; 14 h., Le temps de vivre à 15 h. 10, l'Amérique de P. Salinger ; 17 h., Radioscope ; 18 h. 5, Bonnes ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les manières de Philippe Gildas ; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougeotte ; 8 h. 30,

« Expliquez-vous... », d'I. Lévi ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Cash ; 13 h. 30 (90), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h., Danette Gilbert ; 16 h. 30, Jean-Michel Desjeunes, Pierre Lescure et Anne Sneider ; 18 h., Jean-Loup Lallou ; 20 h. 30, Pierre Pachin ; 21 h. 30, François Divo ; 20 h. 40, Gollash.

RADIO-MONTE CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 12 h., A vos de jouer ; 12 h. 25, Quinze ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h., Julie ; 16 h., Cherchez le disque ; 17 h., Test ; 19 h., Hic-Parade ; 20 h. 5, Toto-Babar ; 21 h. 5, Flash-back ; 22 h., J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Person ; R.T.L., c'est vous ; 19 h., Hic-Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 24 h., Les nocturnes.

Téléthèque de Chaillot

MARDI 27 AVRIL : 14 h., Les musiques de Proost, de J.-M. Leuwen (1972) ; 14 h. 55, Fanfa taureau, de J.-C. Bringuier (1964) ; 15 h. 30, Vire ensemble, de M. Paman, Cl. Otzenberger et D. Karlin (1970) ; 16 h. 30, Pétole, pinces et cornues, de D. Adès (1971) ; 17 h. 30, Les Shadoks, de J. Rouzel (1968-1970) ; 18 h. 5, La création des quatre saisons, de M. Dumoulin (1968).

MERCREDI 28 AVRIL : 13 h., Le pensionnat, de R. Robert (1971) ; 14 h., Soirée Alfred de Musset (Les Caprices de Marianne) ; 16 h. 10, Les Shadoks, de J. Rouzel (1968-1970) ; 16 h. 45, Les semaines du jeune

théâtre, de J. de Boer et J.-M. Bonnauguet (1972).

JEUDI 29 AVRIL : 14 h., Les Shadoks, de J. Rouzel (1968-1970) ; 14 h. 30, Soirée Marcel Aymé, de Cl. Nabon et M. Létreux (1974) ; 15 h. 45, La nouvelle vague par elle-même, de R. Valey (1964) ; 17 h. 20, Adamov, de G. Demos (1971).

VENDREDI 30 AVRIL : 14 h., Le théâtre étranger, de P. Philippe (1972) ; 14 h. 55, Enseignants enseignants, de J.-R. Cader (1972) ; 15 h. 10, Les cavaliers de Lunéville, de J.-P. Gallo (1969) ; 15 h. 55, Vieilles au soleil, de M. Blawa (1969) ; 16 h. 45, Mariage en Périgord, de J.-C. Bringuier (1969).

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h., le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourrier reçoit un invité à 19 h. 45). Vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut Pour les jeunes : « Les infos » de Claude Pierrat (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche), le journal de Jean Lapiz ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (sauf les samedi et dimanche), Le journal

d'Hélène Vids ; 20 h., Le journal de Guy Thomas (Jean Lapiz, les samedi et dimanche) ; 23 h., Le journal de Gérard Holz.

FR 3 : 16 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal REGIONALES ; 19 h. 20 (TF 1, A 2, FR 3).

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (tous les samedis, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30 Le jour du Seigneur ; « L'un morceau de ciel » et croire aujourd'hui (le 25 avril) ; Actualité à quatre (le 2 mai) ; 11 h., messe, en la paroisse du Saint-Esprit de Meudon-la-Forêt (le 25 avril) ; messe avec « les gens du voyage », sous le chapiteau des Tuileries (le 2 mai).

سكرا من الاعمال

RADIO-TELEVISION

Jeudi 29 avril

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C.). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C.). Midi première ; 13 h. 35 (C.). Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires (reprise à 16 h. 45) ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Alors, raconte ; 20 h. 30. Série : L'Homme d'Amsterdam. (Le chat qui aime la choucroute), avec P. Vanack, 21 h. 20. Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besançon.

L'actualité de la semaine vue par la rédaction de TF1.

22 h. 20. Allons au cinéma.

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. L'Homme à la

valise ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc.

20 h. 20. D'accord, pas d'accord ; 20 h. 30. Variétés : Le Grand Écliquier, de J. Chancel. (Les gens de nulle part).

Avec Herbert Pagani, Miss Buckner, le danseur Serge Golocina, l'ensemble instrumental André Colson, Véronique Sanson, etc.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les Indiens d'Amérique. Un point, c'est tout ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La commission nationale du Mouvement de la paix sur les problèmes de l'Europe.

20 h. 15. Les jeux de 20 h. ; Ce soir à Lyon ; 20 h. 30 (C.). Les grands noms de l'histoire du

cinéma... Cycle Hollywood et ses nouveaux auteurs : « La Colère de Dieu » de R. Nelson (1972), avec R. Mitchum, F. Langella, R. Hayworth, H. Colicos.

Amérique centrale, années 20. Trois écrivains dont l'un est décédé en prison, docteur, pour sauver leur peau, aller assaillir un dictateur de village paranoïaque.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 15. Péguy : Affaire à suivre ; à 8 h. 30. Au seuil de l'émancipation, les conteurs arabes et persans ; à 8 h. 45. La lumière verte ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag, avec G. Bordenave ; 11 h. 2. Écouter pour voir ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France, 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Ravin du voyageur », de J. Perry ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ; à 15 h. 2. Deux heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux

adultes ; 18 h. 2. Musique plurielle ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Biologie et médecine ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Nouveau répertoire dramatique, par L. Attien ; « Europa », de R. Kallity ; 22 h. 35. Entretien avec H. Guillemain ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 11 h. 55. Sélection concert ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles : Nouvelles auditions (Gustav, Baudouin, Guzman, Nikiprowetzky) ; à 15 h. 15. Deuxième partie de Méthodes sans paroles : musique à vent de Beethoven ; 17 h. 30. Écoute, magazine musical ; à 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : le pianiste A. Ciccolini interprète Chopin, Brahms, Franck ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Soirée lyrique, en direct de l'Auditorium 104 : « Alcibiade » (Gluck), par les chœurs et le nouvel orchestre philharmonique, direction A. Jouve, avec J. Vassé, A. Vanzo, R. Massard ; 23 h. 35. Petites formes ; 24 h. Non écrites ; 1 h. La clé : « Houles ».

Vendredi 30 avril

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C.). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C.). Midi première ; 13 h. 35 (C.). Magazine régional ; 14 h. 5. Emissions scolaires ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Alors, raconte ; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Le Mari ne compte pas », de R. Ferdinand, avec J. Morel, L. Patrick, P. Doris, P. Dac, Z. Max.

Un couple d'instituteurs confidentiels, de ses propres frasques, l'idée que sa femme, elle aussi, pourrait bien le tromper. A tout hasard, il se met donc à être jaloux.

22 h. 35. Rugby à sept, à Charleville.

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : L'Homme à la valise ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30. Feuilleton : Les mystères de New-York (1^{er} épisode), réal. J. James, avec P. Vernier.

Les bas-fonds de la métropole américaine, en 1876, filmé dans un style qui se veut proche de l'expressionnisme allemand.

21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (A bas le travail, vive le travail) ; Avec Jean-Pierre Barou (« Guide de l'écrit, à bas le travail »), Claude Bourly (« Femme chef d'entreprise »), Georges Lefranc (« Histoire du travail et des travailleurs »), Jeanne Marek (« Chômage, la jeunesse ocieuse »), Jean Rousselet (« L'histoire du travail »), Pierre Waline (« Un patron ou un directeur international du travail »).

22 h. 50. Ciné-club : Association criminelle, de J. Lewis (1934), avec C. Wilde, R. Conte, B. Donlevy, J. Wallace. (N.)

Un policier américain est aux prises avec un syndicat du crime.

CHAINE III : FR3

18 h. 15. Emission régionale : L'Alsace sur la bout des doigts ; 18 h. 45. Pour les jeunes : La

souris motorisée. Des livres pour nous ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Les jeunes démocrates ; 20 h. Les jeux de 20 h. ; Ce soir à Lyon.

20 h. 30. Magazine vendredi... De quoi avons-nous peur ? : La sexualité ; 21 h. 30 (C.). Bicentenaire des États-Unis d'Amérique : Amérique, révolution et indépendance ; 22 h. 35. Emission en dialecte alsacien.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 15. Péguy : Affaire à suivre ; à 8 h. 30. Au seuil de l'émancipation : Les conteurs arabes et persans ; à 8 h. 45. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag, avec G. Bordenave ; 11 h. 2. Trente ans de musique française (1945-1975) ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Recherche musicale, par le groupe de recherches musicales de l'INA ; Entendre pour voir ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Coups de soleil », d'H. de Montherlant ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ; à 15 h. 2. Deux heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux

adultes ; 18 h. 2. Musique plurielle ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Biologie et médecine ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Nouveau répertoire dramatique, par L. Attien ; « Europa », de R. Kallity ; 22 h. 35. Entretien avec H. Guillemain ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musical ; 9 h. 7. Les grandes voix humaines ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 11 h. 55. Sélection concert ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles : œuvres de Lalo, Saint-Saëns, Verdi, Mozart, Liszt, Mahler ; à 15 h. 15. Deuxième partie de Méthodes sans paroles : Fantasia de la musique polonoise (de Chopin) ; à 15 h. 30. Écoute, magazine musical ; 17 h. 30. Instruments et solistes : le pianiste A. Ciccolini interprète Schubert, Ravel, Prokofiev ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30 (C.). En direct du Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. M. Giletti, avec le violoniste 2. Zoulik, Fugère, Riccardi (Bach, Webern). Variations pour orchestre op. 30 (Webern), Concerto pour violon et orchestre (Schoenberg), Vague-Tan (T. Scherchen). Trois pièces pour orchestre op. 6 (Berg) ; 22 h. 30. Dossier jazz : B. L. Geber interprète Beethoven ; 23 h. L'heure du jazz ; 24 h. En marge : La musique contemporaine et le jazz ; 1 h. 15. Trève.

Samedi 1^{er} mai

CHAINE I : TF1

19 h. 45. Alors, raconte ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un (Jean-Jacques Debout) ; 21 h. 30. Série : Ragan (Chien d'arrêt) ; 22 h. 20. Variétés : Un festival à Paris.

CHAINE II : A2

20 h. 20. D'accord, pas d'accord ; 20 h. 30.

Retransmission théâtrale : la Bande à Glouton de J. Fabbri et A. Cilliois, réal. F. Chatelet.

Un parodie satirique des plus célèbres mélodrames du dix-neuvième siècle : pour Fabbri et Cilliois, l'hiver dernier, a marqué la saison théâtrale.

CHAINE III : FR3

20 h. Festival du court métrage ; 20 h. 30 (*) Retransmission théâtrale, en différé du Théâtre national de Strasbourg : « Germinal »

d'Emile Zola, adapt. M. Deutsch, mise en scène de J.-P. Vincent, réal. Maté Rabinovsky.

Reconstitution tétrastatique d'un spectacle dont la création à Strasbourg, l'hiver dernier, a marqué la saison théâtrale.

FRANCE-CULTURE

De 7 h. à 24 h., Programme musical ininterrompu ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Chasseurs de sons ; 21 h. 25. Chasseurs de sons ; 22 h. 5.

La fugue du samedi, ou mi-fugue mi-raïsa, divertissement de J. Chouquet ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

De 7 h. à 24 h., Programme musical ininterrompu ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Chasseurs de sons ; 21 h. 25. Chasseurs de sons ; 22 h. 5.

Dimanche 2 mai

CHAINE I : TF1

9 h. 15 (C.). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (C.). La séquence du spectacle ; 12 h. 30 (C.). Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 20 (C.). Le petit rapporteur ; 14 h. 5 (C.). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45 (C.). Sport : Direct à la une ; 17 h. 35. Film : « Nick Carter va tout casser » de Henri Decoin (1964), avec E. Constantine, D. Dayle, P. Frankour, Indignoff (N.).

18 h. 45. Feuilleton : Nans le berger ; 19 h. 30. Les animaux du monde ; 20 h. 30 (R.). Film : « Erotissimo » de G. Pirès (1968), avec A. Girardot, J. Yanne, F. Bianche, D. Maurin.

La femme d'un P.-D.G. se croit délaissée par son mari, aux prises avec un contrôleur fiscal. En suivant les conseils de la publicité,

elle cherche à se rendre érotiquement attractive.

21 h. 55. Magazine du théâtre : L'œil en coulisses.

CHAINE II : A2

12 h. C'est dimanche ; à 13 h. 10. Les inconnus de la chanson ; à 14 h. Téléfilm : L'Expédition du fort Kink ; à 15 h. 30. Dessin animé ; à 15 h. 40. Tiroc ; à 15 h. 45. Animaux ; Le jardin derrière le mur ; à 16 h. 15. Série : Les Robinsons suisses ; à 17 h. 10. Flash sportif ; à 17 h. 15. Ciné-Parade et Monsieur Cinéma ; à 18 h. 15. Sports : Stade 2 ; 19 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise) ; à 20 h. 30.

21 h. 45 (R.). Série : Les brigades du Tigre.

CHAINE III : FR3

11 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 19 h. Jeu : Hexagonal.

20 h. 5. Pour les jeunes : Deux enfants en Afrique. Le salut ; 20 h. 30. Les visiteurs du dimanche soir, par J.-F. Kahn et A. Sinclair.

La guerre vue par des stratèges. Avec Alexandre Sanguinetti et le général de La Bédollière.

22 h. 30. Cinq minutes. Cycle Greta Garbo (R.). « La reine Christine » de R. Marmoulian (1933), avec G. Garbo, J. Gilbert, I. Keith, L. Stone (v.o. sous-titrée, N.).

La reine Christine de Suède vit son premier amour avec son ambassadeur d'Espagne et doit choisir entre sa passion et la raison d'État.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 15. Péguy : Affaire à suivre ; à 8 h. 30. Au seuil de l'émancipation : Les conteurs arabes et persans ; à 8 h. 45. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag, avec G. Bordenave ; 11 h. 2. Trente ans de musique française (1945-1975) ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Recherche musicale, par le groupe de recherches musicales de l'INA ; Entendre pour voir ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Coups de soleil », d'H. de Montherlant ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ; à 15 h. 2. Deux heures pour comprendre ; à 17 h. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux

adultes ; 18 h. 2. Musique plurielle ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Biologie et médecine ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Nouveau répertoire dramatique, par L. Attien ; « Europa », de R. Kallity ; 22 h. 35. Entretien avec H. Guillemain ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Concert-promenade ; 8 h. Cantate ; 9 h. Musical graffiti ; 11 h. Harmonie sacrée ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 40. Opéra bouffon : « Zémire et Azor », actes I et II (Gossec) ; 13 h. 40. Petites formes ; 14 h. La tribune des critiques de musique ; à 15 h. 10. Le concert égypte de B. Lauzanne (Roussin, Verul, Beethoven, Schubert, Mahler, Stravinski, Joubert, Weill, Dutilleul, Moussorgski) ; 19 h. 10. Jazz vivant ; 20 h. 15. Nouveaux talents, premiers silos ; 21 h. Echanges internationaux de Radio-France : Semaine musicale d'Ascona 1975 : le pianiste R. Buchsneider interprète Beethoven, Schumann, Chopin ; 23 h. Cycle de musique de chambre : Haydn ; 24 h. Concert extra-européen ; 1 h. 15. Trève.

Lundi 3 mai

CHAINE I : TF1

10 h. 30. Emissions scolaires ; 12 h. 15 (C.). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C.). Midi première ; 13 h. 35 (C.). Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Alors, raconte ; 20 h. 30 (R.). La caméra du lundi ; « Inquiétante Dame de routine » de R. Quine (1991) ; 21 h. 30. Novak, J. Lemmon, F. Astaire, L. Jeffries. (N.).

Un Américain, secrétaire d'ambassade à Londres, s'éprend de sa blonde loyenne qui est mariée à un officier criminel.

CHAINE II : A2

13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. Série : L'Homme à la valise ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 45. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45 (C.). Alain Decaux raconte : La Galgal.

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Jacques Rueff.

20 h. Les jeux de 20 heures : Ce soir à Toulouse.

20 h. 30. Prestige du cinéma (R.). « Un homme de trop », de Costa-Gavras (1966), avec M. Piccoli, B. Cremer, J.-C. Brialy, J. Perrin.

Dans les années, en 1943, des maquisards atteignent une prison et libèrent douze résistants condamnés à mort. Ils se retrouvent avec un treizième homme en trop, dont ils ne savent pas s'il est un condamné de droit commun ou un traître.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 15. Péguy : Affaire à suivre ; à 8 h. 30. Au seuil de l'émancipation : Les conteurs arabes et persans ; à 8 h. 45. Échec au hasard ; 9 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag, avec G. Bordenave ; 11 h. 2. Trente ans de musique française (1945-1975) ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Recherche musicale, par le groupe de recherches musicales de l'INA ; Entendre pour voir ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un

livre, des voix : « Pour le plaisir », de C. Payson ; 15 h. 2. L'œuvre du lundi : Le peintre J.-C. Elvy ; à 15 h. 40. La musique ; à 17 h. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts : « Le tombeau de Jules II », par Michel-Ange ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Un tantôt pour James », de S. Martel, avec P. Bonazzi, C. Mann, C. Laborde ; 21 h. 5. L'œuvre de pointe ; à 17 h. 30. Interdits ; à 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Les historiens, écoles et méthodes

LONGTEMPS, les historiens français ont marqué peu d'intérêt pour l'histoire de leur propre science. La biographie que, voici peu, Yvonne Kribblier a consacrée à Mignot (1) semble marquer le début d'un renouveau. Journaliste libéral, auteur de vingt-huit ans, en 1894, d'une *Histoire de la Révolution française* essentielle pour la formation de la psychologie collective, associé à l'organisation de la recherche historique entreprise par Guizot sous la monarchie de Juillet, Mignot est aujourd'hui bien oublié. Il vit dans l'histoire de la science humaine par excellence, qui embrasse et commande toutes les autres. Comme tant d'autres de ses contemporains, il fut un tenant de l'histoire « philosophique », qui n'a plus à découvrir les faits mais à les interpréter.

Pour sa part, Charles-Olivier Carbonell a choisi d'étudier l'ensemble de la production historique française à une époque donnée (2). C'est à l'époque déclinante de l'essor de l'histoire scientifique, marquée par la création de la *Revue historique*, en 1876, qu'il se consacre. Au commencement de sa recherche, Ch.-O. Carbonell était parti de l'année 1870 et du rôle qu'elle a tenu dans la mutation des esprits. L'expérience lui a montré qu'il fallait débiter l'analyse vers 1865 environ et la poursuivre jusqu'à vers 1885. Cependant, ce qu'il appelle après P. Chaunu la « pesée globale » de la production historique en France, c'est-à-dire, à l'aide de comptages, de cartes et de graphiques, l'« étude exhaustive » de tout ce qui a été publié en histoire, ne pouvait être poursuivie que sur une courte période, en l'occurrence 1870-1874.

Après un essai d'élucidation des termes d'« histoire » et d'« historiographie », l'auteur s'interroge sur la part de l'histoire dans la production totale de la littérature française. Elle reste modeste, encore que constante : à peine un dixième. Nuancée par les diversités locales, l'analyse de l'activité des sociétés savantes montre un intérêt croissant, mais pas exclusif, pour l'histoire ; le progrès se fait assez brusque vers 1870. L'histoire religieuse se taille la part du lion. Il s'agit essentiellement d'histoire du catholicisme, surtout d'hagiographie. Dans l'historiographie documentaire, elle aussi bien représentée, Ch.-O. Carbonell note l'importance de la pure bibliophilie. C'est dans les mono-

graphes surtout consacrées à de petites localités, qu'il voit le « miroir de l'historiographie du temps ». Le reste de la production est consacré à l'archéologie et à l'histoire de l'art, à trois histoires universelles qui dénotent moins de curiosité extra-européenne que chez Voltaire. La parente pauvre est la philosophie de l'histoire, traitée dans des ouvrages médiocres et très peu nombreux.

Après les œuvres, les historiens Ch.-O. Carbonell consacre de longs développements à tous ceux qui ont produit une œuvre historique entre 1866 — date sans doute choisie parce qu'elle coïncide avec la fondation de la *Revue des questions historiques* — et 1875. L'analyse montre un fort déséquilibre régional : c'est surtout la France du Nord, plus généralement la France riche, qui fait de l'histoire. Ainsi peut-on vérifier que « l'éveil actuel des particularismes périphériques ne doit rien à une tradition historiographique séculaire ». Les gros bataillons des historiens sont formés de « châtellains oisifs, curés de village, notables de campagne, fonctionnaires » : pareille répartition sociologique n'est pas sans influence sur le choix des thèmes de réflexion historique. Mais l'auteur ne dégage de cet ensemble d'historiens que deux groupes homogènes, à la fois par leur situation sociale et leur centre d'intérêt : les prêtres et les femmes.

Si féconde que soit la méthode qui consiste à prendre en considération la totalité des œuvres et la totalité des historiens, elle comporte, bien sûr, un inconvénient. Une telle « mise à plat » fait penser à ces photographies aériennes prises à la verticale qui montrent fort bien les contours et la fragmentation du sol, mais ne laissent pas soupçonner le relief. Qui, dans cette foule, mérite véritablement le nom d'historien ? Suffit-il d'avoir produit une notice sur l'église de son village pour compter à l'égale de l'auteur de la *Cité antique* ? Parce que l'auteur s'est interdit l'étude approfondie du rayonnement et de la diffusion des œuvres historiques, la difficulté s'affirme lorsque Ch.-O. Carbonell aborde les « écoles » historiques. Taine, à son

dernier des philosophes-historiens, à Renan, Fustel de Coulanges, ont sans doute droit à un piédestal, mais ce sont de « faux maîtres d'école ». Au reste, selon Ch.-O. Carbonell, le tort des historiens de l'historiographie aurait été de trop souvent « confondre l'histoire culturelle et l'histoire de l'historiographie » : il en donne comme exemples l'imposante accordée à la *Vie de Jésus*, de Renan, alors que dans le même temps ont été publiées, avec un tirage globalement supérieur, des vies de Jésus conformes à l'orthodoxie.

Les « grands » historiens mis ainsi en marge, deux écoles demeurent en présence. La *Revue des questions historiques* se veut le porte-parole de l'« historiographie providentialiste, ultramontaine et légitimiste » ; « gentilshommes chrétiens et charitables missionnaires », comme Georges de Beaurevoir, Henri de L'Épinois, Léon Gaudier et Marquis Ségur s'y retrouvent, unis par l'âge, une camaraderie née de l'école des chartes et « une foi intensément et semblablement vécue ». Ces ultramontains ne se proposent pas seulement un combat défensif ; ils veulent opérer, à partir d'une vision traditionaliste de l'histoire de France, où l'on réhabilite le Moyen Âge, vinifier la Révolution, une reconquête des esprits.

Née dix ans plus tard, la *Revue historique*, dont cette année marque le centenaire, apparaît bien, par la personnalité de ceux qui la soutiennent — essentiellement des universitaires — par la volonté « franchement didactique » de ses fondateurs, comme une école rivale. Au passage, la rapide évocation de l'« école positiviste » vient disperser un doute. L'histoire « positiviste » est une virtualité qui n'a jamais existé, estime Ch.-O. Carbonell, en dépit des sarcasmes de Lucien Febvre, puisque, en langage strict, cette dénomination ne peut être réservée qu'à l'histoire faite selon la doctrine d'Auguste Comte, « doctrine sans praticiens », mais prophétique par son exigence d'une « histoire totale ».

Avec la *Revue historique*, Ch.-O. Carbonell aborde une école historique qui groupe des éléments « dispersés et inorganisés » et domine le dernier quart

du dix-neuvième siècle. Au contraire de la *Revue des questions historiques*, la nouvelle revue se distingue par son érudition idéologique et par le dosage des générations. Elle se montre, dans son manifeste, désireuse de devenir un « recueil de sciences positives », elle veut se renfermer « dans le domaine des faits » et résister « à l'écueil des thèses politiques ou philosophiques ». Ch.-O. Carbonell n'a pas de mal à montrer les limites d'une vision qui déclare le fait « pur et amorphe comme un minéral ». Incontestables, en revanche, apparaissent les vertus que G. Monod invite l'historien à cultiver pour échapper à sa subjectivité : faculté de dépassement, sens de la solidarité entre les âges différents, sentiment de respect à l'égard des générations antérieures, tempérament de l'esprit critique, compréhension intellectuelle et compréhension morale. Ainsi se dégage la « vision à la fois dialectique et progressiste » du fondateur.

Mais, de là, Ch.-O. Carbonell passe un peu rapidement à la conclusion que l'école républicaine modérée qui s'exprime dans la *Revue historique* est une école protestante. De fait, et peut-être à cause de la personnalité de Gabriel Monod sur laquelle il s'appuie, l'aspect confessionnel de la revue est démesurément amplifié. Ne faut-il pas voir plutôt, dans la nouvelle publication, l'organe enfin trouvé de l'historiographie critique et libérale, hostile à tout préjugé théologique, l'expression de « ce mouvement qui nous porte tous », comme l'écrivait un peu plus tard G. Monod à Victor Duruy ?

La période choisie par l'auteur invite à une question fondamentale : l'historiographie française, comme l'a affirmé plus tard l'Action française, s'est-elle mise à l'école de l'Allemagne ? La réponse est nuancée. Si la « savante Allemagne » est devenue un cliché, si les « cardines » réformés de l'enseignement supérieur se sont fait sur le modèle de l'Allemagne, si l'école de Rome est une réponse au défi allemand, les traductions françaises d'ouvrages allemands furent très peu nombreuses. Au reste, le caractère national de la plus grande partie de la production historique française amène les auteurs à ne pas faire usage de références à des ouvrages allemands dont ils n'ont pas l'usage. Ce sont les thèmes, et d'autant plus qu'elles

portent sur une époque plus reculée, qui ont recouru à la science allemande. Les futurs réformateurs de l'historiographie française sont allés en Allemagne recevoir, en quelque sorte, un « baptême scientifique » ; d'autres, comme Séignobos, les imitèrent après 1870. Au total, dans une langue un peu abondante, un livre qui a le mérite d'aborder un thème neuf et d'offrir maintes analyses suggestives.

Dans un dernier numéro, la revue *Politique aujourd'hui* (3) apporte une intéressante contribution à l'historiographie contemporaine. Toutes les affirmations, sans doute, ne conviennent pas. Les « besoins du capitalisme » imposent-ils au « pouvoir » la suppression de l'enseignement de l'histoire, celui-ci agonise-t-il « dans une indifférence quasi générale » ? Est-il légitime de parler d'« appropriation du passé » par la classe dirigeante servie par la caste historique ? Par-delà ce langage, on trouve des analyses stimulantes. Ainsi, dans une longue étude consacrée à la New Economic History, Marianne et Jacques Debouzy montrent-ils que la sophistication d'une histoire « quantitative » est maintenant mise en cause aux États-Unis. Une telle histoire est porteuse d'une idéologie aussi implicite qu'explicite que l'histoire non quantitative. Encore que polémique, cette dénonciation de la fascination que exercent les mathématiques, l'ordinateur, une histoire technocratique qui isole l'économie du social, est, en définitive, salutaire. On appréciera également la mise au point de Denis Woronoff sur « le recours à la nature ». Elle montre que le corps et la nature ne sont plus des oubliés de l'histoire, mais invite judicieusement à ne pas oublier au profit des structures « les différences et les ruptures ».

(1) Yvonne Kribblier, *Nécessaire des sciences humaines : Mignot et l'histoire philosophique au dix-neuvième siècle*, Paris, Flammarion, 1973, 506 pages, 49,95 F.

(2) Charles-Olivier Carbonell, *Histoire et historiographie française, 1866-1885*, Toulouse, Privat, 1974, 603 pages, 125 F.

(3) *Politique aujourd'hui*, novembre-décembre 1975, « Histoire et historiens », 123 pages, 17 F.

La vie du langage

IL Y A RUMSTECK ET ROMESTECK

NOTRE foin a fait un bouff, si l'ose l'écrire. Je veux dire que l'appel aux lecteurs pour expliquer la locution « faire du foin » a été entendu. Le problème, en quelques mots : à côté de « faire du foin », du bruit, du tapage, des embarras, on relève « faire du foin ». Des deux expressions, laquelle est la plus authentique ? D'où vient-elle ? Comment l'expliquer ?

Oui, « faire du foin » est bien employé par le cordonnier anarcho-syndicaliste Emile Pouget, qui conseillait bien sa langue et son populaire, généralement sous la forme « faire un fouf », du diable, de tous les diables ». Et cela, en 1889, me précise M. Marcel Prigniel, que les spécialistes de la langue familière considèrent, dût sa modestie en souffrir, comme le plus grand d'entre eux.

Peut-on ramener foin à foin, pour n'avoir qu'une expression à considérer ? Pouget était méridional d'origine : un lecteur de Montpellier m'écrit que « foin », là-bas, se prononce aussi « fouan », comme « coin » fait « couan ». Je ne dis pas non. Mais nous allons voir que « foin » s'explique encore moins bien que « fouan ». Et puis, même resté occitan dans l'âme, Pouget n'aurait pas écrit *fouan* s'il n'avait entendu autour de lui, à Paris, que *foin*.

Que l'on considère « fouan » comme une variante de « foin » ou l'inverse, nous avons maintenant quatre explications concurrentes, que je résume d'abord : 1) le foin, c'est le foin, de l'herbe ; 2) le foin, c'est le putois ; 3) foin est un simple cri de mépris ; 4) le foin, c'est un feu de joie.

Il s'agit bien du foin des prairies, pense M. Prigniel, qui rapproche l'expression du méridional « faire du pétun », faire force pétun, faire du tabac. Tabac et foin, c'est tout un. Je reste sceptique, en dépit même de l'autorité de von Wartburg, dont le *Grand Dictionnaire étymologique* range « faire du foin » sous foin, herbe, qu'il rapproche de l'exclamation de mépris : *foin, foin de vous !* En somme, faire du foin, et « faire fi de... » seraient deux frères. Je n'ignore pas que saint Bernard a

écrit que « le Fils de Dieu devint foin pour nous ». Mais le foin n'a jamais été, pour aucun paysan, une fiente méprisable et de peu de valeur.

Et puis, rien ne prouve que « fi », « foin (du loup et de sa race) » et « faire du foin » soient à l'origine du même chapeau. Peut-être même y a-t-il eu deux locutions différentes, l'une (faire du foin) évoquant plutôt un tapage brutal, l'autre (faire du foin) signifiant : faire des manières, des embarras, comme dans cette gentille citation de 1892, que nous devons à M. Prigniel :

« Vive le petit trotin,
« Toujours bien mis, qui fait pas
« foin,
« Comme vos cocottes, nom de
« [nom],
« Qui boulot' vot' pognon... »
On voit mieux comment « le foin »

Le rome, le triche et stec !

La taupe est un animal fort doux, d'une extrême discrétion (« Bien creusé, vieille taupe ! »), et ne fait donc pas trop affaire ici. Mais son cousin le putois, lui, est un grand brailleur. Il pousse « des cris de putois » et se débat comme un beau diable quand il est piégé. On peut donc avancer que faire son foin, ou « faire son foin » (et voici nos deux formes réconciliées) a signifié : crier comme un putois. Puis l'expression est devenue (il y a d'autres exemples de ces transformations) : faire de son foin, et enfin, « faire du foin » ou du foin.

L'explication est cohérente, très vraisemblable : en tout cas, plus amusante que le foin-herbe. Mais ce n'est encore qu'une hypothèse.

Il est classique de rapprocher « fi », « foin de... » et « faire du foin » et de rappeler que l'allemand a « Plooi ! », le latin « Foul » et le grec « Pheu, pheu ! ». C'est un cri de haine, de mépris, assez instinctif. Un lecteur helléniste évoque le « Pheu ! pheu ! » poussé par le chœur des Erinyes (dans « les

peut signifier « les embarras » : il tient de la place. Mais le bruit, non.

Tout le monde connaît (ou moins de nom) la « fouine ». Ce petit carnassier des forêts tire son nom du héra, que nos pères nommaient le « fou », le « fouet », du latin *fagu*. C'est tout à fait par hasard que la fouine, le rat des hêtres, s'est trouvée rapprochée de fouir, creuser, chercher en creusant, du latin *fordere*. Notre bestiole, « fouine », certes, mais en « furetant », en trotant. Toujours est-il que la fouine a des cousins germains qui sont eux, des « fouisseurs », des creusards de terre. La taupe est (ou a été) très couramment appelée foin dans les campagnes. On dit (ou disait) dans le Nord : noir et cras (gras) comme un foin. Quant au putois, des lecteurs m'écrivent qu'on le nomme putois ou même « fouine mite », en Berry, en Vendée, etc. ce qui confirme les dictionnaires dialectaux.

Euménides « d'Eschyle », cri de guerre contre Athènes. L'explication est tout à fait valable pour « fi », et donc pour : faire fi de... Mais comment fi serait-il devenu « foin », et encore moins : foin. D'où viendrait la nasalisation ?

Dernière hypothèse. Notre mot *foin* du latin *focu* a eu (et a encore dans les dialectes) des formes assez différentes. Et en particulier, une forme *fous*, *fouan*. Le Wallon parle d'un *fou du diable*, pour un grand feu de joie, celui de la Saint-Jean par exemple, accompagné de danses et donc d'un joyeux tapage nocturne. Ce *fouan* pour feu n'est nullement limité à la Wallonie : on le trouve (d'après von Wartburg) en pays normand, en Champagne, en Normandie, avec des formes : *faire une foude*, *faire un foin*.

L'explication par le feu a l'avantage de bien « coller » à la locution, très courante, faire un foin du diable, qui reste inexplicable dans les autres hypothèses. Elle a mes préférences ; mais jusqu'ici, ce n'est qu'une hypothèse.

Rectifions une bourde, il n'y a

pas d'autre mot, dont les *Matériaux pour l'histoire du vocabulaire français* et votre service sont conjointement responsables. C'est à propos du « rumsteck » dont les *Matériaux* (vol. 7, p. 206) recueillent la première attestation en français à 1772. Grand progrès, puisque nos dictionnaires donnent pour premier témoin du mot écrit, Théophile Gautier en 1842. Rappelons la citation amusante de 1772, dans laquelle on trouve effectivement le mot, ou quel que chose qui y ressemble :

« Le beau sexe lave sa queue,
Et pilonne tout aussi sec,
Que si c'était du romsteck. »

Et les lecteurs, plus sagaces que le chroniqueur, de protester : « Votre citation ne tient pas debout, on n'a jamais vu de femme, ni d'homme, ni personne, « pilonner » (c'est-à-dire boir) un morceau de bœuf. Ce romsteck, m'écrit de Nantes M. Hémardier, était déjà dans le dictionnaire de Trévoux en 1743. Aucun rapport avec la viande, c'était « une liqueur qu'on sert à la fin d'un repas », ou « qu'on sert en Angleterre ». Exact : le mot romsteck avec ce sens de « liqueur », de « pousse-café », est encore dans le grand dictionnaire national de Bescherelle, en 1843. Mais il n'est plus au Littré et je ne sais rien de lui.

Il y a donc rumsteck et romsteck. Et il y en a même un troisième : le romsteck (les orthographes sont imprécises) était un jeu de cartes, mélange (à peu près) de belote et de poker, venu des Flandres dans la seconde moitié (7) du dix-huitième siècle, et qui fut très à la mode. Dans ce noble jeu, à trente-six cartes et deux ou quatre joueurs, le *rome* était une paire de valets ou plus basse. Deux as et deux rois formaient un *double rome*, deux paires moins fortes mais de même couleur, étaient un *triple rome* (trois figures) s'appelaient un *triche*, et le carré d'un *virique*, enfin deux paires, dont une d'as, étaient le *double rome*. On annonçait « Stec ! » en abattant la dernière carte qui comptait double (ou triple ?). Jouez-vous au romsteck ?

JACQUES CELLARD.

B. D.

Tintin bégale

COMBIEN de Tintinophiles supporteront le coup que Hergé vient de porter à leur héros favori ? A ceux qui ont appris à lire dans le *Lotus bleu* ou l'*Oreille cassée* la dernière aventure de Tintin — *Tintin et les Picaros* — (édit. Casterman) vient confirmer, hélas, ce que laissent prévoir l'aventure dernière (*Vol 714 pour Sydney*) : Tintin n'est plus Tintin et l'univers s'écroule !

Passons sur les questions de cosmologie. Que Tintin ne porte plus de pantalons de golf, comme avant guerre, n'est pas très grave. Qu'il joue, près de cinquante ans après sa naissance, à faire de la moto comme n'importe quel loulou, voilà qui cède trop à la mode. Le drame, pour ceux qui l'ont suivi sur les routes de la planète, dans tous les continents et jusque sur la Lune, c'est de le voir patager dans une histoire médiocre, ponctuée de gags épais qui ne se renouvellent pas, de voir réapparaître des personnages anciens qui ont perdu leur caractère. Tintin bégale.

Hergé a sans doute cru nous faire plaisir en nous montrant Séraphin Lampion, l'assureur indiscret, réclamer des contrats. Il a pensé nous faire rire encore avec la boucherie Sanzot reliée par une ligne directe au château de Moulinart. Il a jugé, peut-être, que nous aurions plaisir à réentendre pour la énième fois la Castafiore chanter l'*Air des biloux*. Que nous tremblerions à revoir le crâne rasé du sinistre capitaine Sponsz. Mais Hergé s'est trompé : nous attendions du *peut*, un scénario qui se ferme, des personnages attachants et non des marionnettes répétitives. Inlassablement les tics qui ont fait leur célébrité.

Victime de la mode

Un détail, un seul, sauve le dernier Hergé. C'est un cadeau qu'il nous fait en nous révélant, pour la première fois dans un album, après quatorze aventures où il figure, le prénom du capitaine Haddock : Archibald.

Pourquoi Tintin ne prend-il pas une retraite méritée qui nous laisserait, intact, le souvenir du héros sérieux, un peu froid, parfait, qui fut le modèle inégalable de notre enfance ?

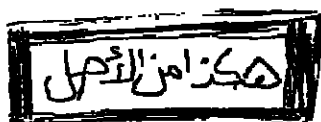
Au-delà des discussions idéologiques et politiques de ceux qui reprochent à Hergé d'être un « fasciste » (*le Monde* daté 18-19 avril), c'est bien sur le plan de la médiocrité d'un récit ennuyeux que se situe le drame du dernier Tintin. Que l'auteur de Tintin au pays des soviets et de Tintin au Congo ne soit pas un dangereux progressiste, ses admirateurs le savent déjà. Ce n'est pas pour cela qu'ils l'admirent. Hergé n'était pas notre professeur de sciences politiques ni notre prophète en militance. Mais il était, incontestablement, de puis près d'un demi-siècle, le maître inégalable de la bande dessinée européenne. Ses scénarios se tenaient. Ses récits étaient denses, équilibrés, palpitants.

Tintin au Tibet fut une œuvre d'une réelle beauté, quelle symbolique de la pureté où les neiges himalayennes et les tunnels de glace offraient au psychanalyste un champ d'études passionnant (1). Avec *Tintin et les Picaros*, nous sommes loin de cette recherche. Hergé se caricature lui-même : comme si la Castafiore ne suffisait pas à nous rappeler sa misogynie foncière, il a cru devoir flétrir le général Alcazar d'une énorme maîtresse en bigoudis, plus exagérée et plus laide — si est possible — que la « cantatrice ». Des visages plus gros, des caractères accusés et sans nuances : on est loin des personnages en finesse du *Lotus bleu*, de l'étonnant professeur Wolt d'*Objectif Lune*.

L'album refermé, les fidèles attirés ont envie de l'oublier, d'imaginer qu'il n'a jamais existé, de le chasser de leur souvenir comme un sacrilège impossible. Et d'imaginer aussi que, peut-être, Hergé va se ravoir, que nous aurons avant la fin de siècle, un Tintin égal à lui-même, qui, sans changer, ne radote pas. Un Tintin émouvant, carré, documenté, définitif. Mon Dieu, faites que Tintin accède de nouveau à la perfection !

BRUNO FRAPPAT.

(1) Dans son étude excellente sur Hergé (*Tintin et moi*), Numa Sadoul a fait une analyse pénétrante de ses thèmes (édit. Casterman, 1973).



SOCIÉTÉ

UN CONTE DU PAYS NIÇOIS

UN SACRÉ JOUR DE PAQUES

Le petit Mathias était un grand bonhomme. Il savait que le jour de Pâques les cloches du monde entier, parties à Rome prendre la parole du « Papa », revenaient dans leur clocher chanter à tue-tête le printemps, la joie de l'homme, la foi forcée dans la pérennité de la magnificence universelle. A six ans, il ne fallait pas essayer de lui raconter des histoires. Il savait ! Oui, il savait puisque sa maman le lui avait affirmé !

Alors, chaque jour de Pâques, Mathias sentait un gros chagrin gonfler son petit cœur. Un chagrin secret car, dans le clocher de son village, nulle cloche ne faisait son nid. Bien qu'il guettât, dès l'aube, les piafonds du ciel dans l'espoir chaque année d'apercevoir une cloche passer qui, sur un grand moulinet de ses bras, répondrait à son envie de plonger dans le clocher, nulle ne faisait jamais escale. Il guettait de tout son être jusqu'à ce que sa nuque criât grâce : jusqu'à, surtout, jusqu'à ce que le gros bourdon du nouveau village vint lui annoncer qu'à Roc-le-Neuf la cloche était rentrée et que, là-bas, fleurissait à nouveau le temps de la joie. Alors, il reniflait une petite larme, jetait tristement son bâton dans la rivière, et laissait l'envahisseur amer noyer son bonheur d'enfant.

Fourtant, qu'il était beau le clocher de Roc-le-Vieux, si harmonieux, planté dans le ciel que ceinturaient les montagnes encore ourlées de blanc, avec l'admirable chapeau de tuiles multicolores, tant vernissées que leur luisance faisait chanter l'air !... Hélas ! c'était là le seul luxe survivant d'une catastrophe qui avait, jadis, ruiné Roc-le-Vieux. Une nuit la montagne avait craqué, basculé, écrasé le bourg. N'avait subsisté que quelques toitures et l'église au clocher d'énail.

On avait reconstruit un village fringant de l'autre côté de la rivière, en lieu sûr, à 2 kilomètres. Tout le sang du Roc-le-Val était parti à Roc-le-Neuf et — pitoyablement — le Roc-le-Val était devenu Roc-le-Vieux.

On avait aussi transbordé la cloche, « Cougourdine », dans son nouveau berceau. « Cougourdine », ainsi baptisée à cause de son battement que la fantasia du fondeur avait façonné en curieusement. Depuis, les ans passaient. Les Pâques carillonnaient à Roc-le-Neuf. Tandis que quelques ancêtres, accrochés au village martyr, soupiraient sur les roses d'antan. Un jour, un ménage avait restauré une ruine. Un petit Mathias était né. Mâle jamais plus la fête des cloches n'avait lancé son tonnerre d'allégresse au-dessus de Roc-le-Vieux.

Par contre, à Roc-le-Neuf, personne ne se tracassait. Chacun savait qu'à 10 heures pile le bourdon entrerait en danse. Fourtant, au sujet de ce dernier, le curé avait eu grand souci. Un P.-D.G. d'une grosse fonderie, conquis par le charme du haut pays niçois, y avait pris résidence secondaire. Or madame, fort inclinée vers le « Cougourdine » manquait de suavité (la traitant même de

rogomme !), offrit, en cadeau de Noël, une cloche fraîche fondue pour remplacer la rustaude. Le moyen, dites, de rabrouer une bienfaitrice paroissiale ? Le brave curé, qui nourrissait tendresse pour sa rogomme, dut capituler. Avec des mots d'excuse à la vieille servante, il la mit, « en attendant », au fond d'un cagibi. Et la vie continua. Mathias, cette année-là, se sentit, au matin de Pâques, moins triste qu'à l'ordinaire. Rayonnaient un ciel si pur, un air de cristallin, une douceur si angélique, que son espoir d'apprivoiser une cloche volante le rassura.

Au même instant, de l'autre côté de la rivière, l'abbé attendait impatientement que vint l'heure de branler « Marquise » (ainsi l'avait voulu nommer madame !). Or voici que, vers 9 heures, l'abbé entendit des tintements insolites. Comme le son enfle, gonfle ses voiles, submerge la vallée, il réalisa vite que cela ne peut venir que de « Roc-le-Vieux ». Eberlué, stupéfait, incrédule, il saute en voiture, vole vers le village tandis qu'une certitude s'affirme qui le rend fou : non ! impossible de croire à l'impossible !...

Il arrive sur la place où, déjà, les rares habitants sont béats, nez au zénith. Eh bien, pas de doute : une cloche est là-haut, à sa place, qui clame à tête-grotesque l'aillement de la vie. Alors il fonce : escalade, au risque de se rompre le cou, les échelles pourries qui mènent au clocheron. Trois fois le Tout-Puissant, de justesse, rattrape son vicaire par le fond des braies. Enfin, cœur malade, c'est exorbité, il débouche sur la plate-forme dans l'air tonitruant que fouette une cloche frémissante. Et cette cloche, il ne lui faut qu'un regard pour la reconnaître : ces tachelettes vert-de-gris, cette panse un peu haute, et surtout, surtout, ce battant si caractéristique : « Dieu !... c'est « Cougourdine » ! Ses jambes flageolent. Il s'appuie à une poutre. Il va défaillir. Mais, soudain, de l'autre côté que voit-il dont la silhouette joue à cache-cache avec le va-et-vient de la cloche ?... Un gamin ! Un petit !... « Mais, c'est Mathias ! Il va vers lui. Ils ne peuvent s'entendre par-

ler mais se comprennent. Une joie farouche les transfigure. Alors le curé se penche, embrasse l'enfant : un baiser pour ding, un baiser pour dong et ainsi de suite jusqu'à ce que le tourbillon les étende. Enfin, reprenant esprit, ils descendent, apparaissent au vieux parvis rongé d'herbe sauvage. Sur la place où, aux branches des tilleuls, les bourgeois gonflent leurs joues vertes, il y a foule. Tout « Roc-le-Neuf » est arrivé sur les chapeaux de roues, et tous ces visages, tendus vers le clocher comme vers une vérité suprême, dessinent une patétique extase.

Alors l'abbé attrape une table au bistro voisin. La plate sur le parvis. Et voilà un verre de vin qui surgit, suivi d'une quinzaine de pain bis. Et voilà « Cougourdine » qui se tait. L'abbé, dans le silence soudain mystique, rompt le pain, boit le vin, lance à l'assemblée quelques paroles simples qui lui tombent sous la langue, dit une espèce de messe à tous ceux qui sont là, ceux qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas, mais qui — tous — sont émus par la voix éternelle des cloches, la voix des origines, la voix de leur propre cœur.

Et quand l'abbé entend une jolie flûte qui fuse : « Je savais bien que ma maman elle me mentait pas ! » Alors la cloche reprend son chant et chacun remarque qu'elle a un son d'une rare musicalité.

Depuis, chaque matin de Pâques, « Cougourdine » donne de la voix. L'abbé vient sur le parvis. La foule attend sous les tilleuls. Et voici que des gens ont acheté et retapé de vieilles ruines ; que d'autres ont construit du neuf vers le quartier qu'épargne l'avalanche.

Un jour, Mathias sera vraiment une grande personne. Un jour il faudra changer le nom de Roc-le-Vieux ressuscité. On l'appellera peut-être Roc-le-Val, comme avant. Vous le reconnaîtrez à son délicieux campanile de tuiles vernissées, royal écriu où, pour les hommes de toujours, veille « Cougourdine », la cloche venue sur le rêve de Mathias.

GUY DARDELLE

GRANDS MAGASINS

Servez-vous, payez à la caisse...

« MADAMOISELLE ! Je voudrais un livre sur le savoir-vivre. C'est pour mon fils. Il a quatre ans. Il faut commencer jeune. » « Madame ! Je voudrais un livre pour ma fille. Elle a dix ans. Enfin, elle en paraît huit. Enfin, elle a un âge mental de cinq ans, disons... »

Cinq, dix, vingt fois par jour, les vendeuses du rayon des livres de ce grand magasin de la rue de la Paix, doivent répondre à des questions comme celles-là. Pendant les fêtes de fin d'année, elles étaient assistées par des « démonstratrices » engagées par les maisons d'édition pour leur venir en aide et conseiller la clientèle en quête de cadeaux annuels.

Olga a postulé et est employée sans savoir très bien si elle tiendrait plus de trois jours. Étrangère, vivant en France depuis moins de cinq ans, elle parle avec un petit accent. Des diplômes universitaires pleins les poches et des connaissances ethnologiques pleines la tête, elle l'a fait non seulement pourcentage sur les ventes assure une indemnité confortable, mais aussi psychologiques, à savoir bouter, faire quelque chose de peu ordinaire. Son entourage a souri en lui affirmant qu'elle ne tiendrait pas le coup : « Tu te rends compte, il va falloir que tu y ailles tous les jours, même le samedi ! Tu ne tiendras jamais le coup pendant les six semaines proposées ! »

Olga a fait la queue chaque matin au pointage, avec les quelques trois mille employés du magasin. Pendant six semaines elle a glissé chaque jour son manteau sous le stand de son rayon pour éviter la déprimante salle des ventes, où des centaines de femmes troquent ensemble chaussures et robes contre sabots ou pantoufles. Elle a eu six semaines pour apprendre à la connaître, à apprécier leur gentillesse en cas de difficultés et à écouter le récit des petits tracas quotidiens des unes et des autres. Tout le monde se salue, se serre la main, échange un petit mot sur le trajet, sur le film de la télévision, sur le temps

qu'il fait. Certaines semblent heureuses d'avoir laissé loin le pavillon de banlieue, le mari râleur et les enfants qui piaillent. Des divorcées, beaucoup, qui traitent leur solitude et leur ennui : ici, pendant huit heures, elles se sentent entourées, compliquées au sein de la foule, et les problèmes personnels se dissolvent dans cet anonymat où l'on peut être soi-même plus facilement peut-être qu'ailleurs.

« Donnez-moi un prix littéraire. N'importe lequel »

Au rayon des livres, situés au rez-de-chaussée tout près des portes qui donnent sur la rue, le premier quart d'heure est calme. Olga et ses collègues profitent de ce répit pour faire l'inventaire, passer les commandes par téléphone ou se maquiller. Une foule de « chefs » surveillent la tenue des stands, conseillent, suggèrent. 9 h. 30 : la foule commence à arriver. L'ordre est inviolable : jusqu'à midi ce sont des gens seuls, qui ont l'air de savoir ce qu'ils cherchent, quels livres. Ils viennent acheter ou consulter.

De 12 heures à 14 heures, des femmes qui travaillent dans le quartier et qui se promènent tout en mangeant un sandwich au saucisson ou des crêpes grasses. C'est le moment le plus long de la journée. Beaucoup d'hommes aussi qui traînent, qui « draguent » un peu, de manière tout-à-fait agressive : cela doit finir par marcher, car ils sont là tous les jours. Et puis il y a ceux qui ont des cheveux longs, l'air un peu marginal et qui sont immédiatement suivis par un des inspecteurs attachés au rayon.

L'après-midi passe avec une effroyable lenteur. La clientèle se compose alors de femmes d'âge moyen, de couples âgés qui vont bras dessus-bras dessous, de vieux messieurs seuls venus lire. Jour après jour, les ouvrages érotiques qu'ils n'ont pas rapportés chez eux. Les trois quarts des gens feuilletent les livres avec des gestes incertains et les autres grognent

parce que les livres sont écornés, salis, froissés. Olga ne demande rien, soupire un peu quand quelque malade laisse tomber une pile sans se retourner ou quand les « fous » de banlieue viennent tourner les pages des livres de motos les mains encore pleines de cambouis. Les gens ne voient pas les vendeuses. Combien appelleront Olga « monsieur » et, sans s'en rendre compte, continueront de l'appeler « monsieur », alors qu'elle aura tourné vers eux son visage... Elle remplacera alors ses jeans par une robe, mettra des colliers pour faire bonne vendeuse, minette et coquette. Parce que c'est comme cela.

Olga répond aux questions, des plus simples aux plus saugrenues :

— Hier soir, à la télévision, vers 20 h. 30, quelqu'un a parlé d'un livre sur les châteaux. Vous voyez de quel livre il s'agit ?

— Je voudrais un livre pour mon fils. Il a trente-cinq ans, c'est un homme d'affaires, mais il vit sans moi, vous voyez quelque chose qui lui apprendrait à recevoir... ?

— Voici ma petite-fille, elle a trois ans, elle casse tout, donnez-moi un livre qui m'explique pourquoi.

— Donnez-moi un prix littéraire, n'importe lequel par exemple, oui, vous les avez tous ?

Tous les jours il faut ramasser la dizaine de banderoles rouges du Concours arrachées : « Ce n'est pas vrai ! Il ne l'a pas accepté ! »

Sur la table, au centre du rayon, là où sont disposées les nouveautés, les gens se servent réellement comme dans un supermarché une pile de livres que l'on porte à la caisse sans les feuilleter auparavant. Il y a les habitués. Ceux dont on rit entre vendeuses, ceux que l'on accepte un peu dans l'attente d'un concours arraché, comme une femme livide qui vient chaque jour passer huit heures à tourner sans mot-dire et docilement les pages du même ouvrage, froide, absente ; ou ces jeunes qui ont mis au point une technique efficace pour échanger les livres après les avoir lus en prétextant que le cadeau acheté trois jours auparavant ne convient vraiment pas.

Huit heures sans s'appuyer contre un stand et sans s'asseoir, sans cette vendeuse malade qui attend douze ans avant d'avoir enfin droit à son tabouret, ce qui lui fait arborer maintenant le sourire du grand bonheur. Heureusement il y a la trêve du déjeuner. Olga va prendre l'air à l'extérieur, déjeune dans un restaurant pour se changer les idées, oublier un peu la machine humaine qui continue de déferler malgré elle dans son imagination, oublier aussi la présence paternaliste du grand magasin. Pendant ce temps, au snack, trois mille personnes déjeunent en deux services, seules ou deux par deux. Les conversations vont bon train sur les clients, anecdotes superficielles et anonymes, un peu sur la famille ou sur le nouveau pull-over que l'on a acheté.

« La boîte à bulles » et « L'île au goulash »

Un nouvel après-midi passe, apportant son lot de clients aux questions chargées de significations inconscientes. Cette vieille dame veut un livre sur la guerre « pour un ami qui déteste les Juifs, donc n'importe quelle guerre, mais pas de Juifs, s'il vous plaît ». Ou le jeune homme qui entre en criant très fort : « Je veux un livre pour faire masturber ma mère », et qui se reprend très vite : « Ben oui, quoi, il faut faire masturber intellectuellement nos mères », et qui prend un livre pour enfants.

Et puis, il faut réagir vite aux demandes de titres transformées par la mémoire ou l'imagination : « ma mère est morte », pour *La mer est ronde* ; « la boîte à bulles », pour *Un sac de bulles* ; « une fille aux trois goulashes » ou « l'île au goulash », pour *l'Archipel du Goulash* ; le cadeau du Christ qui bouge, pour *Le Christ est vivant*, et bien d'autres encore...

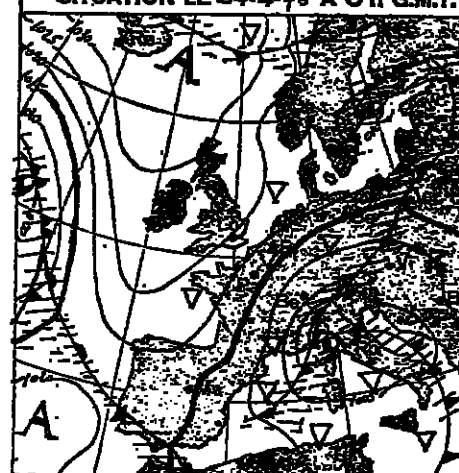
Les six semaines passées, il y a des gens qui partent, comme ça, sans dire adieu, et le lundi suivant on les a déjà oubliés, la vie continue. Olga, elle, a fait de vrais adieux à tout le monde. Et les unes de l'embrasser, et les autres de s'excuser des petits mots aigres qui avaient pu leur échapper. « Venez nous voir quand vous passerez dans le quartier... »

CATHERINE BUCHARD.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-4-76 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 24 avril à 8 heures et le dimanche 25 avril à 24 heures.

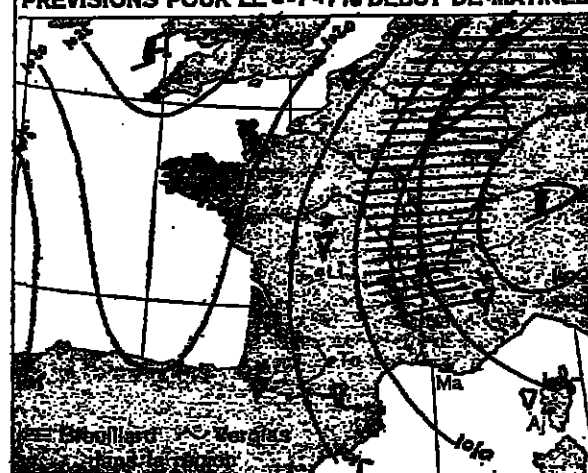
La dépression centrée samedi 24 avril à 0 heure sur le golfe de Gênes se comblera rapidement en se déplaçant lentement vers l'Europe centrale. Cette dépression continuera toutefois de diriger sur la France un flux d'air froid de secteur nord.

Dimanche 25 avril, le temps restera froid sur l'ensemble du pays avec des pluies intermittentes. Des nuages abondants en début de journée donneront des chutes de pluie ou de neige dans la plupart des régions. Toutefois, au cours de l'après-midi, ces précipitations s'atténueront et tendront à se localiser sur l'Est et le Nord-Est ; les vents de nord faibliront progressivement et les éclaircies seront plus belles du sud de la Bretagne au Bassin aquitain ainsi que sur le Roussillon et le Bas-Languedoc, où métrical la transmanche continuera de souffler.

Samedi 24 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1013,5 millibars, soit 781,9 millibars de mercure.

Température la plus élevée indiquée le maximum enregistré au cours de la journée du 23 avril, le second le minimum de la nuit, les 21 au 24 avril : Ajaccio, 16 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 13 et 1 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 8 et 1 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et 1 ; Dijon, 7 et 1 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 9 et 1 ; Lyon, 10 et 0 ; Marseille, 17 et 7 ; Nancy, 7 et 0 ; Nantes, 12 et 1 ; Nice, 16 et 6 ; Paris-La Bourget, 11 et 1 ;

PRÉVISIONS POUR LE 25/4/76 DÉBUT DE MATINÉE

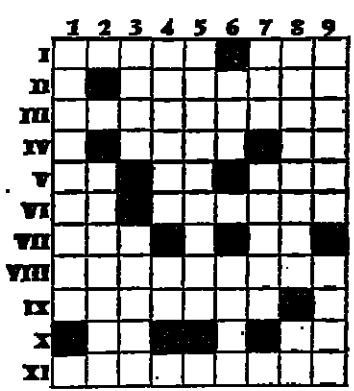


Paris, 14 et 3 ; Perpignan, 16 et 8 ; Rennes, 11 et 0 ; Strasbourg, 8 et 1 ; Toulon, 11 et 0 ; Toulouse, 15 et 1 ; Valence, 17 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 8 et 1 degré ; Athènes, 18 et 14 ; Bonn, 9 et 2 ; Bruxelles, 8 et 1 ; Des Canaries, 21 et 14 ; Copenhague, 6 et 0 ; Genève, 7 et -1 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 11 et 3 ; Madrid, 15 et 2 ; Moscou, 16 et 7 ; New-York, 23 et 11 ; Palma-de-Majorque, 20 et 9 ; Rome, 18 et 13 ; Stockholm, 10 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1441



HORIZONTALEMENT

1. Permet de former bien des caractères ; Bien fourni. — II. Le passe-temps de la mort. — III. A bien conserver ! — IV. Mauvais points de chute ; Déplacé dans le

mauvais sens. — V. La durée de ses carènes avait de quoi faire rougir Cléopâtre ; Pronom. Son trajet est généralement limité. — VI. Préfixe ; Quelle ordure ! — VII. Point de repère ; Bruit. — VIII. Se manifeste à la suite de coups répétés. — IX. Chassent la petite bête. — X. Permet à maints Soudanais de se livrer à des ébats nautiques ; Membre étranger. — XI. Fait la planche.

VERTICALEMENT

1. On lui doit le salut. — 2. Abouitissent tôt ou tard à un certain fléchissement ; Ne saurait être considéré comme un espoir. — 3. Cours d'eau ; Petit, chez Valentine. — 4. Choses attachantes ; Symbole chinquoise. — 5. Fleurs reglées. — 6. Article ; S'en allaient en bruyées chez ceux qui fumèrent. — 7. Port étranger ; Titres religieux. — 8. On compte beaucoup sur lui ; Pronom. — 9. Ses crises pardonnent rarement ; Titre étranger.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel

le 24 avril 1976 :

DES DECRETS

● Conférant le rang et prérogatives de général de brigade avec appellation de médecin-général, promotions, nominations, affectations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux exerçant des fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements hospitaliers publics.

Concours

● Les épreuves écrites du concours d'entrée en première année d'études-ingénieurs de l'Ecole française de radioélectricité, d'électronique et d'informatic, auront lieu les mardi 8 et mercredi 9 juin 1976 dans les centres de Paris, Bordeaux et Rouen. Adresser les inscriptions avant le 29 mai au secrétariat de l'école, 10, rue Aynard, 75006 Paris.

Solution du problème n° 1440

HORIZONTALEMENT
1. Bourgeois ; Hem ! — II. Ro ; To ; Botes — III. Bestiaire ; Tel. — IV. Eau ; Leeds ; Rada. — V. Mère ; Ad ; Sep. — VI. Opiner ; Due ; Do. — VII. Tunis ; Thermidor. — VIII. S.B.E. ; Gréval ; Ur. — IX. Enol ; Nibol. — X. C.N.R.S. ; Bondées ; Ir. — XI. Os ; As ; Pé. — XII. Enoor ; Nger ; Lee. — XIII. R4 ; Rebut ; Sai. — XIV. Lo ; R4 ; Nain. — XV. Range ; Téméraire.

VERTICALEMENT
1. Bibelots ; Chéris. — 2. Et ; Pusan ; Baza. — 3. Usuline ; Roc ; On. — 4. Rôti ; Ni ; Essor. — 5. Mes ; Reys. — 6. Etaler ; Gobe ; B.A. — 7. Obier ; Trio ; Nait. — 8. Ré ; Hâ ! ; Naitre. — 9. Sied ; Dévidage. — 10. Et ; Saura ; Té. — 11. Sot ; Déméneurs. — 12. Ter ; Isis ; Ana. — 13. Hélas ! ; Pilal. — 14. Es ; Dédouble ; Ir. — 15. Reporter ; Erna.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS

6 numéros 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

30 F 160 F 222 F 380 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

144 F 273 F 402 F 538 F

ETRANGER

par messagerie

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS — SUISSE

232 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE

232 F 210 F 307 F 400 F

Par voie aérienne

tous sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements),

seront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse dé-

clarés ou proscriptions (deux

semaines ou plus), vos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

signer tous les noms propres

en caractères d'imprimerie.

سكنا في الامم

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

EMPLOI

ANNEMASSE : trois mille chômeurs sur vingt-quatre mille habitants

De notre correspondant

Annemasse. — Trois mille chômeurs dans une ville de vingt-quatre mille habitants. C'est la conséquence d'une longue série d'imprévisions des pouvoirs publics. Le résultat pourrait être explosif, déclare le nouveau conseiller général socialiste du canton d'Annemasse-Sud, M. Cambefort. Il reconnaît avoir été élu le 14 mars dernier « en raison du malaise général dans lequel vit l'agglomération ».

Depuis décembre 1973, quatre entreprises ont cessé toute activité. Les deux cent trente-huit employés de Buchillon-Knopf (fabrique de jantes pour métiers à tricoter) occupent leur usine depuis quatre

mois. Le tribunal de commerce de Paris a ordonné la liquidation des biens de la société. « Nous nous battons pour préserver notre outil de travail », déclare Patrick Anselmo, responsable C.F.D.T. de l'usine. Chez Gambin, les cinq cent douze salariés ont reçu leur lettre de licenciement, le 13 mars. L'usine est occupée depuis trois mois. Le plan de redressement élaboré au début du mois de mars ayant échoué, l'entreprise de transports Stouff-Internationale a cessé toute activité. Les cent quatre-vingts chauffeurs et le personnel administratif de la société ont été licenciés.

Fermeture aussi des établissements Mecatec, qui employaient soixante-six personnes à la fabrication des pièces de mécanique générale. Enfin, l'usine Nicholas-Aspro est occupée depuis le 24 février par les trois cent vingt-huit ouvriers « déterminés à s'opposer aux cent dix licenciements envisagés par la direction de Melbourne ».

En février 1975, vingt-quatre mille

deux cents frontaliers travaillaient à Genève. Chaque soir ils regagnaient le haut-savoyard : Selin-Julien, Régine, Gaillard et surtout Annemasse. Aujourd'hui, quatre mille ont perdu leur emploi. Beaucoup ont abandonné la région, les autres, cinq cents, sont venus grossir le nombre des demandeurs d'emploi de l'A.N.P.E. d'Annemasse.

Comme leurs collègues licenciés par des entreprises françaises, ils bénéficient des prestations de chômage alors qu'ils ne payaient pas de cotisations : « Une mesure dictée par la solidarité nationale », estime un frontalier. La plupart touchent l'allocation supplémentaire d'attente (ASA), destinée à garantir 90 % du salaire antérieur. Mais cette allocation n'est plus calculée sur leur salaire en francs suisses mais sur la base de leur salaire appliqué en France pour un emploi équivalent. Aussi, certains frontaliers ne touchent que 50 % de leur salaire antérieur.

La Suisse s'est enrhumée...

On redoute, enfin, d'importants licenciements dans les entreprises du bâtiment de la région. Elles terminent en ce moment les programmes de construction commencent à y avoir deux ans, à une époque où le Genevois haut-savoyard connaît une forte expansion caractérisée par un taux d'emploi élevé et un accroissement démographique exceptionnel : + 6,3 % par an, contre 2,5 % pour le département de la Haute-Savoie et 1,1 % pour la région Rhône-Alpes. Entre 1968 et 1973 la population d'Annemasse a augmenté de 35 %. « Les gens arrivaient de partout pour aller travailler en Suisse. Ils dormaient sur France, où l'on ne trouvait pas un studio à moins de 700 francs », constate le maire d'Annemasse, M. Berthier (majorité présidentielle). Aujourd'hui, il y a deux mille cinq cents logements inoccupés dans la ville. Les loyers ont baissé de moitié. « En 1973, en pleine euphorie économique, la municipalité accor-

daient des permis de construire pour deux mille cinq cent cinquante-sept logements. Ils sont actuellement en cours de finition. Ils viendront grossir dans quelques mois le nombre des logements vides », déclare un agent immobilier.

Certains communes espéraient attirer des entreprises suisses dans leur zone industrielle installée à grands frais. Elles sont aujourd'hui à demi vides. Seules sont venues des usines annemassaises qui étoffaient au centre de la ville et qui souhaitaient se moderniser. En l'absence de mesures d'incitation, l'installation d'unités nouvelles de pro-

duction a été très rare. Une seule entreprise s'est décentralisée à Annemasse : elle emploie cinquante et une personnes.

A la préfecture de la Haute-Savoie on mesure la « gravité de la situation », mais on paraît impuissant à surmonter une telle crise. Ainsi le conflit Aspro a montré la toute-puissance accordée aux multinationales, qui agissent sans contrôle des pouvoirs publics. La direction refuse toute négociation avec son personnel tant que l'usine ne sera pas évacuée. Elle a lancé un ultimatum aux syndicats : si le conflit ne cesse pas avant le 30 avril l'usine sera fermée. « Le sort des salariés de l'entreprise se décide en Australie », constate le secrétaire de l'union locale C.G.T., M. Gelaty.

Elle du Tour de France — deux fois l'arrivée du Tour fut jugée sur la route privée de l'usine Nicholas-Aspro, la petite ville de Gaillard, qui jouxte Annemasse, observe avec anxiété et admiration « les rouges d'Aspro ».

« Nous avons aujourd'hui les plus beaux salaires et les plus importantes avantages sociaux de la région, alors qu'en 1965 les embauches se faisaient au SMIG », constate une ouvrière gréviste. « C'est le résultat de nos luttes antérieures. Cette fois encore, nous ne céderons pas. »

AUTOMOBILE

Volkswagen va construire une usine de montage aux États-Unis

De notre correspondant

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Bonn. — Cette décision, qui paraissait acquise depuis plusieurs mois, marque la fin d'une controverse de plusieurs années au sein de Volkswagen. L'emplacement exact de l'usine n'est pas encore fixé, la direction hésitant entre des ateliers vides de Chrysler en Pennsylvanie et une ancienne fabrique d'armements à Cleveland, dans l'Ohio.

La mise en route de l'usine est, en tout cas, prévue pour le deuxième semestre 1977. Dans un premier temps, elle emploiera deux mille ouvriers, puis cinq mille cinq cents lorsque la production aura atteint son rythme de croisière fixé à huit cents véhicules par jour. Volkswagen montera aux États-Unis uniquement des voitures Golf (happi-ses Rabbit outre-Atlantique). L'investissement est estimé entre 450 et 500 millions de deutschemarks.

L'idée de construire une usine aux États-Unis remonte à quatre ans. L'ancien directeur général de Volkswagen, M. Leiding, avait alors lancé un projet de plus d'un milliard de deutschemarks, jugé trop ambitieux, aussi bien par les représentants des salariés que par le conseil de surveillance qui par le directeur financier de la société. Ce projet, mal préparé et mal présenté, ne fut pas étranger à la chute de M. Leiding en décembre 1974.

Son successeur, M. Schmücker, a repris l'affaire avec plus de modestie et de diplomatie. Pendant six mois il a préparé son dossier avec soin. Les dirigeants de Volkswagen sont convaincus qu'il faut investir aux États-Unis s'ils ne veulent pas être contraints d'abandonner totalement le marché américain.

La firme vendait, il y a quelques années, aux États-Unis près du tiers de sa production, mais, à la suite de la hausse des coûts de production en République fédérale et de la réévaluation du deutschemark par rapport au dollar, ses voitures n'étaient plus compétitives (le prix d'une « Coccinelle » aux États-Unis a augmenté de 75 % en quatre ans).

Alors qu'en 1970 Volkswagen vendait plus de cinq cent mille véhicules aux États-Unis (16,1 % du marché), ses ventes étaient tombées à deux cent quarante-six mille en 1973 (2,8 % du marché). Au premier semestre de cette année, la baisse a encore été de 46 % par rapport au premier semestre de 1973 : dans le même temps, les constructeurs japonais ont augmenté leurs ventes de 13,5 %.

Volkswagen était engagé dans un cercle vicieux : du fait de la chute des ventes, des concessionnaires abandonnaient la marque.

Le conseil de surveillance a approuvé, le 23 avril, la décision de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

COMMERCE

UNE ENQUÊTE PRÉFECTORALE LAVE CARREFOUR DES ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE C.I.D.-UNATI

Carrefour n'a versé aucun pot-de-vin à un maire d'une commune de l'Yonne afin de lui faire installer un hypermarché dans sa commune, à proximité d'Auxerre.

C'est ce qui ressort de l'enquête demandée par M. Vincent Anquetin, ministre du commerce et de l'artisanat, au préfet du département, à la suite des accusations portées par un membre du C.I.D.-UNATI contre la société Carrefour (le Monde daté 28-29 mars).

« La société Carrefour, précise le communiqué publié par le ministre après la réunion du 22 avril de la commission nationale d'urbanisme commercial, a proposé légalement, dans le cadre de conventions publiques, une participation financière aux travaux d'équipement de deux communes, l'une étant celle du lieu d'installation du projet, l'autre étant une commune voisine, dont le maire est membre de la commission départementale d'urbanisme. Cette seconde convention n'a pas eu de suite. »

Après avoir examiné les comptes de Carrefour, le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration de la société a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

LA SUISSE S'EST ENRHUMÉE...

On redoute, enfin, d'importants licenciements dans les entreprises du bâtiment de la région. Elles terminent en ce moment les programmes de construction commencent à y avoir deux ans, à une époque où le Genevois haut-savoyard connaît une forte expansion caractérisée par un taux d'emploi élevé et un accroissement démographique exceptionnel : + 6,3 % par an, contre 2,5 % pour le département de la Haute-Savoie et 1,1 % pour la région Rhône-Alpes. Entre 1968 et 1973 la population d'Annemasse a augmenté de 35 %. « Les gens arrivaient de partout pour aller travailler en Suisse. Ils dormaient sur France, où l'on ne trouvait pas un studio à moins de 700 francs », constate le maire d'Annemasse, M. Berthier (majorité présidentielle). Aujourd'hui, il y a deux mille cinq cents logements inoccupés dans la ville. Les loyers ont baissé de moitié. « En 1973, en pleine euphorie économique, la municipalité accor-

daient des permis de construire pour deux mille cinq cent cinquante-sept logements. Ils sont actuellement en cours de finition. Ils viendront grossir dans quelques mois le nombre des logements vides », déclare un agent immobilier.

Certains communes espéraient attirer des entreprises suisses dans leur zone industrielle installée à grands frais. Elles sont aujourd'hui à demi vides. Seules sont venues des usines annemassaises qui étoffaient au centre de la ville et qui souhaitaient se moderniser. En l'absence de mesures d'incitation, l'installation d'unités nouvelles de pro-

duction a été très rare. Une seule entreprise s'est décentralisée à Annemasse : elle emploie cinquante et une personnes.

A la préfecture de la Haute-Savoie on mesure la « gravité de la situation », mais on paraît impuissant à surmonter une telle crise. Ainsi le conflit Aspro a montré la toute-puissance accordée aux multinationales, qui agissent sans contrôle des pouvoirs publics. La direction refuse toute négociation avec son personnel tant que l'usine ne sera pas évacuée. Elle a lancé un ultimatum aux syndicats : si le conflit ne cesse pas avant le 30 avril l'usine sera fermée. « Le sort des salariés de l'entreprise se décide en Australie », constate le secrétaire de l'union locale C.G.T., M. Gelaty.

Elle du Tour de France — deux fois l'arrivée du Tour fut jugée sur la route privée de l'usine Nicholas-Aspro, la petite ville de Gaillard, qui jouxte Annemasse, observe avec anxiété et admiration « les rouges d'Aspro ».

« Nous avons aujourd'hui les plus beaux salaires et les plus importantes avantages sociaux de la région, alors qu'en 1965 les embauches se faisaient au SMIG », constate une ouvrière gréviste. « C'est le résultat de nos luttes antérieures. Cette fois encore, nous ne céderons pas. »

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé, le vendredi 23 avril, à l'unanimité la décision du directeur de construire une usine de montage aux États-Unis. M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) s'est déclaré « très heureux » de cette décision.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel, tenue le 22 avril 1975, sous la présidence de M. Henri Armand, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice 1974 et a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

MISE EN PAIEMENT DU COUPON N° 27 DES OBLIGATIONS INDEMNITAIRES CHARBONNAGES DE FRANCE

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

Le conseil d'administration des Charbonnages de France, en application de l'article 156 du décret 56-838 du 16 août 1956 portant Code Général des Obligations de l'État, a décidé de verser à la commune d'Auxerre une somme de 10 millions de francs, contre 10 millions de francs de la commune de Saint-Georges.

LES PROGRÈS FOUDROYANTS DES TECHNIQUES PÉTROLIÈRES SOUS-MARINES

Tous les gisements d'hydrocarbures (pétrole et gaz) sont situés dans des formations sédimentaires. Sur la terre ferme, on estime les surfaces des bassins sédimentaires à 55 millions de kilomètres carrés dont 25 millions sont favorables et 5 millions très favorables à la présence d'hydrocarbures. Sur les plateaux continentaux sous-marins (de 0 à 200 mètres de profondeur d'eau), ces trois chiffres sont respectivement de 15, 5 et 1 million de kilomètres carrés. Au-delà de 200 mètres — marges continentales et mer profonde — ils passent à 80, 45 et 4. Si l'on considère les estimations des réserves de pétrole, les fonds marins sont prometteurs : les réserves prouvées sont de 60 milliards de tonnes sur la terre ferme et de 28 milliards de tonnes sur les plateaux continentaux. Mais il ne faut pas oublier les réserves possibles : 58 milliards de tonnes pour les plateaux continentaux, 60 à 150 milliards de tonnes (les estimations sont encore fortement très incertaines) pour les mers profondes. La consommation mondiale étant passée de 1,05 milliard de tonnes en 1960 à 2,33 en 1970, 2,70 en 1975 et devant passer à 3,5 milliards de tonnes en 1980-1985, il est logique d'aller de plus en plus chercher le pétrole ou le gaz sous les eaux des océans.

Pour l'exploitation des hydrocarbures « off-shore », c'est-à-dire dans des fonds lagunaires, marécageux ou marins, n'est pas nouvelle. Dès 1880, on installe, le long de la côte californienne, quelques derricks sur des estacades de bois de façon à exploiter les prolongements sous-marins de gisements terrestres. A partir de 1930, les structures fixes se multiplient sur le lac Maracaibo (Venezuela) et le long de la côte de Louisiane. Il y a de l'eau, certes, mais la profondeur est modeste : en 1938, on fore, pour la première fois à travers... 5 mètres d'eau. Il faut attendre l'après-guerre (1947) pour que la première plate-forme en acier, spécialement conçue pour l'« off-shore », soit installée par 17 mètres d'eau et à 30 kilomètres au large des côtes de Louisiane.

Vers 1960, les techniques propres à l'« off-shore » commencent à se développer réellement, et à partir de 1970 les progrès techniques deviennent foudroyants grâce à l'impulsion donnée par la recherche puis par l'équipement des champs d'hydrocarbures de la mer du Nord, la plus difficile et l'une des plus profondes des zones « off-shore » actuellement exploitées. L'été 1968 marque également un tournant capital pour l'« off-shore ». A ce moment-là, en effet, le navire américain de forages scientifiques « Glomar Challenger » trouve, dans le golfe du Mexique, des indices d'hydrocarbures sous 3 580 mètres d'eau. Cette découverte infirmait les idées généralement acceptées jusqu'alors : les spécialistes pensaient qu'il n'existait pas de pétrole sous-marin en dehors du plateau continental.

Pour le moment, on sait à peu près forer par 800 mètres d'eau (le premier forage par cette profondeur d'eau est en cours de réalisation au large de la Thaïlande). En revanche, on ne sait pas exploiter par plus de 150 ou 170 mètres d'eau (les records actuels étant détenus par plusieurs champs de la mer du Nord). Cependant, le pétrole « off-shore » ne cesse de prendre une part croissante (en quantité et en pourcentage) de la production mondiale : 1960, 103 millions de tonnes (soit 2,9 %); 1970, 243 millions de tonnes (soit 14,7 %); 1975, probablement 440 millions de tonnes (soit 16 à 17 %). En 1980, on espère produire « off-shore » 900 millions de tonnes (soit 25 %) par une profondeur d'eau atteignant — peut-être — 1 000 mètres. En encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte du gaz naturel.

YVONNE REBEYROL

● « OFF-SHORE » se traduit littéralement par « au large des côtes ». Si nous employons le terme anglais, ce n'est pas par amour du français. Mais parce que « au large des côtes » est une expression qui ne rend pas très bien compte de la réalité. Elle ne s'applique guère ni au lac Maracaibo — une lagune presque fermée d'eau saumâtre — ni aux marécages ou aux « bayous » de Louisiane, où se sont pourtant développés les premières techniques modernes de l'« off-shore ».

Une « auscultation » plus facile

U'ILS soient continentaux ou sous-marins, les hydrocarbures posent les mêmes problèmes : il faut commencer par trouver les gisements, ce qui suppose des « auscultations » du sous-sol par des méthodes géophysiques, puis des forages d'exploration.

Paradoxalement, le travail en mer a facilité l'usage des méthodes géophysiques de reconnaissance, en particulier les levés sismiques. Il est beaucoup moins « dérangeant », en mer que sur terre, de procéder aux explosions nécessaires. Cependant, par souci de protéger la faune marine, on a inventé des appareils réduisant les effets nuisibles des explosifs classiques ou utilisant d'autres sources d'énergie : étincelles, canons à air ou à eau, « cymbales » à brusque dépression interne, etc.

Pour les forages d'exploration, on a commencé par transposer, sur l'eau, les techniques terrestres. Les outils de forage ont d'abord été posés sur des estacades de bois ou de béton. Puis, la profondeur et la distance de la côte augmentant peu à peu, on a construit des plate-formes on acier qui jouent le rôle d'un îlot artificiel, d'où l'on travaille comme sur la terre ferme. D'abord structures simples, ces plate-formes sont devenues des engins de plus en plus gros et de plus en plus sophistiqués que l'on déplace au gré des besoins.

En 1963 sont apparues les premières plates-formes auto-élevatrices : le tablier coulisse de bas en haut ou de haut en bas le long de gigantesques « paties ». Pour forer, les pieds sont posés sur le fond, alors que le tablier est remonté au-dessus de l'eau à une hauteur suffisante pour que les plus grosses vagues passent sous lui. Pour voyager, le tablier flotte et fait office de radear (tiré par des remorqueurs) dominé par des piliers qui ont été remontés. Pour certains modèles dotés de très longues paties (jusqu'à 100 ou même 130 mètres de haut), les segments supérieurs de celles-ci sont démontés pendant la durée du voyage. Avec des paties de ces longueurs, il semble que l'on ait atteint une limite : les plates-formes auto-élevatrices ne peuvent travailler dans des profondeurs d'eau supérieures à 110 mètres maximum.

La plate-forme « semi-submersible »

En 1962, on a utilisé un nouveau type de plate-forme : la semi-submersible. Cette fois, la plate-forme n'est plus posée sur le fond : elle flotte, maintenue solidement en place sur le site de forage par six, huit ou dix lourds ancrés pesant 10 à 15 tonnes chacun. Ce support est flottant, donc soumis aux mouve-

ments de la houle et des vagues. Mais sa conception le fait échapper en grande partie à ces mouvements. Les piliers supportant le tablier ont, en effet, une hauteur de 30 à 40 mètres, ce qui met le flotteur fixé à leur base à plus de 20 mètres sous la surface. Au large et à cette profondeur, l'amplitude des déplacements

des particules d'eau due à la houle n'est plus que la vingtième de ce qu'elle est en surface. En outre, chaque pilière se comporte comme un flotteur-perche dont la période propre d'oscillation verticale est obligatoirement très longue.

D'autre part, le volume de chaque pilière n'est que temporairement au passage de chaque vague ne représente que peu de chose par rapport au volume total pilières-flotteurs, si bien que la poussée verticale alors imprimée à l'engin est très faible.

Pour aller d'un site de forage au suivant, on déballaste en partie la plate-forme, si bien que son tirant d'eau diminue d'une vingtaine de mètres à moins de 10 mètres. Arrivé à destination, l'engin sera reballasté pour acquies sa position de travail. D'où son nom de « semi-submersible ».

Les forages pétroliers off-shore ne peuvent être poursuivis que si la plate-forme est relativement stable. D'une part, sur celle-ci est installée la table de rotation qui met en mouvement le train de tiges et le trépan qui tourne au fond du puits. D'autre part, la plate-forme et l'entrée du puits sont reliées par un gros tube prolongateur de près de 50 centimètres de diamètre, le riser, à

l'intérieur duquel tourne le train de tiges. Ce riser est essentiel au forage et à la sécurité : par lui remontent les boues de forage (1), dont la densité, soigneusement dosée, équilibre la pression interne du puits. Il y a aussi un joint télescopique en haut du riser, celui-ci ne peut absorber un pilonnement (mouvement vertical d'un corps flottant) supérieur à 5 ou 6 mètres. Or une plate-forme semi-submersible commence à subir un tel pilonnement seulement quand les vagues atteignent 10 mètres de crête à creux pour une période de 10 secondes, mais seulement 8 mètres si la période est de 17 secondes.

Se débarrasser des ancrés

On comprend dès lors que l'exploration de la mer du Nord, où la hauteur de la vague centenaire (celle que l'on prend comme base de calcul) est estimée à 24 mètres sur le 50° parallèle et à 30 mètres sur le 61° parallèle, ait entraîné la multiplication des plates-formes semi-submersibles particulièrement grosses et résistantes. En 1966, il n'existait, dans le monde, que six engins de ce type. En 1976, on en est à soixante-dix en service et cinquante-deux en construction.

Depuis leurs débuts, les plates-

formes semi-submersibles ont été dotées d'améliorations : dispositif anti-pilonnement placé en haut du derrick pour atténuer encore plus l'effet des vagues, moteurs pour leur permettre de s'autopropulser. Mais la mise en place ou le relevage de leurs ancrés ne peuvent être faits que par des remorqueurs et demandent quelques jours de travail (par mer relativement calme). Im-possible, pour une semi-submersible, de fuir un site de forage menacé par un danger quelconque.

Lors de l'étape suivante — en 1971 — (2) on a voulu affranchir l'engin de forage de tout système passif d'ancrage : le support flottant se maintenant au-dessus du puits en cours de forage grâce à des hélices transversales recevant les ordres d'un ordinateur.

Y. R.

(Lire la suite page 25.)

LES PROBLÈMES DU « RISER »

PLUS gros, plus résistants, flottants et dotés du positionnement dynamique, les engins de forage peuvent actuellement travailler par 800 mètres de profondeur. Sans grandes modifications, ils seront capables dans un proche avenir de forer à travers 2 000 ou 3 000 mètres d'eau. Toutefois, il reste un problème sérieux à résoudre, celui du « riser », ce tube prolongateur dont la présence restera obligatoire tant que l'outil de forage sera en surface — et on ne voit pas, pour le moment, qu'il soit un jour possible de forer en se posant sur le fond de la mer.

Le « riser » est un gros tube d'acier de près de 50 centimètres de diamètre, dont le poids au mètre (dans l'air) est de 375 kilos. Pour un forage fait par 800 mètres d'eau, ce sont déjà 300 tonnes qui sont accrochées sous l'engin de surface. Par des fonds de 2 000 mètres, le « riser » pèserait (dans l'air) 750 tonnes et il ne pourrait supporter les tractions dues à son propre poids... On travaille donc à mettre au point des « risers » munis de flotteurs qui soulageront le tube.

Sous l'eau nous sommes les maîtres.

...Mais nous avons aussi les pieds sur terre.

Dans le domaine de l'industrie sous-marine, les préconisations, la rapidité et la précision des interventions sont toujours financièrement déterminantes. C'est pourquoi la COMEX, avec son expérience opérationnelle, ses services et ses moyens de recherches, ses banques d'information engineering, dispose d'un "know-how" toujours en avance sur les problèmes posés. Sa rapidité d'intervention, elle le doit à une solide implantation dans le monde.

COMEX

COMEX BP 143 - 13275 MARSEILLE CEDEX 2
PHONE (91) 401170 - TELEX 410995 COMEX MARSEILLE - FRANCE

ETPM ENTREPOSE-GTM

POUR LES TRAVAUX PÉTROLIERS MARITIMES

OFFSHORE Engineering Fabrications Installations

Siège social : 102, rue des Poissonniers 75018 PARIS
Téléphone : 076-09-59 - Télex : 660.212

Depuis sa création en 1965, E.T.P.M. a réalisé en dix ans :

- l'engineering, la fabrication et l'installation de près de 200 plates-formes offshore,
- la pose de plus de 700 km de pipe-lines sous-marins, au large des côtes de 14 pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

Le chiffre d'affaires 1975 a été de 1.400.000.000 F.
Effectifs : 1.300 personnes.

sea tank co

SEA TANK CO, Société Française créée en 1967 à l'initiative de quatre grandes sociétés françaises de travaux publics, a pour objet l'étude et la mise au point de structures marines en béton. Les résultats de ses recherches ont permis à SEA TANK CO de proposer des solutions adaptées aux besoins nouveaux créés par le développement de l'exploitation des champs pétroliers en Mer du Nord. Une plate-forme de traitement

commandée à SEA TANK CO par le groupe ELF sera mise en place dès le printemps 1976 au champ de FRIGG.

Deux plates-formes de forage et de production commandées par le Consortium SHELL/ESSO sont actuellement en construction à ARDYNE POINT (Ecosse).

D'autres types de structure marine en béton sont actuellement à l'étude pour de plus grandes profondeurs et d'autres utilisations.

Immeuble IENA 12, rue Le Carlier 94538 RUNGIS Tél. : 687.22.32

La mise en exploitation de gisements sous-marins par des profondeurs d'eau sans cesse croissantes a suscité, elle aussi, des innovations techniques. Mais, jusqu'à présent, les méthodes proprement dites de production *off-shore* des hydrocarbures n'ont pas beaucoup évolué. Tout ou partie des organes des puits de production sont en surface, comme le sont la totalité des équipements de dégazage du pétrole, d'extraction des condensats du gaz et éventuellement de réinjection de gaz ou d'eau (1). On a donc construit des supports fixes, posés sur le fond de la mer, mais assez hauts pour être hors de portée des plus grosses vagues.

On a fabriqué ainsi des plates-formes en acier (des *jackets*) ou en béton de plus en plus énormes. Pour les eaux tranquilles du Gabon, on peut se contenter de *jackets* pesant 700 à 900 tonnes pour une profondeur d'eau de 60 m.

Pour les eaux très agitées de la mer du Nord, selon la latitude, il faut des *jackets* de 8 000 tonnes et même, comme sur le champ de Forties (57° parallèle, 110 à 135 m d'eau), de 15 000 tonnes.

Tous les *jackets* sont construits sur la terre ferme. La plupart d'entre eux sont amenés sur le lieu de leur pose, couchés sur une barge, poussés dans l'eau, basculés et descendus doucement sur le fond grâce à un délicat système de ballasts. Pour les quatre « monstres » de Forties, on a installé un énorme flotteur sous le *jacket* proprement dit, flotteur récupéré, ramené sur le chantier terrestre et réutilisé pour le suivant.

En dépit de leur poids, qui paraît formidable, les *jackets* sont

Les deux mutations de la production

très légers pour que leur stabilité soit assurée en période de tempête. Il faut les cloquer au fond de la mer en battant longuement des pieux (donne par jumble) qui pénètrent de plusieurs dizaines de mètres dans le sous-sol marin. Ensuite, on pose sur les *jackets* les tabliers et les divers équipements, tous « cois » pouvant poser chacun plusieurs centaines de tonnes et manipulés par des grues flottantes.

L'équipement d'un seul champ *off-shore* nécessite plusieurs *jackets* ; un, deux ou trois d'où sont

forés les puits de production et où sont installées les têtes de puits, un où sont mis l'unité de séparation (de gaz ou de condensats) et des quartiers d'habitation ; un éventuellement qui sert de support à la torchère. On crée ainsi, en pleine mer, un petit archipel d'îlots artificiels dont le poids total d'acier peut, dans certains cas, dépasser largement les 100 000 tonnes. Par comparaison, rappelons que le poids de la tour Eiffel est de 7 000 tonnes.

Des structures monstrueuses

Avec les plates-formes et réservoirs de béton — innovation due aux techniques françaises, — on arrive à des poids encore plus monstrueux : 210 000 à 550 000 t, qui supposent un sous-marin plat et résistant. Mais ce poids présente des contreparties

avantageuses. Construite en flottaison dans les eaux profondes et abritées d'un fjord norvégien ou d'un loch écossais, une telle plate-forme peut y recevoir tout son équipement. Après remorquage, un simple ballastage la dépose en douceur à l'emplacement prévu

lées dans les eaux relativement calmes du golfe du Mexique. Mais il s'agit là d'une commande exceptionnelle.

De l'avis de la plupart des spécialistes, on approche actuellement d'une limite. Il est raisonnable de penser que, pour aller au-delà des 200 m, la technologie de la production *off-shore* devra subir une première mutation.

Pour les profondeurs comprises entre 200 et 1 000 mètres, on imagine déjà un grand support flottant (analogue, dans son principe, aux plates-formes semi-submersibles), solidement ancré sur le fond et rassemblant l'outil de forage, l'unité de séparation et les quartiers d'habitation. Seule la torchère serait à part, par souci de sécurité. Une telle installation flottante suppose que les têtes de puits soient et entièrement télécommandées soient installées sur le fond. Elle suppose

installation aurait au moins un double avantage pratique : un seul support (20 000 tonnes d'acier, peut-être) suffirait à l'exploitation d'un gisement, et, vraisemblablement, le même modèle conviendrait aux profondeurs allant de 200 à 1 000 mètres.

Au-delà de 1 000 mètres, les pétroliers devront probablement imaginer une deuxième mutation de la technologie de l'*off-shore*. On ne voit pas comment on pourrait ancrer des supports flottants dans de telles profondeurs. Les lignes d'ancres actuelles seraient trop lourdes pour servir à autre chose qu'à se porter elles-mêmes. Certes, on travaille déjà à des matériaux synthétiques légers mais aussi résistants que l'acier, et on maîtrise le positionnement dynamique. Mais des installations de production doivent être faites pour durer vingt ou trente ans. Or il est trop tôt pour savoir comment ces nouveaux matériaux synthétiques vieilliront, et on ne voit pas encore comment les moteurs et les ordinateurs

WIE

Groupe AMREP

- 25 années au service de l'Industrie Pétrolière.
- Première entreprise française de constructions pour l'Offshore.
- 2 chantiers principaux de construction de plates-formes et d'équipements nécessaires à la recherche et à l'exploitation du pétrole en mer à SAINT-WANDRILLE et à CHERBOURG.
- 150.000 tonnes livrées depuis 1971 à destination de la mer du Nord, de la mer Méditerranée et de la côte occidentale d'Afrique.

UNION INDUSTRIELLE ET D'ENTREPRISE

49 bis, avenue Hoche. — 75008 PARIS

Tél. 766-52-60
Télex 290389 UNINDUS PARIS

IMS

off shore

international
marine
structures
off shore



• Plates-formes de forage et d'exploitation avec ou sans stockage conçues pour les conditions nautiques les plus sévères et répondant aux spécifications des organismes de classification et d'assurances internationaux.

• Plates-formes de seconde génération pour forage et exploitation dans les zones maritimes de grande profondeur.

• Toutes structures flottantes, ou fixes de toutes dimensions pour applications industrielles ou militaires (usines flottantes, aéroports, etc.).

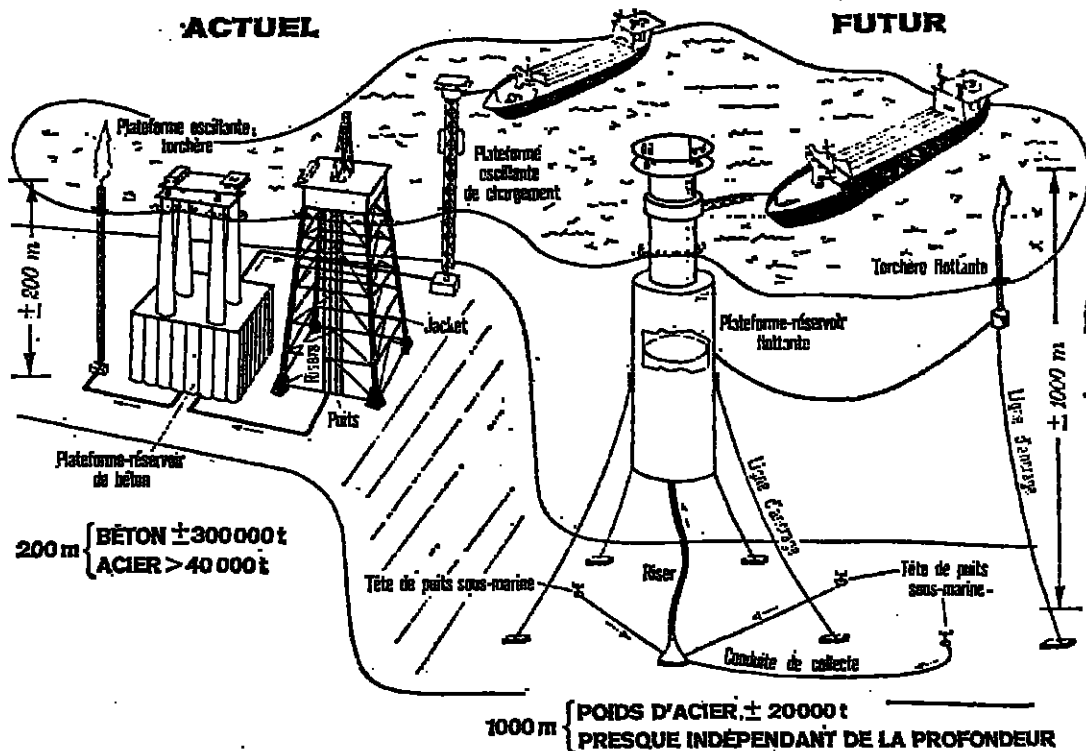
IMS est une filiale de
SPIE BATHOLLES et FOUGEROLLE
13, avenue Morane-Saulnier - 78140 Velizy-Villacoublay
Tél. 946.96.95 - Télex FAVE 890 752

DE 12 MÈTRES À 3 KILOMÈTRES

Les équipements de production ne suffisent pas pour exploiter un champ *off-shore*. Dans bien des cas, il faut élever le pétrole ou le gaz par un pipeline sous-marin, et là aussi, la profondeur de pose a progressé très rapidement. En 1968, fut installé dans le golfe Persique le premier pipeline à être posé sous 100 mètres d'eau. Le diamètre de la conduite était encore assez modeste (une cinquantaine de centimètres), mais le record de profondeur ne fut pas battu avant la mise en exploitation de la mer du Nord. Actuellement, quatre grands pipelines ont été posés entre les champs de la mer du Nord et divers points des côtes britanniques. En tout, plusieurs centaines de kilomètres de tuyaux de 75 à 80 centimètres de diamètre sont installés — et d'autres sont en cours de pose — par des profondeurs d'eau atteignant par endroits 150 mètres. Et toutes ces conduites sont soudées sous les 12 mètres (exceptionnellement sous les 24 mètres) sur des barges spéciales qui ne peuvent, bien évidemment, travailler que pendant les mois d'été et encore lorsque les vagues ne dépassent pas 5 mètres.

La prochaine progrès consistera, curieusement, à reprendre une technique essayée avec succès vers 1962 par le Gaz de France au large de l'Algérie. Cette technique consiste à souder à terre 2 ou 3 kilomètres de pipeline, à remorquer ce long serpent rigide flottant un peu sous la surface de la mer et à n'avoir ainsi à faire en mer que peu de soudures.

Pour les profondeurs accessibles à l'homme, on met au point actuellement des chambres de soudure permettant de travailler jusqu'à 300 mètres, au sec, mais en pression. Pour les profondeurs inaccessibles à l'homme, il faudra disposer de robots réalisant des connexions automatiques. Il semble, en effet, peu réaliste d'envoyer à grande profondeur des chambres de soudure à la pression normale, car celles-ci poseraient de très sérieux problèmes d'étanchéité absolue.



et son propre poids lui assure une stabilité immédiate. La superficie du tablier (plusieurs milliers de mètres carrés) en fait une île de dimension suffisante pour y installer plusieurs des équipements qui, sur un archipel d'acier, seraient dispersés sur plusieurs *jackets*. Enfin, la capacité du réservoir (150 000 tonnes de pétrole) donne un volant suffisant pour permettre, sans arrêter la production du champ, d'attendre le chargement dans un navire-citerne.

Avec les profondeurs d'eau des champs *off-shore* actuellement en cours d'équipement, on arrive à des structures monstrueuses. Le champ de gaz de Frigg (110 m de profondeur d'eau) aura besoin, à lui seul, de 50 000 tonnes d'acier et de 750 000 tonnes de béton (ce béton suffirait pour élever un mur haut de 15 m et large de 1 m sur la distance Paris-Versailles). Des compagnies américaines ont bien commandé, pour des profondeurs de 300 m, des plates-formes métalliques destinées à être instal-

(1) On ne peut lancer dans des puits ou charger dans les cuves d'un navire du pétrole contenant du gaz. De même, on ne peut faire circuler dans un pipeline du gaz contenant des hydrocarbures liquides. Quant aux minéralisations, elles permettent de maintenir la pression interne d'un champ et en facilitent ainsi l'exploitation.

également que soient complètement automatisées les opérations de connexions des réseaux de collecte (les petits pipelines amenant le pétrole des puits vers l'unité de séparation) et des pipelines amenant la production du champ vers la terre ferme. Elle suppose enfin que l'on sache faire un long et gros tube prolongateur (le riser) reliant le fond et le support flottant et abritant aussi bien les conduites montantes et descendantes de pétrole que les tubes permettant d'intervenir sur chaque tête de puits et que les câbles ou les circuits hydrauliques de télécommandes.

Si le champ *off-shore* était trop éloigné de la terre ferme pour être relié à celle-ci par un pipeline, on ne pourrait — en l'état des techniques qui peuvent être actuellement imaginées — exploiter que le pétrole. On inclurait, pour stocker celui-ci, un réservoir de grande capacité dans le support flottant en pleine mer. Mais on ne peut encore penser à construire une usine de liquéfaction de gaz sur une plate-forme flottante. L'exploitation des gisements de gaz naturel que l'on pourrait découvrir très loin au large ne peut être encore envisagée.

Simple île flottante ou plate-forme-réservoir flottante, une telle

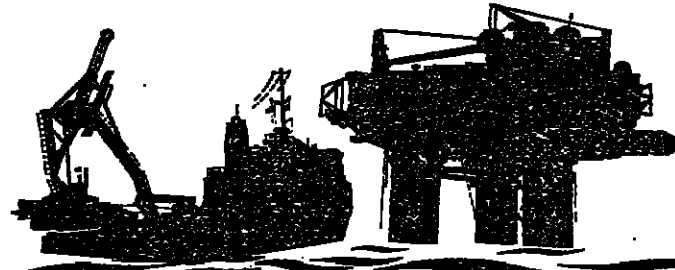
des systèmes de positionnement dynamique pourraient fonctionner sans interruption aucune et avec une fiabilité totale pendant des décennies.

Y. R.

LE SALUT DANS L'ENFOUSSEMENT

Les forages d'exploration sont possibles l'été dans les eaux arctiques ; on en a déjà fait. Mais la mise en place d'installations permanentes d'exploitation pose, dans ces parages, des problèmes redoutables. L'hiver, la glace de mer dérive lentement, mais inexorablement. L'été, les icebergs se promènent au gré des courants et sont, parfois, suffisamment gros pour labourer profondément le fond de la mer. Si l'on veut, un jour, exploiter les hydrocarbures des eaux arctiques, il faudra tout d'abord, têtes de puits, pipelines, de plusieurs mètres sous le fond de la mer pour éviter à ces équipements d'être arrachés par la quille d'un iceberg vagabond. On exploitera peut-être un jour les hydrocarbures de l'*off-shore* arctique, mais sûrement pas avant longtemps.

InterSub



SOUS-MARINS ET SPECIALISTES :
...nous avons les moyens de vos besoins.

InterSub
International Submarine Services
Château Bovis, Estaque Gare
13016 Marseille
Tél. (91) 46 02 36 / 10 73
Télex : 400 598 F InterSub
INTERVENTIONS SOUS-MARINES
POUR L'OFFSHORE

InterSub Développement
Site 305
94588 Rungis Cedex
Tél. (1) 886 55 92

DÉVELOPPEMENT DE TOUS
MATÉRIELS SPÉCIAUX POUR
INSPECTIONS ET INTERVENTIONS
SOUS-MARINES

صكرا من الامل

La plongée profonde a précédé les progrès de l'off-shore. Des équipes de plongeurs, avec leurs caissons-vie et leurs tourelles-ascenseurs, sont présentes sur la plupart des engins de forage, de façon à descendre à 150 ou 160 mètres pour vérifier que tout a été bien fait ou pour intervenir. Mais on sait que la plongée humaine a ses limites, probablement vers 600 ou 800 mètres.

Il faudra faire appel de plus en plus aux petits sous-marins. Longtemps méprisés, ces engins ont prouvé leur utilité depuis un an ou deux. Certes, leur utilisation, surtout dans des lieux difficiles, est toujours limitée par les problèmes de pose, leur récupération par leur navire porteur. Mais les petits sous-marins se multiplient. En 1975, on en était à seize en service dont douze en mer du Nord.

Les interventions humaines

Que fera-t-on lorsqu'on voudra exploiter des champs off-shore par 1 000 ou 2 000 mètres de fond ? Certains systèmes prévoient d'envoyer régulièrement des hommes enfoncés sous pression atmosphérique dans des capsules étanches venant se fixer sur les capsules, elles-mêmes étanches, entourant les têtes de puits. D'autres préparent des manœuvres ou des interventions télécommandées depuis la surface. Il sera impossible, disent les partisans de cette dernière méthode, de demander à des hommes de descendre couramment à des profondeurs de 600, 1 000 ou 2 000 mètres. D'autant plus que les interventions seront nécessitées le plus souvent par un incident ou un accident. Certes, il faudra concevoir un matériel permettant une intervention humaine mais celle-ci devra rester rigoureusement exceptionnelle.

Le coût exorbitant de la mer du Nord

Les hydrocarbures de la mer du Nord sont, actuellement, ceux qui demandent les plus gros investissements et ceux-ci y croissent — comme la vitesse du vent et la hauteur des vagues — du sud vers le nord. Ekofisk (avec ses satellites) a nécessité 20 milliards de francs, Forties 9 milliards. Frigg, Ninian et Brent coûteront, respectivement, 12, 15 et 16 ou 17 milliards de francs. Par comparaison, notons que l'équipement de Lacq a nécessité 3,5 ou 4 milliards.

de francs, mais une plate-forme d'acier, avec ses équipements, coûtait 24 millions de francs en 1967-1971 pour 30 ou 60 mètres d'eau, 130 millions en 1974 pour 82 mètres d'eau et coûtera 540 millions en 1977 pour 150 mètres d'eau.

La pose des pipe-lines est également hors de prix : l'utilisation d'une barge de pose avec son cortège de bateaux de service, de remorqueurs et d'hélicoptères revient à 850 000 ou 1 million de francs par jour ; le coût du kilomètre posé varie de 3,5 à 5 millions de francs.

Pour l'exploration, le matériel de forage coûte cher : de 180 à 250 millions de francs pour une plate-forme semi-submersible, 215 millions de francs pour un navire à positionnement dynamique. La journée de forage revient environ à 400 000 F et il ne faut ni oublier que trois mois au moins sont nécessaires pour forer un puits ni que six à neuf puits sont « secs » pour un seul prometteur.

Pour l'exploitation également, les prix sont fort élevés : une torchère oscillante ne coûte « que » 40 millions

Si on veut aller voir au fond ce qui se passe, la journée d'une équipe de plongeurs revient à quelques 7 200 francs par jour. Quant aux petits sous-marins, il faut compter environ 55 000 francs par jour pour un simple engin d'observation et 70 000 francs par jour pour un véhicule « crabe-plongeur » d'où il est possible de sortir pour une intervention. L'aventure de la mer du Nord — aura coûté, estime-t-on, de 1960 à 1980, quelque 175 milliards de francs.

Une part importante du marché mondial

En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées. Ce slogan, seriné depuis quelque temps, fait sourire. Mais dans le cas de l'off-shore, il est rigoureusement vrai. Bien que dépourvue, dans l'état actuel de l'exploration, de gisements off-shore, la France a su conquérir une part importante du marché mondial de certaines technologies sous-marines : plus de 4,5 milliards de francs en 1975 (soit 8 à 10 % peut-être du marché mondial de ces branches), dominant ainsi directement du travail à plus de vingt-cinq mille personnes (sans compter les milliers d'emplois indirects).

L'effort français dans le domaine de l'off-shore a démarré en 1963, alors que l'on n'exploitait les champs sous-marins que par 20 ou 30 mètres d'eau ! Cette année-là a été créé le Comité d'études pétrolières marines (C.E.P.M.) qui a harmonisé les recherches en regroupant l'Institut français du pétrole, les sociétés pétrolières françaises (C.F.P. - Elf-Erap et S.N.P.A.) et diverses compagnies spécialisées dans une branche technologique particulière (Compagnie générale de géophysique, Comex, Doris, Entreprises de travaux pétroliers maritimes, Flopetrol, Forex-Neptune).

En plus des sommes consacrées aux recherches technologiques par les industriels, le C.E.P.M. a reçu l'appui financier des pouvoirs publics : par l'intermédiaire de la direction des carburants du ministère de l'Industrie et de la Recherche, il a bénéficié d'une dotation spéciale prélevée sur le Fonds de soutien aux hydrocarbures : 255 millions de francs de 1963 à 1974 (sur un budget total de 536 millions), 25 millions en

1975 (sur un budget total de 165 millions) et 50 millions en 1976 (sur un budget total de 250 millions).

Ces 250 millions ont été atteints en 1976, grâce, en partie, à des crédits de la Communauté économique européenne. En effet, les sociétés rassemblées dans le C.E.P.M. ont créé un groupement d'intérêt économique, le GERTHE (Groupement européen de recherche technologique sur les hydrocarbures), qui a reçu de la Communauté économique européenne une aide de 91,02 millions de francs pour la période 1974-1976, puis de 28,86 millions de francs pour 1975 et 1976. A ces sommes il faut ajouter celles qui sont allées directement à des sociétés françaises : 144,85 millions de francs pour 1974-1976 et 13,83 millions de francs pour 1975 et 1976.

Quelques « premières »

Les efforts menés dans le cadre du C.E.P.M. ont permis à la technologie française de réaliser quelques « premières » :

● 1968-1971 : plate-forme oscillante expérimentale (Elf-Erap et Compagnie française d'entreprises métalliques). Trois plates-formes oscillantes joutant en mer du Nord le rôle de torchère ou de poste de chargement ont été réalisées sur le même principe en 1974 et 1975 par la C.F.P.M. et une quatrième est en construction.

● 1972 : plongée en caissons à — 610 mètres (COMEX et CENEXO) ;

Mise en service du *Pélican*, deuxième navire au monde de

forages pétroliers à positionnement dynamique (C.F.P. - CIT-ALCATEL). Le *Pélican* a quatre « petits frères », le *Hamdrill*, le *Pérel*, le *Pélerin* (lancé le 27 mars dernier) et bientôt le *Pingouin* ; la technique française est donc à l'origine de cinq des vingt navires de forage à positionnement dynamique existant actuellement, ou en construction.

● 1973 : mise en place des 210 000 tonnes du réservoir en béton précontraint d'Ekofisk (DORIS). Depuis, treize réservoirs-plates-formes de formes diverses, mais tous en béton précontraint, ont été réalisés ou sont en construction pour la mer du Nord, dont quatre par DORIS et trois par Sestank Co (société française).

● 1974 : mise en place du premier « monstre » de Forties, plate-forme de production en acier d'un poids « nu » de 15 000 tonnes (E.T.P.M. associé à L'ing Pipe-lines off-shore) ;

Deux forages du *Pélican* en mer du Labrador (C.F.P.) ;

Pose d'un pipe-line par 310 mètres d'eau dans le lac Léman (Quille) ;

Mise en service de la barge E.T.P.M.-1601 conçue pour poser des pipe-lines (déplacement en position de travail : 60 000 tonnes) et pour manipuler des « coils » de 1 600 short tons (1 450 tonnes métriques) (E.T.P.M.).

● 1975 : plongées de travail à — 326 mètres en mer du Labrador (COMEX).

● 1976 : plates-formes-poids de production en acier pour Loango, au large du Congo (Union Industrielle et d'entreprise) ;

Une « auscultation » plus facile

(Suite de la page 23.)

L'ordinateur se réfère soit à un fil vertical tendu entre la coque et le puits, soit, le plus souvent, à plusieurs émetteurs d'ondes ultrasonores posés autour du puits. En cas d'extrême urgence, trente-deux secondes sont suffisantes pour obtenir la puits, couper le train de tiges et déconnecter le *reset*. Le danger passé ou l'année suivante — le système de rétroaction permet de retrouver le puits abandonné et d'y réintroduire un nouveau train de tiges.

Pour le moment, les seuls supports de forage dotés du positionnement dynamique sont des navires. Ceux-ci ont l'avantage de pouvoir aller d'un site de forage à l'autre par leurs propres moyens et à une vitesse de 12


à 13 nœuds. Ils permettent aussi de forer dans les mers à une plus grande profondeur que les plates-formes semi-submersibles puisque les possibilités d'ancrage de celles-ci devraient atteindre leurs limites vers 300 ou 400 mètres au grand maximum. Ils permettent enfin de forer dans les mers arctiques où l'arrivée d'un iceberg peut contraindre à la fuite. En revanche, les navires sont beaucoup moins stables que les plates-formes semi-submersibles. Ils sont donc toujours dotés de dispositifs antiplongement.

Les premiers navires de forage ont des systèmes antifoulis. Mais ceux-ci ne semblent plus nécessaires. Le navire, libre de toute attache, peut toujours s'orienter par rapport à la houle dans le sens le plus favorable pour

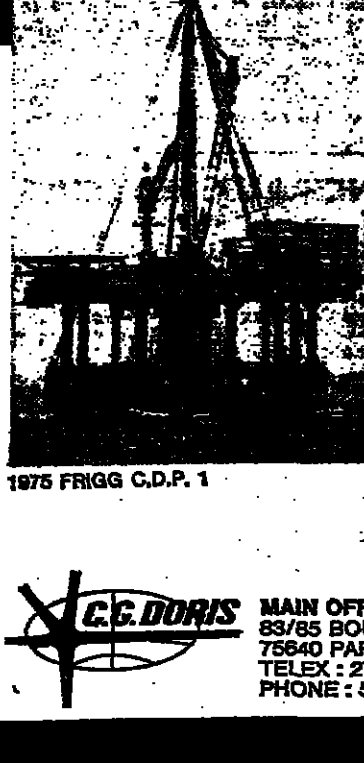
ne pas rouler. Le roulis n'est évidemment pas évitable s'il y a des houles croisées. Mais, dans ce cas, les vagues rendent impossible de toute façon la poursuite du forage.

L'idéal serait de faire des plates-formes semi-submersibles à positionnement dynamique. De tels engins auraient à la fois la stabilité et la mobilité. Mais aucune plate-forme de ce type ne semble exister à l'heure actuelle. On connaît seulement deux projets français : *Dyposant* préparée par l'Institut français du pétrole, *Foramer* et la *Compagnie française d'entreprises métalliques*, *Dynacat* conçue par Forex-Neptune. Les plans sont prêts, il ne manque plus que les clients.

Y. R.



1973 EKOFISK 1



1975 FRIGG C.D.P. 1

■ OFFSHORE ENGINEERING.

■ OFFSHORE SURVEYS.


■ DEEP DIVING SERVICES.

■ CONCRETE STRUCTURES.

Spécialistes Offshore. Etudes de milieu. Plongée profonde. Ouvrages en béton précontraint.

C.E. DORIS

MAIN OFFICE
83/85 BOULEVARD DE LA GARE
75640 PARIS CEDEX 13
TELEX : 270283 F
PHONE : 588.88.30



L'IFF ET LA MER

L'Institut français du Pétrole a acquis une compétence spécifique pour aider à résoudre les nombreux problèmes posés par l'exploration et l'exploitation des gisements sous-marins d'hydrocarbures.

Parmi les résultats les plus significatifs de ses travaux : positionnement dynamique de supports flottants, compensateur de pilonnement, conduites flexibles de collecte et d'injection, engins sous-marins télécommandés, etc...

L'IFF a acquis une spécialité particulière dans la conception des plateformes semi submersibles de forage, concrétisée par la série des PENTAGONES, étudiée en association avec FOREX-NEPTUNE, dont 6 exemplaires sont en opération et 6 en construction.

L'IFF cède des licences pour tous les types de systèmes et de matériels qu'il a mis au point et en étudie l'adaptation à chacun des problèmes particuliers qui lui sont présentés.

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

1 et 4, avenue de Bois-Préau, B.P. N° 18, 92502 Reuil-Malmaison (France).
Tél. : 749.02.14 - 967.17.66 ou 11.10, Télex : IFF A 690066 F.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : les phalangistes soumettent à leur tour le président François de sa retraite.
2. DIPLOMATIE
2. ASIE
3. AMERIQUES
— BRÉSIL : le voyage en France du président Ernesto Geisel.
- 4-5. EUROPE
— ITALIE : un pays gagné par la violence.
5. AFRIQUE
— TUNISIE : le chef de commando libyen a été condamné à mort.
- 6-7. POLITIQUE
— Le conseil national de l'U.D.R. élit le secrétaire général.
— Un colloque sur le socialisme du parti socialiste.
7. EQUIPEMENT ET REGIONS
— QUALITE DE LA VIE : le P.O.G. pollueur de Collière dirige son entreprise de la prison.
8. DEFENSE
— La réorganisation de l'armée de terre.
- 8-9. EDUCATION
— L'agitation universitaire.
10. JUSTICE
— Le congrès de l'Union syndicale des magistrats.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 11 A 18
- Travail manuel : Des aménagements à la mesure.
 - Au fil de la semaine : L'homme de science, par Pierre Vianon-Fonté.
 - L'histoire, par Jean-Marie Mayeur.
 - Radio-Télévision : Un essai sur la télécratie, par Martin Eyraud. Les Amis de Mécène Ogilvy.

- 19-20. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : la Nuit, de Jean-Marie Pote ; Travail à domicile, de Françoise Kretz.
21. SPORTS
— KARATÉ : une discipline à la recherche de ses maîtres.
- 21-22. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : la reprise se confirme, le gouvernement rectifie en hausse ses prévisions.
— EMPLOI : trois mille chômeurs à Annemasse en vingt-quatre mille habitants.
- 23 A 25. LES PROGRES FOUDEURANTS DES TECHNIQUES PETROLIERES SOUS-MARINES

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (13 A 16)
- Annuaire classé (25) ; Aujourd'hui (18) ; Carnet (20) ; Journal officiel (25) ; Météo (18) ; Mots croisés (18) ; Le samedi financier et la revue des valeurs (25-27).

La visite du ministre finlandais des affaires étrangères

M. Sorsa rencontrera M. Mitterrand

« Les vues de la Finlande et de la France sont convergentes sur bien des problèmes, et particulièrement en ce qui concerne les questions européennes », a déclaré vendredi 23 avril M. Kalevi Sorsa, qui s'est dit « fort satisfait » de sa visite officielle en France, la première qu'un ministre finlandais des affaires étrangères ait faite officiellement à l'invitation du gouvernement français.

« Parmi les Neuf, la France est le partenaire le plus actif en ce qui concerne la détente, et l'on peut en dire autant de la Finlande en ce qui concerne les pays neutres », a-t-il dit, ajoutant qu'il était « persuadé que, après l'élection présidentielle américaine, la politique de détente pourra se poursuivre. Cela dit, elle se porte mieux qu'on ne le pense ».

Il a décidé d'intensifier les relations économiques, culturelles et scientifiques entre les deux pays. La France participera notamment à l'équipement des postes et des télécommunications finlandaises. D'autre part, deux projets sont à l'étude en ce qui concerne l'exploitation des ressources forestières.

La Finlande va tenter dans l'immédiat d'intensifier l'enseignement du français, qui s'est accru depuis quelque temps un intérêt accru parmi la plus jeune génération, ne vient qu'un jeune homme (après le suédois).

M. Kissinger commence à Nairobi son voyage africain

M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, est arrivé vendredi 23 avril à Londres, avant de se rendre dans sept Etats d'Afrique. Il s'est entretenu avec M. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, qui revient d'un voyage en Tanzanie et au Mozambique, au cours duquel il a discuté de l'aide que le Commonwealth et les Nations unies devraient apporter au gouvernement de Maputo, à la suite de la décision du Mozambique d'appliquer les sanctions prises contre les dirigeants de Salisbury. Le samedi 24, le secrétaire d'Etat américain est attendu à Nairobi.

Un climat peu favorable

Outre de la décolonisation de l'Afrique australe, le secrétaire d'Etat américain se rendra en Tanzanie et au Mozambique, où il discutera avec les dirigeants de l'aide économique et financière de coopération militaire et des projets de nouvel ordre économique international.

L'aide économique et financière traditionnelle importante en Libéria depuis un siècle, en voie d'accroissement en Zambie et au Ghana, intéresse toutes les capitales africaines, car elles veulent diversifier leurs partenariats internationaux. Le cas de la Tanzanie est particulièrement intéressant, car l'appel de M. Nyerere au concours de la République populaire de Chine pour la construction de la voie ferrée du Tanzam n'est intervenu qu'après que les Américains se furent débarrassés des sollicitations des dirigeants de l'Etat-Union.

Le Sénégal, auquel les Etats-Unis n'ont pas ménagé leur concours pour pallier les conséquences catastrophiques de la sécheresse, espère bénéficier d'une compréhension d'autant plus grande qu'il reste un des rares Etats d'Afrique à ne pas avoir reconnu le gouvernement qui contrôle à Louga, le Mouvement populaire de libération de l'Angola.

La coopération militaire concerne tous les Etats visités, car la guerre civile angolaise a entraîné les dirigeants africains, qui s'engagent dans une véritable course aux armements due au climat de tension qui leur paraît se développer. Le Kenya et la Tanzanie veulent acquérir des armes pour se préserver d'éventuelles attaques venues de l'Ouganda. Le Ghana entend faire de même en raison du voisinage du Togo, où se développe un mouvement irredentiste. Le Sénégal veut se préserver de toute surprise de la part des républiques de Guinée et de Guinée-Bissau.

Enfin, le Sahel, dont la stabilité en armement s'est révélée inefficace face aux forces du M.P.I., souhaite perfectionner la formation de ses officiers, sous-officiers et techniciens.

Comme M. Valéry Giscard d'Estaing se pose, au nom de la France, en champion d'un ordre économique plus juste, M. Henry Kissinger s'est présenté, à Nairobi, en propagandiste d'une collaboration étroite entre pays développés des Etats africains fournisseurs de matières premières. On lui prête même l'intention d'annoncer la création d'une « Banque internationale des ressources », et il est prévu que, à l'occasion de la réunion à Nairobi de la Conférence des Nations unies pour la coopération et le développement (CNUCED), l'envoyé spécial du président Ford propose des formes nouvelles d'aide américaine au tiers-monde.

Cependant, dans le climat de surenchère qui prévaut actuellement sur le continent noir, la réaffirmation de l'intérêt que les Américains portent toujours à l'Afrique n'a pas sans quelques difficultés. Si l'étape de Nairobi doit en principe être calmée, il n'est pas exclu que celle de Dar-

La manifestation des ouvriers de la SNIAS à Châteauroux

Quand la C.G.T. et l'U.D.R. rivalisent d'anti-américanisme...

De notre envoyé spécial

Châteauroux. — La fermeture le 30 juin prochain des ateliers de la SNIAS (Société nationale industrielle aéronautique), à Châteauroux, est aussi une occasion pour la C.G.T. et l'U.D.R. de manifester leur opposition à l'impérialisme américain. Avant de lancer un triple « oui » devant les travailleurs rassemblés, c'est à la C.G.T. que revient le rôle de l'initiative et qui à la France », le secrétaire général de la fédération C.G.T. de la métallurgie, M. Jean Breteau, en appelle à l'assemblée du 23 avril, devant l'usine de Châteauroux : « la défense de l'indépendance nationale » et condamne « le pouvoir et le patronat qui sacrifient les intérêts de la France aux intérêts des impérialistes américains ».

« Concorde », dit encore le responsable syndical, « est le symbole de la décadence de la France » et M. Breteau, aux applaudissements de l'assistance, a déclaré : la guerre économique, c'est la guerre pour le contrôle de l'Europe ». Le 30 juin, dit-il, nous n'aurons pas de Boeing à Paris !

Quelques jours auparavant, devant des responsables de l'U.D.R. de l'Indre réunis à Châteauroux, le 25 Mars, M. Jean-Paul Mourat, député U.D.R. de l'Indre, maire du Blanc, et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, ont tenu des propos très éloignés de ceux de M. Breteau. « Condamnons avec vigueur, a-t-il déclaré, le projet de fermeture de l'usine de Châteauroux, qui nous fait perdre un centre de recherche et de développement français dans la crise qu'elle traverse, et en tant que gaullois, qui nous fait perdre un centre de recherche et de développement français dans la crise qu'elle traverse, et en tant que gaullois, qui nous fait perdre un centre de recherche et de développement français dans la crise qu'elle traverse... »

La convergence de ces propos n'est sans doute pas seulement accidentelle. Avant de dénoncer « le renouveau et la soumission du pouvoir en France qui s'allie sur les exigences américaines », M. Henri Kruski, le secrétaire confédéral de la C.G.T., qui participait à la réunion du 23 avril, Châteauroux, s'en est vigoureusement pris aussi aux « géants de l'industrie américaine qui ont du retard sur nous et qui veulent éliminer la concurrence ou de profit et pour assurer leur hégémonie ».

Cette anton sacrée pour défendre ce que M. Antoine Pinay avait jadis appelé « un avion pour les milliardaires » a pu faire oublier au temps ce pour quoi s'étaient réunis

LE MEURTRE D'UN GARAGISTE NIMOIS ET DE SON EMPLOYÉ

A aucun moment, Roland Agret n'a été dans le coup déclare Antoine Santelli devant la cour d'appel de Dijon

De notre correspondant

Dijon. — Coaccusé dans l'affaire du meurtre d'un garagiste nimois et de son employé, pour lequel Roland Agret a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle, Antoine Santelli a déclaré, vendredi 23 avril, devant la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Dijon, qu'il était venu « uniquement dans le but d'innocenter Roland Agret ». Antoine Santelli comparait devant cette cour après avoir fait appel d'un jugement le condamnant à six mois de prison pour tentative d'évasion.

Antoine Santelli a ajouté : « Les assassinats du garagiste et de son employé, qui ont coûté la vie à deux personnes, ont été commandités non par Agret mais par le Service d'action civique. J'ai été contacté par deux membres de cette organisation, Jean Augé, de Lyon, qui a été assassiné depuis, et Lucien Bittler, de Paris. J'étais dans un bar de Lyon en compagnie de quatre autres repris de justice quand ces deux membres du SAC nous ont proposé 50.000 francs à chacun pour « descendre » le garagiste, 25.000 francs tout de suite et le solde après. C'est un ancien détenu dont je ne veux pas révéler l'identité qui, les deux fois, nous a remis l'argent ».

Etat de santé stationnaire

De son côté, M. Lucien Bittler a protesté contre les déclarations d'Antoine Santelli, au terme d'une conférence qu'il donnait sur la situation politique à Dijon à la Maison des associations culturelles de Lyon : « Je n'ai jamais appartenu au SAC, a-t-il affirmé, je n'ai jamais connu ni Agret, ni Augé, ni Santelli. Je ne comprends pas du tout pourquoi je

sois ainsi mis en cause », M. Bittler a ajouté qu'il se réservait d'engager sur le plan judiciaire toutes actions contre ces allégations mensongères.

A Marseille, où M. Jean Dastès a accueilli avec satisfaction les déclarations d'Antoine Santelli l'épouse de Roland Agret a pu rencontrer dans l'après-midi de vendredi son mari (2). « Il a accepté, a-t-elle indiqué, de prendre des nouvelles lui permettant de garder ses facultés mentales. Pour ce qui concerne son état de santé, il est stationnaire », dans la soirée, Mme Agret a été reçue par M. Gaston Defferre, maire de Marseille, qui a souhaité que cette affaire soit réglée le plus rapidement possible. M. Defferre a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une affaire politique, mais que l'on se trouvait en présence d'un problème de justice et de morale ».

(1) Notons que les déclarations d'Antoine Santelli devant la cour d'appel de Dijon ne sont pas des révélations. Il avait, en effet, écrit plusieurs lettres à son avocat, et déclaré dans l'une d'elles datée du mois de juin 1975 : « Agret m'a en quelque sorte pris part à cette action criminelle, et ne sait rien, il ne peut rien savoir et c'est pour cela qu'il est encore en vie » (le Monde du 12 février 1976).

(2) Le ministère de la Justice a indiqué dans un communiqué publié vendredi que « Mme Marie-Josée Agret a toujours été autorisée à communiquer avec Roland Agret, son mari ». « Depuis son transfert à l'hôpital Salpêtrière à Marseille, précise le communiqué, Roland Agret a la possibilité de rencontrer quotidiennement son épouse ».

En fait, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 24 avril, Mme Roland Agret, qui était présente dans la matinée du 23 avril à l'hôtel Salvator à Marseille, n'avait pu rencontrer son mari, ne possédant pas le permis de visite, et avait été arrêtée D 403 du code de procédure pénale, qui n'avait pas été sollicitée. L'autorisation d'admission à la résidence de police en début d'après-midi a été aussitôt accordée.

M. André Colin succède à M. René Plevin A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

(De notre correspondant)

Rennes. — M. André Colin, sénateur centriste, président du conseil général du Finistère, ancien ministre, a été élu samedi matin 24 avril, président du conseil régional de Bretagne, par 58 voix contre 14 à M. Louis Le Pen, député socialiste du Finistère.

Il succède ainsi à M. René Plevin qui, à l'âge de soixante-quinze ans, a décidé de se retirer de la vie politique.

M. Colin a été élu pour cette élection à la tête du conseil régional de Bretagne de l'appui de l'ensemble de la majorité. Sa candidature a été présentée par M. Baynaud, député, ancien ministre, sénateur et président du conseil général du Morbihan, en ces termes : « Cette candidature unique est la condition même de l'efficacité... ».

En réponse à M. Giscard d'Estaing

M. Marchais : nous changeons encore.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui a participé vendredi 23 avril à un débat dans le cadre de la semaine de la pensée marxiste, a répondu à la conférence de presse du chef de l'Etat au cours de laquelle M. Giscard d'Estaing avait noté qu'il est sans signification d'abandonner la dictature du prolétariat si l'on se retire toujours à la lutte des classes. Il a déclaré :

« Si ce n'est Giscard d'Estaing, le défenseur de la dictature du prolétariat, il faut vraiment que la portée des travaux de notre XXII^e congrès ait été considérable, car c'est la première fois dans l'histoire de notre pays qu'un président de la République consacre autant de temps, à l'occasion d'une conférence de presse, aux travaux d'un de nos congrès ».

Giscard d'Estaing n'a pas contesté que nous ayons changé. Oui, nous avons changé et nous changeons encore, parce que nous ne sommes pas un parti dogmatique. Nous sommes un parti révolutionnaire qui sait prendre en compte les données concrètes. C'est cette aptitude qui effraye la grande bourgeoisie ».

M. Marchais a, d'autre part, expliqué ce que signifie la volonté du P.C.F. d'exercer une influence dirigeante. Il a noté :

« Qui peut nous empêcher de rechercher cette influence dirigeante ? C'est ce que fait d'ailleurs François Mitterrand dans les jours qui précèdent la prise de pouvoir par le parti communiste ? Pourquoi ne le dirions-nous pas pour le parti communiste ? ».

Ancien directeur général des Archives de France

CHARLES BRAIBANT EST MORT

Charles Braibant, directeur général des Archives de France, est mort le 23 avril, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Il est né le 31 mars 1889 à Villenave (Gers). Charles Braibant a été chef de service des archives et bibliothèques de la marine, de 1919 à 1934. Il a été successivement, de 1935 à 1950, inspecteur général et directeur général des Archives de France. Il a été président puis président d'honneur, de nombreuses associations, depuis le Conseil international des archives jusqu'au Comité de l'Europe, en passant par la Société de l'histoire de France, etc.

Archiviste paléographe, il était aussi un homme de lettres. Parmi ses œuvres, des romans (Le roi d'or, le roi de fer, le roi de bronze, le roi de cuivre, le roi d'acier, le roi de plomb, le roi d'étain, le roi de verre, le roi de bois, le roi de pierre, le roi de métal, le roi de terre, le roi d'eau, le roi d'air, le roi de feu, le roi de vent, le roi de soleil, le roi de lune, le roi d'étoile, le roi de planète, le roi de cosmos, le roi de univers, le roi de tout).

Après l'occupation de la gare d'Epinal par deux cents chemistes vengés, qui avaient perturbé le trafic le jeudi 22 avril, un compromis est intervenu vendredi entre les syndicats et la direction de la S.N.C.F. : les cheministes menacés de mutation ont obtenu d'être détachés dans le district d'Epinal durant deux ans, période à l'issue de laquelle, grâce au jeu des départs à la retraite, ils n'auraient pas à retrouver leur emploi dans cette gare.

530 kilos de haschisch ont été découverts dans la matinée du vendredi 23 avril à Marseille sur un véhicule embarqué à bord du car-fermy Masallia. Les trois convoyeurs de la drogue, Mmes Bidel Dean, Carol Foley et le fils de cette dernière, originaires de Reno, dans la Nevada, ont été appréhendés.

RECTIFICATIF. — L'ambassade des Etats-Unis nous fait remarquer, à propos de la correspondance de Washington et du Bulletin de l'étranger du Monde du 24 avril : « Bien que le mot "investissements" n'ait pas été employé, les prêts américains ont augmenté comme vous l'indiquez, la République Sud-Africaine ne reçoit absolument aucune aide économique de Washington. Le gouvernement des Etats-Unis accorde une aide consistante à d'autres pays de cette région ainsi que des bourses d'études à un certain nombre d'étudiants réfugiés d'Afrique du Sud ».

Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1976 a été tiré à 539 284 exemplaires.

سكنا في الامم